



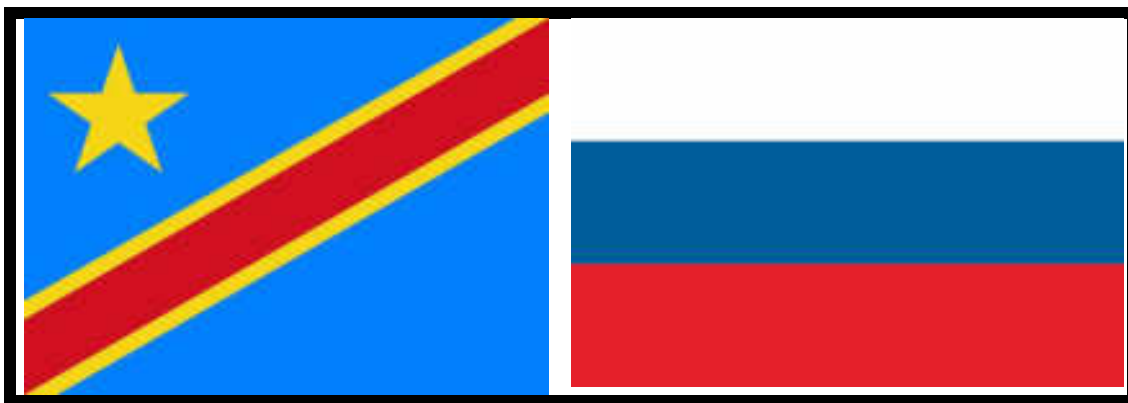
GROUPE D'INITIATIVES POUR LA PAIX ET LA PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE

G.I.P.P.A. ASBL/ONG

Gippaforum2001@outlook.fr / Facebook : Gippa, Amour, paix, solidarité

Téléphones : +7(985)0626254 / E-mail : jmkindundu@gmail.com

RDC-RUSSIE : Plaidoyer pour un Partenariat Stratégique (2015-2025)



**Chronique d'une décennie de diplomatie active et de
20 propositions pour l'avenir**

Par

Joseph KINDUNDU MUKOMBO

Enseignant, diplomate, poète et libre penseur

jmkindundu@gmail.com

Téléphone : +79850626254

Juillet 2026



Une vue du Kremlin, Siege de la Présidence de la Fédération de Russie

Epigraphe

*« La diplomatie est la police en grand costume. »
Napoléon Bonaparte Empereur français, né à Ajaccio le
15 Août 1769*

*« Le journalisme est l'école primaire de la
diplomatie. »*

*Alfred Capus, Journaliste et dramaturge
français, né à Aix-en-Provence le 25
Novembre 1857*

*« Les seules armes du diplomate pour éviter la
guerre sont les mots. »*

*Roland Dumas, Avocat et homme politique
français, né à Limoges le 23 Août 1922*

Dédicace :

*« Aux bâtisseurs du monde multipolaire,
à tous ceux qui, en Russie, en Afrique et dans le
monde, croient en un ordre international plus
juste, équilibré et respectueux de la
souveraineté des nations.*

*À nos partenaires russes,
pour leur amitié indéfectible et leur soutien
constant, et dont la technologie et le savoir-faire
sont des leviers essentiels pour le
développement de notre continent.*

*Aux peuples de la RDC et de Russie,
dont l'amitié sincère et ancienne est la clé de
voûte de ce partenariat d'exception. »*

Table des matières

Epigraphe	2
Dédicace :	3
Ouvrages du même auteur	5
(Liste non exhaustive) :	5
Liste de quelques abréviations	6
Avant-propos :	7
INTRODUCTION :	8
1ere Partie : Aperçu des relations entre la République Démocratique du Congo et la Fédération de Russie :	10
I. ETAT DE LA RELATION RUSSO-CONGOLAISE :	11
1.1. UNE LONGUE TRADITION D'AMITIE ENTRE LA RUSSIE ET LA RDC :	11
1.2. UN PARTENARIAT D'AVENIR, DANS L'INTERET DES DEUX PAYS :	11
1.3. LE DIALOGUE POLITIQUE RUSSO-CONGOLAIS DEVRAIT S'APPUYER SUR UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL PARTICULIEREMENT ETOFFE	12
1.4. LE RDC ET LA RUSSIE ONT DES APPROCHES CONVERGENTES, OU PROCHES, SUR BEAUCOUP DE DOSSIERS INTERNATIONAUX	12
1.5. LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE LA RELATION RUSSO-CONGOLAISE DEMEURE IMPORTANT, MAIS IL SE HEURTE A UN OBSTACLE QUI NE DOIT PAS ETRE SOUS-ESTIME	13
II. PERSPECTIVES ISSUES DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU FORUM ECONOMIQUE ET AU 1ER SOMMET DES CHEFS D'ETATS RUSSIE-AFRIQUE, DE SOTCHI DES 23 ET 24 OCTOBRE 2019	13
2.1. AU NIVEAU DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	13
2.2. AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	14
2.3. LA PARTICIPATION DE SE MADAME LA MINISTRE D'ETAT THERESE KAYIKWAMBA A LA PREMIERE CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE AFRIQUE 9-10 NOVEMBRE 2024	14
2.4. AU NIVEAU DE LA FEDERATION DES ENTREPRISES DU CONGO, FEC/ COPEMECO	16

2.5. L'AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN RDC, L'ANAPI.....	16
2.6. PRINCIPALES LEÇONS A RETENIR DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU 1ER SOMMET RUSSIE-AFRIQUE ET AU FORUM ECONOMIQUE DE SOTCHI, DES 23 ET 24 OCTOBRE 2019	16
2.7. DISPOSITIONS CONCLUSIVES PARTIELLES : QUE RETENIR DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU 1ER SOMMET RUSSIE AFRIQUE	20
III. ELEMENTS D'INFORMATION ISSUS DES PREMIERES CONSULTATIONS POLITIQUES RUSSO-AFRICAINE DU 8 JUILLET 2020	20
IV. QUELQUES EXEMPLES DE LA PRESENCE RUSSE EN AFRIQUE.....	23
V. SECTEURS ATTRACTIFS D'INVESTISSEMENT EN RDC POUR.....	25
LES ENTREPRISES DE LA FEDERATION DE RUSSIE.....	25
VI. DEMARCHE GLOBALE INDICATIVE POUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE RDC-RUSSIE	27
1. LES PHASES DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION	27
2. TABLEAU DESCRIPTIF INDICATIF DU PROCESSUS GLOBAL POUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE RDC-RUSSIE.....	28
3. CONDITIONS SINE-QUA NON DE REUSSITE :.....	29
2ème Partie : Quelques images qui illustrent l'amour du travail bien fait qui caractérisent toute notre activité diplomatique	30
3ème Partie : Quelques articles en rapport avec les relations de la République Démocratique du Congo et la Fédération de Russie	45
I. RDC- FEDERATION DE RUSSIE : L'OPPORTUNITE D'AGIR VITE ET BIEN	46
II. RUSSIE - ARABIE SAOUDITE : ENJEUX D'UNE VISITE HISTORIQUE – QUELLES LEÇONS POUR L'AFRIQUE	48
III. RUSSIE – AFRIQUE, OFFENSIVE DIPLOMATIQUE : ECONOMIE ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME	52
IV. PERSPECTIVES DU PARTENARIAT DE LA RUSSIE AVEC L'AFRIQUE	56
<i>Pour un modèle de coopération fiable.....</i>	56
V. RUSSIE -RWANDA : LES ENJEUX D'UNE VISITE HISTORIQUE	61
VI. FORUM ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PETERSBOURG 2018 (SPIEF)	63
VII. L'EGLISE ORTHODOXE EN RUSSIE : QUELLE INFLUENCE ELLE PEUT AVOIR SUR LA POLITIQUE.....	68

IX. LANCEMENT DU SECRETARIAT DU FORUM RUSSIE-AFRIQUE, AU SEIN DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA FEDERATION DE RUSSIE	80
XII. PREMIERE CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE 9-10 NOVEMBRE 2024 :	97
Perspectives pour les relations russo-congolaises	97
FORUM ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PETERSBOURG (SPIEF - 2025)	106
UNE GRANDE OPPORTUNITE POUR LA RDC	106
OPPORTUNITES UNIQUES DU SPIEF 2025 :	107
Une opportunité pour la RDC :	109
4ème Partie : Quel avenir pour les relations russo-congolaises dans un monde globalisé et multipolaire	111
XIII. 20 PROPOSITIONS POUR UN PARTENARIAT D'AVENIR ENTRE LA RDC ET LA RUSSIE.....	112
13.1. RENFORCER LA COOPERATION UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE :.....	112
13.2. APPROFONDIR LA REFLEXION POUR DES PARTENARIATS INDUSTRIELS DANS LES SECTEURS DES MINES, AGRICULTURE, MEDECINE, SPATIAL, NUCLEAIRE ET DE L'ARMEMENT :.....	112
13.3. PLANIFIER ET CONDUIRE CONJOINTEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX :	112
13.4. INSTAURER UN « PLAN TOURISME » RDC -RUSSIE :	113
13.5. CREER UN FORUM DES SOCIETES CIVILES :.....	113
13.6. FAVORISER LES INVESTISSEMENTS RUSSES EN RDC :.....	113
13.7. DEVELOPPER LA COOPERATION DECENTRALISEE :	113
13.8. METTRE SUR PIED UN CONSEIL CONJOINT POUR LES QUESTIONS DE SECURITE :.....	114
13.9. ACCROITRE LE ROLE DES GROUPES D'AMITIE PARLEMENTAIRES :.....	114
13.10. LANCER UN PARTENARIAT EN MATIERE AEROPORTUAIRE ET DE CONTROLE AERIEN :	114
13.11. FONDER UN DETACHEMENT RDC - RUSSIE DE SECURITE CIVILE :.....	114
13.12. RAPPROCHER LES COURS DES COMPTES RDC ET RUSSE :	115

13.13. COOPERER EN MATIERE DE POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE :	115
13.14. METTRE EN PLACE UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DEFIS MIGRATOIRES :	115
13.15. SE PREPARER CONJOINTEMENT AUX GRANDS EVENEMENTS SPORTIFS :	115
13.16. FEDERER LES ASSOCIATIONS, GROUPES ET ONG LIEES A LA RDC EN RUSSIE ET A LA RUSSIE EN RDC :	116
13.17. COORDONNER NOS EFFORTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DE LA SADC ET DE LA REGION DES GRANDS LACS :	116
13.18. ŒUVRER CONJOINTEMENT A LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE :	116
13.19. METTRE EN PLACE UN DIALOGUE SUR LA STABILITE STRATEGIQUE :	117
13.20. INVITER LA RUSSIE AUX GRANDES CEREMONIES COMMEMORATIVES EN RDC :	117
XIV. QUELQUES ACCORDS SIGNES OU EN PERSPECTIVES ENTRE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LA FEDERATION DE RUSSIE :	118
I. Sur le plan politique et diplomatique :	118
II. Sur le plan économique et communication :	118
2.2 Communication et médias	119
III. Sur le plan culturelle et scientifique :	119
IV. Sur le plan de la Sécurité et des affaires humanitaires :	120
XVI. QUELQUES ENTREPRISES RUSSES INTERESSEES A INVESTIR EN RDC	122
CONCLUSION	124
XV. DISPOSITIONS CONCLUSIVES	125
15.1. Placer l'Ambassade de la RDC à Moscou dans de bonnes conditions de travail	126
15.2. Quelques de principes directeurs :	126
AU SUJET DE L'AUTEUR	128

**Ouvrages du même auteur parus aux éditions Universitaire
LOGOS, Aux éditions Universitaires Européennes et aux
éditions GIPPA, aux éditions Pero :
(Liste non exhaustive) :**

1. Les graves dangers d'un discours stigmatisant, agressif et « polarise » ;
2. (Parti politique, structure administrative, association, etc.) Comment faire face et surmonter l'imprévu : la résilience... ;
3. Afrique sub-saharienne : comprendre et être en bons termes avec les Etats-Unis d'Amérique ;
- 4 Les défauts ou péchés originels du conseil de sécurité a la base de l'incapacité de cet organe central de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité entre les états. » ;
5. L'accompagnement des hautes personnalités « l'art d'accueillir » ;
- 6.« Chances de succès du télé-enseignement comme technique de communication pédagogique dans les milieux ruraux et citadins en RDC : avantages et les limites » ;
7. De l'utilisation de la méthode fonctionnelle en sciences sociales ;
8. Education civique et société civile en démocratie ;
9. De l'importance de l'enseignement universitaire dans le développement économique de l'Afrique :
10. Éthique et déontologie d'un « agent de liaison » du ministère des affaires étrangères en République démocratique du Congo ;
11. Examen de la « clause d'exclusion » au sein de la commission nationale des refugies en RDC. :
12. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein de l'inspection générale du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle. ;
13. Le travail et la résistance au changement ;
14. Pour la paix et la prospérité de l'Afrique : Diplomatie, éducation civique, bonne gouvernance (Études, articles et réflexions) ;
15. Guide pratique pour Le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité ;
16. Au cœur de la relations russo-congolaise.
17. Historique et généalogie du clan Muwanzi Du Groupe ethnique des Batsamba du village Kimafu dans la Province du Kwilu en RDC ;
18. K I G A M, L'Homme qui Incarnait le Congo, Biographie d'un des premiers Diplomates de la RDC, Mon père Joseph KINDUNDU GAMBOK (1936-2018), GIPPA.
19. Les relations entre civils et militaires en R.D.C. en temps de paix : Diagnostic et prospectives (Pour une société orientée vers le développement), GIPPA
20. Discours sur la dialectique et les relations internationales,
21. La légende de MASABU II, Le Sang, le Sacrifice et le Trône Rédempteur,
22. Qui a tué DAMAFULU, une tragédie aux rives de Masandombe
23. Samifundu Adusameson ; le Docteur de la politique

Liste de quelques abréviations

ACEPA	: l'Association de la Coopération Economique avec les pays Africains
AFROCOM	: Comité de Coordination pour la Coopération Economique avec les pays Africains
ANAPI	: Agence nationale pour la Promotion des Investissements (en RDC) ;
BRICS	: BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est une association de dix pays : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Émirats arabes unis, Iran, Égypte, Éthiopie et Indonésie, fondée en juin 2009 (sous le nom de BRIC)
CEDEAO	: Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire
COPEMECO	: La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONG	: Organisation Non Gouvernementale ;
ONU	: Organisation des Nations-Unies
ONUC	: Mission des Nations Unies au Congo (1961)
RDC	RDC : République Démocratique du Congo
RTNC	: Radiotélévision Nationale Congolaise
RUDN	: Université de l'Amitié des Peuples de Russie (Université Patrice Emery Lumumba)
SADC	: Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SPIEF	: Forum économique international de Saint-Pétersbourg
UAZ	: Ulyanovsky Avtomobilny Zavod (Usine Automobile de Oulianovsk)
URSS	: Union des République Socialiste Soviétiques ;
USA	: Les Etats-Unis d'Amérique
VTB	: VTB Bank est une banque commerciale universelle russe à participation publique

Avant-propos :

« Les seules armes du diplomate pour éviter la guerre sont les mots. »

Roland Dumas

Affecté à Moscou en novembre 2015 en qualité d'Assistant Permanent de l'Ambassadeur Matungulu, puis promu Conseiller Économique et Communication en 2018 sous l'autorité du Général d'Armée Denis Kalume Numbi, j'ai consacré une décennie entière au service de la diplomatie congolaise en Fédération de Russie. Cette mission, exaltante et exigeante, s'est articulée autour d'un objectif central : consolider les liens multiséculaires entre Kinshasa et Moscou dans un contexte géopolitique en mutation rapide.

Au fil des ans, j'ai participé activement à l'architecture de cette relation bilatérale — des conférences académiques aux forums économiques, des séminaires technologiques aux voyages d'affaires structurants, en passant par les sommets historiques de Sotchi (2019) et de Sirius (2024). Mon rôle ne s'est pas limité à la représentation protocolaire : il a consisté à décrypter les réalités russes pour éclairer les décideurs congolais. Les nombreux rapports et analyses que j'ai rédigés à l'intention des autorités nationales visaient à saisir les ressorts de la politique africaine du Kremlin, ses implications pour la RDC, et les opportunités concrètes à saisir dans les domaines critiques (sécurité alimentaire, énergie, NTIC, défense).. Ce fut un honneur et une responsabilité immense de contribuer à consolider les liens multiséculaires qui unissent Kinshasa et Moscou, dans un contexte géopolitique en pleine effervescence.

Ce livre est le fruit de ce labeur quotidien. Il est né d'une conviction profonde qui m'a animé durant ces dix années : la RDC et la Russie ont le devoir de bâtir un partenariat d'exception à la hauteur de leurs ambitions et de leurs potentiels respectifs. La Russie a toujours été aux côtés de notre pays dans les moments les plus critiques, et elle représente aujourd'hui un partenaire fiable pour relever les défis colossaux qui sont les nôtres : la paix, la sécurité alimentaire, le développement industriel et la souveraineté technologique.

Les vingt propositions que je sou mets au lecteur ne sont pas de simples recommandations. Elles sont l'aboutissement d'une réflexion nourrie par des années de contacts directs avec les décideurs russes, d'analyses des forums économiques et de participation aux sommets Russie-Afrique. Elles visent à donner un contenu concret et substantiel à la promesse d'un partenariat stratégique, telle qu'elle a été formulée par nos deux Chefs d'État à Sotchi en 2019, et réaffirmée avec force par la Ministre d'État Thérèse Kayikwamba en 2024.

Si cet ouvrage pouvait contribuer à éclairer la décision de nos dirigeants, à inspirer nos diplomates et à susciter l'intérêt de nos compatriotes pour les enjeux de notre politique étrangère, j'aurais le sentiment d'avoir rempli une partie de mon devoir envers la patrie. Il est temps de donner à notre relation avec la Russie la dimension stratégique qu'elle mérite.

Joseph KINDUNDU MUKOMBO

Moscou, le 8 juillet 2026

Introduction :

Nous vivons un moment charnière de l'histoire. L'ordre mondial hérité de la Seconde Guerre mondiale se fragmente sous les coups de boutoir de nouvelles puissances qui revendiquent leur place dans un monde multipolaire. La guerre en Ukraine, les tensions en mer de Chine, la recomposition du Moyen-Orient et l'émergence de nouvelles alliances économiques comme les BRICS+ redessinent les équilibres globaux.

Dans ce grand rééquilibrage, l'Afrique — longtemps considérée comme la périphérie du monde — devient le centre d'intérêt de toutes les grandes puissances. La République Démocratique du Congo, par sa taille, ses ressources et sa position stratégique au cœur du continent, est un acteur incontournable de cette nouvelle donne.

La Russie, puissance globale et membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, est un partenaire naturel pour la RDC. Elle partage avec nous une vision commune d'un monde plus juste, plus équilibré et respectueux de la souveraineté des nations. Elle n'a pas d'histoire coloniale en Afrique, ce qui lui confère une crédibilité et une légitimité que d'autres puissances peinent à revendiquer.

Depuis 2015, j'ai eu l'honneur de contribuer à cette relation privilégiée. J'ai participé aux sommets Russie-Afrique de Sotchi (2019) et de Saint-Pétersbourg (2023), j'ai négocié des accords, j'ai tissé des réseaux et j'ai observé de près les dynamiques qui animent la diplomatie russe.

Ce livre est le fruit de cette expérience. Il propose une analyse lucide des atouts et des faiblesses de notre relation avec la Russie, et formule vingt propositions concrètes pour en faire un véritable levier de développement pour notre pays. Il est temps de cesser de regarder le monde à travers le prisme d'un passé colonial et de saisir, avec audace et lucidité, les opportunités du monde multipolaire qui s'ouvre à nous.

Cet ouvrage rassemble une sélection raisonnée de mes contributions, offrant au lecteur un double panorama :

- Une rétrospective historique retraçant l'évolution des relations RDC-Russie, des accords de coopération soviétiques aux ambitions contemporaines du partenariat stratégique annoncé à Sotchi en 2019 ;
- Une analyse prospective identifiant les leviers d'une coopération renforcée (investissements miniers, formation militaire, transferts technologiques), nourrie par mon expérience de terrain et les enseignements des sommets Russie-Afrique.

Les illustrations qui accompagnent ce récit ne sont pas de simples annexes : elles documentent l'intensité d'un engagement diplomatique mené dans des conditions souvent précaires, reflétant les défis structurels de la représentation congolaise à Moscou. Pourtant, malgré ces contraintes, la relation bilatérale a démontré une résilience exceptionnelle

depuis l'indépendance – un paradoxe que cet ouvrage explore à travers des données inédites.

Mon ambition va au-delà du témoignage. En publiant ces documents, je souhaite :

- Alimenter la réflexion sur l'avenir du Programme Indicatif de Coopération ;
- Proposer des pistes pour concrétiser les engagements pris par les Présidents Poutine et Tshisekedi, notamment après la déclaration de la Ministre d'État Thérèse Kayikwamba en 2024 ;
- Inspirer une diplomatie congolaise proactive face aux nouvelles rivalités multipolaires, où la Russie représente un partenaire à la fois traditionnel et innovant.

Ce livre s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de comprendre comment la RDC peut tirer parti de son partenariat avec Moscou à l'ère des reconfigurations globales. Il est une modeste contribution à l'édification d'une relation plus équilibrée, plus tangible, et résolument tournée vers l'avenir.

**1ere Partie : Aperçu des relations entre la République
Démocratique du Congo et la Fédération de Russie :**

I. ETAT DE LA RELATION RUSSO-CONGOLAISE :

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, en 1960, la Fédération de Russie a toujours manifesté à l'endroit de la République Démocratique du Congo une sympathie active, dont l'intervention des troupes onusiennes (ONUC), déjà en 1961, fut une des manifestations les plus évidentes. Tout comme la présence des soldats de la paix russes dans le contingent actuel de la MONUSCO. La création de l'Université Lumumba en est une autre illustration.

Aujourd'hui, alors que les deux pays ont amorcé un nouvel élan de leurs relations, avec la visite du Président Tshisekedi en Russie, en marge du Forum Economique et du **1er Sommet Russie-Afrique d'octobre 2019**, puis la participation de SE Madame la Ministre d'Etat Thérèse Kayikwamba, en novembre 2024, à la **Première conférence ministérielle du forum de partenariat Russie Afrique (9-10 novembre 2024)**, il apparaît plus qu'évident encore d'avoir aux côtés de la République Démocratique du Congo, confronté à de multiples défis sécuritaires et en proie à de multiples pressions de toutes parts, un pays qui n'a jamais failli dans le soutien qu'il apporte à ses partenaires.

Les 20 propositions que je formule à la fin de cette dissertation ont pour finalité de contribuer au renforcement dans tous les domaines des relations de la RDC avec la Fédération de Russie, et cela pour quitter définitivement le stade de relations de complaisance, et évoluer vers un partenariat stratégique d'avenir, dans lequel les deux pays investissent les meilleurs de leurs atouts, dans une formule gagnant-gagnant.

1.1. UNE LONGUE TRADITION D'AMITIE ENTRE LA RUSSIE ET LA RDC :

Les récentes contributions de la Russie à la lutte contre les pandémies en RDC, et particulièrement contre le Covid 19, avec la remise officielle de deux laboratoires mobiles à la RDC, et le transfert à la République Démocratique du Congo de plus de 28 000 unités de consommables de laboratoire, plus de 8 000 unités d'équipements de protection individuelle, de combinaisons de protection, de respirateurs, de masques complets réutilisables, de filtres, de gants, etc. sont des gestes qui illustrent les relations d'amitié qui existent entre les deux pays¹.

1.2. UN PARTENARIAT D'AVENIR, DANS L'INTERET DES DEUX PAYS :

Depuis plusieurs années, la Russie, pour des raisons géopolitiques, se tourne de plus en plus vers de nouveaux partenaires, notamment, des pays en voie de développement, en appliquant ce qu'elle appelle « la diplomatie économique ». Ce qui veut dire qu'elle ne s'immisce pas dans les affaires intérieures des Etats ; et ne fait que répondre aux demandes qui lui sont soumises souverainement par les Etats.

¹ https://mid.ru/fr/press_service/photo/meropriyatiya_v_zagran_uchrezdeniyah/1774821/

Elle peut apporter son savoir-faire et ses équipements dans plusieurs domaines : infrastructures, équipements militaires, agro-industrie, exploitation minière, pétrolière et gazière, santé, éducation et coopération scientifique.

La Russie entretient de très bons rapports avec l'ensemble des neuf pays voisins de la RDC, ce qui la place dans une très bonne position pour offrir ses services dans les solutions aux problèmes qui se posent entre les pays des Grands Lacs. La Russie est donc disponible pour la coopération multilatérale : un dialogue permanent et particulièrement pour aider la RDC à en finir avec la question de l'insécurité dans sa partie est.

Beaucoup de pays africains coopèrent vivement avec la Russie, tout en entretenant des bons rapports avec les autres partenaires traditionnels occidentaux. Notamment, la Russie a apporté la preuve de son expertise pour accompagner les efforts de la Guinée, du Mali, du Burkina Faso, de l'Ouganda, de la Zambie, de l'Angola, de la République du Congo, de la Tanzanie, du Zimbabwe, etc... dans la lutte contre les épidémies, dans la mobilisation des ressources et des équipements militaires, la mise à disposition des unités de santé mobile, constructions des hôpitaux à haute capacité de soin en isolation, des infrastructures, la mise au point d'un vaccin et des médicaments génériques, etc.

Afin de commencer la coopération avec la Russie, la RDC n'aura pas besoin de construire une nouvelle relation. Il existe déjà quelques 14 accords en vigueur entre les deux pays (voir tableau en annexe) dans les différents domaines de coopération, pour lesquels, en grande majorité, il suffit de donner un contenu substantiel sur le terrain, dans une approche gagnant-gagnant.

La Russie travaille actuellement à la question du financement des projets avec les pays africains et encourage ces derniers à œuvrer avec elle dans le cadre des commissions intergouvernementales à l'instar des pays comme le Nigeria, la Tanzanie, le Kenya, la République Sud-Africaine, le Mozambique, l'Angola, etc., pour ne citer que ceux-là.

1.3. LE DIALOGUE POLITIQUE RUSSO-CONGOLAIS DEVRAIT S'APPUYER SUR UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL PARTICULIEREMENT ETOFFE :

- a. Un Commission Intergouvernementale ;
- b. Un Conseil économique, financier, industriel et commercial ;
- c. Un Conseil conjoint pour les questions de sécurité ;
- d. Un Conseil pour gérer en commun les nouveaux défis.

1.4. LE RDC ET LA RUSSIE ONT DES APPROCHES CONVERGENTES, OU PROCHES, SUR BEAUCOUP DE DOSSIERS INTERNATIONAUX :

- a. Le monde multipolaire tel qu'il émerge est vu comme une évolution positive, bien que non dénuée de risques ;
- b. Tant la RDC que la Russie sont favorables au multilatéralisme et au maintien du rôle central de l'ONU ;
- c. Les deux pays sont confrontés à de nombreux défis :

1. La sécurité aux frontières ;
2. La préservation de leur rang et de leur souveraineté stratégique dans un monde globalisé ;
3. La réindustrialisation, ou le renforcement du tissu industriel existant ;
4. La gestion des flux migratoires, intérieurs et extérieurs ;
5. La lutte contre le terrorisme et les groupes armés, notamment, en ce qui concerne la RDC, dans sa partie Est.
6. La lutte contre les pandémies dévastatrices (Covid 19, Ebola, etc..).

1.5. LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE LA RELATION RUSSO-CONGOLAISE DEMEURE IMPORTANT, MAIS IL SE HEURTE A UN OBSTACLE QUI NE DOIT PAS ETRE SOUS-ESTIME :

Les ressources humaines qui sont affectées à Moscou sont souvent sous-qualifiées, tant par leur méconnaissance de la langue et des traditions russes que par sa géopolitique.

La gestion de la Mission diplomatique elle-même pose problème. Le comportement de certain chef de mission, qui use de corruption et de népotisme, n'honore pas le pays qu'ils sont censés représenter. Surtout depuis la désignation de Monsieur Ivan Vangu Ngimbi comme Ambassadeur. Tous les efforts qui ont été fait depuis 2019 se sont évanouis à cause d'une gestion calamiteuse de la Représentation congolaise. Cette question fera l'objet d'un ouvrage séparé pour permettre au Ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Congo de corriger ces dysfonctionnements.

II. PERSPECTIVES ISSUES DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU FORUM ECONOMIQUE ET AU 1ER SOMMET DES CHEFS D'ETATS RUSSIE-AFRIQUE, DE SOTCHI DES 23 ET 24 OCTOBRE 2019

La participation de la RDC au Forum Economique et au 1er sommet des Chefs d'Etats Russie-Afrique de Sotchi, en octobre 2019, a été une grande opportunité pour que les deux pays renforcent les relations dans plusieurs secteurs. Elle a permis à la Russie et à la RDC de s'engager sur de nouvelles perspectives de collaboration et de coopération. A ce sujet on retiendra plusieurs temps forts :

2.1. AU NIVEAU DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

2.1.1. La rencontre bilatérale entre le Président Tshisekedi et le Président Poutine, chacun entourés de ses principaux collaborateurs, au cours de laquelle les deux Chefs d'Etats se sont engagés à maintenir un contact régulier en vue de promouvoir les relations entre les deux pays ;

2.1.2. L'intervention du Président Tshisekedi, au cours de la plénière des Chefs d'Etats et de Gouvernements, où l'occasion lui a été donnée de souligner l'intérêt pour l'Afrique de renforcer les liens avec la Russie ;

2.1.3. La visite du Président Tshisekedi au Forum Economique Russie-Afrique de Sotchi, particulièrement au stand de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, ANAPI, qui a connu un grand succès ;

2.1.4. La rencontre du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, avec une partie de la diaspora congolaise de Russie, composée en majorité d'étudiants ;

2.1.5. La grande interview que le Président congolais a accordée aux médias russes et internationaux à Sotchi.

2.2. AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

L'importante délégation du Gouvernement congolais, qui accompagnait le Chef de l'Etat à Sotchi en 2019, composée de 7 Ministres, (*à savoir : S.E.M. Marie TUMBA NZEZA, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères ; S.E.M. Eustache MUHANZI MUBEMBE, Ministre d'Etat, Ministre des Ressources Hydrauliques et Electricité ; S.E.M. ETENI LONGONDO, Ministre de Santé ; S.E.M. Julien PALUKU KAHONGYA, Ministre de l'Industrie ; S.E.M. Willy KITOBO SAMSONI, Ministre des Mines ; S.E.M. Didier MAZENGU MUKANZU, Ministre Transports et S.E.M. Jean Joseph KASONGA MUKUTA, Ministre de l'Agriculture*), témoigne de la grande importance que le Président de la République a donné au renforcement de relations avec la Russie, dans tous les secteurs concernés.

Toutes ces personnalités ont pris, à des degrés divers, une part active au Forum Economique Russie-Afrique, notamment, pour certains, en accompagnant le Chef de l'Etat, au cours des rencontres avec le Président de la Fédération de Russie, ou, en prenant la parole dans les différents panels thématiques organisés à l'occasion de ces assises ; cela a été le cas notamment des Ministres ci-après :

1. Son Excellence Monsieur le Ministre de la Santé de la RDC, ETENI LONGONDO : (Thème 1 : biosécurité ; Thème 2 : renforcement du système de santé) ;
2. Julien PALUKU, Ministre de l'Industrie du Gouvernement National de la RDC ; (Thèmes : la zone industrielle en Egypte. Approcher de nouveaux marchés régionaux) ;

2.3. LA PARTICIPATION DE SE MADAME LA MINISTRE D'ETAT THERESE KAYIKWAMBA A LA PREMIERE CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE AFRIQUE 9-10 NOVEMBRE 2024 :

La délégation congolaise conduite par SE Madame Thérèse KAYIKWAMBA, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et Francophonie, comprenait également SE Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGHA, Ministre de la Recherche Scientifique et Innovation. Ce dernier s'est fait accompagner de quelques experts de son Ministère, en raison de la multiplicité des thèmes qui intéressent la RDC abordés au cours de ces assises. L'Ambassade de la RDC à Moscou était également représentée son Ambassadeur qui s'est

fait accompagner d'un Diplomate. Une rencontre bilatérale a été organisée entre les délégations russe et congolaise, en marge de la Conférence.

On peut retenir de la rencontre bilatérale Russie-RDC tenue en marge de la Conférence Ministérielle les informations suivantes :

2.3.1. Sur le plan diplomatique et sécuritaire :

!La volonté des deux parties de renforcer leurs liens dans le cadre d'un partenariat renforcé dans les domaines de la diplomatie, de la sécurité, de l'économie, avec le souci de contribuer à la construction d'un monde multipolaire ;

!La sollicitation par la RDC de l'appui de la Russie pour parvenir à une solution durable à la crise sécuritaire qui persiste dans l'Est de notre pays, notamment par la mise en œuvre des Accords de Défense signés entre les deux pays ;

!Le soutien de la Russie pour la candidature de la RDC à un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2026-2027 ;

!La nécessité de créer un cadre juridique favorable pour encourager les investissements russes en RDC (dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des infrastructures), permettant aux acteurs privés de bénéficier de relations bilatérales stables et sécurisées.

!La commémoration des 65 ans des relations diplomatique entre les deux pays, ainsi que des 65 ans depuis la création de l'Université Patrice Emery Lumumba ;

!La signature d'un Accord pour les Consultations Politiques entre les deux pays ;

2.3.2. Sur le plan scientifique de l'agenda russo-africain :

Son Excellence Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGHA, Ministre de la Recherche Scientifique et Innovation, ainsi que les cinq experts de son Cabinet qui l'accompagnaient ont poursuivi leur séjour conformément au programme de la Conférence Ministérielle et ont pris une part active aux différents panels en lien avec la diplomatie et la collaboration scientifiques organisés pour la circonstance. Il s'agissait notamment pour les pays programmés :

!De présenter en huit minutes leurs politiques scientifiques (projets de recherche, inventions, innovations), en gardant en tête l'équilibre de discrétion et de définir leurs attentes en rapport avec la collaboration Afrique-Russie ;

!De la présentation des programmes russes et quelques ébauches de réponses aux attentes des uns et des autres, par des haut-experts concernés (Ministres, Coordonnateurs nationaux, Directeurs Généraux, etc.) ;

!De profiter des rencontres avec des milieux d'affaires, des scientifiques, des responsables des structures russes et africaines, des institutions ou des projets à haute valeur scientifique ;

Au cours de la deuxième journée de travail, Son Excellence Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGHA a échangé avec plusieurs Ministres sectoriels et leurs a rappelé les attentes de la République Démocratique du Congo, notamment :

!Le financement de la mise en industrie des résultats de recherche, inventions et innovations du génie scientifique congolais ;

!Une coopération scientifique et technologique intense avec la Russie, particulièrement dans tout le processus d'incubation des résultats de recherche et d'innovation technologique ;

!Un transfert de technologies russes vers la RDC dans des modalités scientifiques à convenir.

2.4. AU NIVEAU DE LA FEDERATION DES ENTREPRISES DU CONGO, FEC/ COPEMECO :

Une forte délégation de la Fédération des Entreprises du Congo, FEC, conduite par son Vice-Président, Dieudonné KASEMBO, et composée de plusieurs opérateurs économiques congolais, a participé activement au Forum économique Russie-Afrique. Un Protocole d'accord, en cours de finalisation, a été négocié entre la FEC et la Fondation Roscongress, organisatrice de l'évènement, pour que les deux parties envisagent l'organisation d'événements similaires sur le territoire de la RDC, en plus des rencontres d'information et de communication entre les groupes d'experts, les milieux d'affaires, tout comme les milieux politiques de la Fédération de Russie et la République Démocratique du Congo.

2.5. L'AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN RDC, L'ANAPI :

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements en RDC, ANAPI, a fait la fierté de la RDC, avec un stand au sein du Forum Economique, destiné à promouvoir les investissements en RDC, lequel stand a bénéficié de la visite du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de ses principaux conseillers en matière d'investissements. L'ANAPI a, également, très remarquablement mis en lumière le potentiel économique congolais, à travers une présentation, appuyée par les exposés de leurs Excellences Messieurs les Ministres, faite dans la journée du 25 octobre 2019, et qui a réuni plusieurs opérateurs russes et congolais à l'Hôtel Radisson Bleu de Sotchi.

2.6. PRINCIPALES LEÇONS A RETENIR DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU 1ER SOMMET RUSSIE-AFRIQUE ET AU FORUM ECONOMIQUE DE SOTCHI, DES 23 ET 24 OCTOBRE 2019 :

2.6.1. Sur le plan politique et diplomatique :

2.6.1.1. La visite du Président Tshisekedi en Russie a été ressentie très positivement par les milieux russes et très appréciée par le Président Poutine ;

2.6.1.2. Cette visite est un acte de souveraineté posé par la RDC, qui témoigne de la politique d'ouverture prônée par le Président de la République, et ce malgré les pressions et les intimidations de plusieurs pays partenaires traditionnels, et notamment de certains

pays voisins, qui ne souhaitaient pas que la RDC profite, comme ils le font déjà eux-mêmes, du partenariat stratégique avec la Russie.

2.6.1.3. Cette visite du Président Tshisekedi en Russie est aussi une preuve que la RDC n'est pas une chasse gardée de certaines puissances, et exprime ainsi la volonté tous azimuts du Chef de l'Etat de travailler au rayonnement de notre pays à travers le monde, dans l'esprit de maintenir un équilibre diplomatique dans les relations de la RDC avec les grandes puissances, facteur de paix ;

2.6.1.4. Les fortes délégations de la RDC à Sotchi, tant en 2019 qu'en 2024, témoignent de l'intérêt que la RDC accorde à la Russie, mais aussi des attentes fortes vis-à-vis de cette grande puissance et, en retour, cette forte participation renforce la considération que la Russie manifeste envers la RDC, ainsi que de la disponibilité qu'elle montre à appuyer la RDC sur le plan politique, diplomatique, économique et sécuritaire.

2.6.1.5. Ce contact direct entre les deux Présidents ayant débouché sur l'invitation du Président Poutine à visiter la RDC, permet d'espérer à une possible organisation d'un Sommet Russie-Afrique en RDC ;

2.6.1.6. On peut également souligner le soutien mutuel que les deux Chefs d'Etat ont promis de s'accorder dans les instances internationales, où les dossiers de la RDC et de la Russie sont débattus, comme au sein du Système des Nations-Unies, notamment à travers le soutien de la Russie par la RDC dans le dossier syrien, celui de la Crimée et du Caucase.

2.6.1.7. Au niveau interne, la forte délégation de la RDC, composée de plusieurs secteurs (forces vives) de la vie nationale, au-delà des clivages politiques, a permis à chaque composante de ramener dans son camp, les dividendes de la participation de la RDC à Sotchi, et de renforcer ainsi le caractère non exclusif de l'action du Président de la République ;

2.6.1.8. Le geste posé envers les étudiants et la diaspora de la RDC en Russie a renforcé la sympathie de la population envers le Chef de l'Etat.

2.6.2. Sur le plan sécuritaire :

2.6.2.1. Le fait pour les deux Chefs d'Etats d'aborder la question de la Convention de Coopération Militaire et Technique, qui a été ratifiée par la RDC en juillet 2018, donne un nouveau souffle à cette coopération entre les deux pays, et ouvre la voie à de nouvelles perspectives, notamment conformément à la proposition du Président Poutine de voir les deux Ministres de la Défense se rencontrer à cet effet ; et

2.6.2.2. La disponibilité de la Russie, exprimée par le Président Poutine, lors du tête-à-tête, à appuyer la RDC dans ses efforts de lutte contre les Groupes armés à l'Est du pays, constitue une opportunité pour la RDC à solliciter un appui de la Russie dans l'action de l'armée congolaise, la formation des unités spécialisées au sein de l'Armée, de la Police et d'autres services de Sécurité, ainsi que requérir la voix de la Russie au Conseil de Sécurité de l'ONU au sujet des questions sécuritaires et stratégiques de notre pays.

2.6.2.3. L'Entreprise FRESHVALE, Défense and Security a fait une offre de collaboration avec le Ministère de la Défense de la RDC pour la fourniture des équipements du secteur

de la sécurité et de la surveillance, nécessaire pour la reconnaissance, l'observation des frontières et mouvements des groupes armés, notamment à l'est de la RDC ;

2.6.3. Sur le plan économique :

2.6.3.1. Le stand de l'ANAPI, au Forum Economique Russie-Afrique, ainsi que la brillante présentation faite par son Directeur Général, accompagné des exposés de leurs Excellences Messieurs les Ministres du Gouvernement de la RDC ci-hauts cités, au cours de la journée du 25 octobre 2019, à l'hôtel Radisson Bleu, ont permis de concrétiser les rencontres entre opérateurs russes et congolais à Sotchi. Ces rencontres avaient été sollicitées par l'Ambassade de la RDC à Moscou, auprès de 28 entreprises russes intéressées à investir en RDC, tant du secteur public que privé.

Il s'agit notamment des entreprises suivantes :

2.6.3.2. La Société D'ETAT RUSSE ZARUBEZHNEFT, dont les activités couvrent l'ensemble du spectre des travaux dans les domaines pétrolier et gazier - depuis l'exploration et le développement sur le terrain jusqu'à la construction de systèmes de conduites et de fournitures d'équipement jusqu'aux installations pétrolières ; ZARUBEZHNEFT a manifesté le désir d'étendre ses activités en Afrique dans des formats adaptables en fonction des réalités de chaque pays, dans le cadre de partenariat Etat à Etat ou mixte, public-privé ;

2.6.3.3. La Fondation ROSCONGRESS, à travers son Directeur pour la Coopération Internationale et régionale a signé avec la Fédération des Entreprises de la RDC (FEC) un accord de partenariat entre les deux institutions pour organiser entre les deux parties des rencontres d'information et de communication entre les groupes d'experts, les milieux d'affaires et les milieux politiques de la Fédération de Russie et la République Démocratique du Congo.

2.6.3.4. L'Entreprise TMK a eu des entretiens avec le Ministre des ressources Hydrauliques et électricité, les deux parties ont convenu de se revoir sous peu ;

2.6.3.5. Plusieurs entreprises ont pris contact avec Son Excellence Monsieur le Ministre des Mines de la RDC, Willy KITOBO SAMSONI pour une collaboration dans le secteur des mines ;

2.6.3.6. Le Groupe GAZ (fabriquant d'automobiles) et qui livre depuis 2016 déjà des bus à la RDC, a renouvelé son offre de collaboration avec les autorités de la RDC, et travaille à l'obtention de crédit à l'exportation auprès des banques russes (notamment pour la livraison de 250 bus qui avaient été commandés par la RDC et pour lesquels le paiement n'a jamais été effectué) ;

2.6.3.7. Le Groupe UNITED GRAIN COMPANY a eu une rencontre, à Sotchi, avec Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture, pour étudier avec lui les possibilités d'une implantation de leurs activités en RDC ;

2.6.3.8. Cette rencontre a été suivie de celle de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture avec Le vice-Ministre de l'Agriculture de la Fédération de Russie, pour partager leurs expériences dans le secteur agricole ;

2.6.3.9. L'Entreprise d'Etat POLYUS a été présente à la Présentation de l'ANAPI, pour discuter avec les autorités congolaises des possibilités d'une collaboration dans le domaine de l'exploitation de l'or ;

2.6.3.10. L'Entreprise RUSMEDLAB, spécialisée dans la vente et la commercialisation des médicaments (sur ordonnance et en vente libre), a eu une rencontre avec le Ministre de la Santé, pour évaluer avec lui la possibilité de fourniture des médicaments et équipements médicaux en RDC ;

2.6.3.11. L'Entreprise d'Etat, ALROSA, spécialisée dans l'extraction de Diamant a organisé une soirée à laquelle étaient conviées le Président de la République, qui s'est fait représenter par plusieurs de ses collaborateurs ;

2.6.3.12. Un Mémoire d'Entente a été signé entre le Ministère congolais des Transports et l'Entreprise de Chemin de fer Russe RJD, pour la réhabilitation du réseau de chemin de fer en RDC : un accord d'une valeur de 500 millions de dollars ;

2.6.3.13. Un accord a été signé entre le Ministère congolais de la Santé et l'Etat russe pour un appui à la lutte contre la maladie à virus Ebola, d'une valeur de 6 millions de dollars. A ce sujet, deux laboratoires mobiles ont déjà été livrés à la RDC, pour la lutte contre les épidémies, depuis le 23 décembre 2019. Un autre lot d'équipements médicaux a été remis à la RDC, par Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de Russie à Kinshasa, le 11 mai 2020, pour accompagner la RDC dans sa lutte contre le Covid 19.

2.6.3.14. D'ores et déjà, plusieurs délégations d'opérateurs russes ont fait le déplacement de Kinshasa, pour des contacts constructifs.

2.6.4. Suggestions de quelques mécanismes de suivi des acquis de Sotchi :

2.6.4.1. Au niveau de Moscou :

Afin de lui permettre d'exercer pleinement sa mission d'interface entre les opérateurs russes et les institutions congolaises, et donc d'assurer un suivi efficace de tous les dossiers en cours, dont les retombées du Forum économique et du 1er Sommet des Chefs d'Etat Russie-Afrique de Sotchi, l'Ambassade de la RDC à Moscou, à l'instar des autres Ambassades africaines, devrait être mise dans les conditions convenables, pour son fonctionnement, à savoir :

- Être en capacité d'abriter des rencontres avec les différentes structures de la Fédération de Russie ;
- Les diplomates devraient être mis dans les conditions optimales de travail, de logement et de mobilité, qui les motivent, et qui reflètent une image d'un pays qui, selon les dires du Président de la République lui-même, place réellement l'homme au centre de ses préoccupations, et qui plus est, respecte ses engagements vis-à-vis de l'Etat hôte.

2.6.4.2. Au niveau de Kinshasa :

1. La mise sur pied de la Commission Interministériel Russie-RDC, qui aurait pour tâche de définir un programme indicatif de coopération, qui intègre les objectifs communs à

atteindre, à court, moyen et long terme, avec, à la clef, un mécanisme de suivi de ce programme ;

2. La commémoration, dans les meilleures conditions, des anniversaires des relations entre la RDC et la Russie ;

3. La préparation de la visite du Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie à Kinshasa ;

4. La Préparation de la visite en RDC du Président Poutine ;

5. La réactivation du Groupe d'amitié Russo-congolais au niveau des deux Chambres du Parlement Nationale ;

6. La mise en place d'une Chambre de Commerce Russie-RDC, en collaboration avec l'ANAPI, la FEC, la COPEMECO, etc. ;

7. La mise en place d'un groupe des anciens étudiants de Russie, pour accompagner les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre du partenariat souhaité ;

2.7. DISPOSITIONS CONCLUSIVES PARTIELLES : QUE RETENIR DE LA PARTICIPATION DE LA RDC AU 1ER SOMMET RUSSIE AFRIQUE :

Cette participation inédite, et avec succès, de la RDC au 1er Sommet Russie-Afrique de Sotchi, en 2019, ainsi qu'à la Première Conférence Ministérielle, en 2024, permet d'espérer un accroissement des échanges entre les deux pays. La disponibilité manifestée par le Président Poutine à accompagner politiquement, diplomatiquement et économiquement les entreprises russes désireuses d'investir en RDC, permet de croire que celui-ci a été sensible à la vision du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

L'Ambassade de la RDC à Moscou, si elle est placée dans les conditions optimales, qui lui permette d'exercer sa mission, ne devrait ménager aucun effort pour concrétiser sur le terrain la volonté des deux Chefs d'Etat, d'évoluer vers un partenariat stratégique gagnant-gagnant. Les autorités de la Fédération de Russie attendent que l'Ambassade de la RDC à Moscou soit à la hauteur des défis qui s'imposent aux deux pays.

III. ELEMENTS D'INFORMATION ISSUS DES PREMIERES CONSULTATIONS POLITIQUES RUSSO-AFRICAINE DU 8 JUILLET 2020

***(MECANISME DE DIALOGUE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSO-AFRICAIN
ISSUE DU FORUM DE SOTCHI.)***

RUSSIE
Création au sein du Ministère des Affaires Etrangères du Secrétariat du Forum de partenariat Russie-Afrique : Mission :

Coordination générale de la coopération russo-africaine en période de préparation pour les sommets

Objectif :

1. Renforcer les liens d'affaires entre les entreprises russes et africaines
2. Élaborer une feuille de route sur les axes économiques, scientifiques et culturels de la coopération russo-africaine ;

Collaboration :

1. Avec les Ministères des Affaires Etrangères des pays africains
2. Avec les Secrétariat Généraux des Organisation internationales d'intégrations régionales

DOMAINE DE COLLABORATION RUSSIE-AFRIQUE :	
Multilatérale	Bilatérale
1. Coopération industrielle avec les organisations sous-régionales 2. Accès simplifié des marchandises africaines au marché russe 3. Coopération dans le domaine de la santé : Elargir la coopération internationale dans la lutte contre les épidémies, les pandémies et autres problèmes de santé publiques Lutte contre le Covid 19 4. Coopération dans le domaine de l'énergie	1. le Ministre de l'Industrie de la RDC, favorable à l'implantation d'une zone économique spéciale de type russe (la Russie attend le cahier de charge y afférant) 2. Accès simplifié des marchandises RDC au marché russe 3. Coopération dans le domaine de la santé Lutte contre le Covid 19, les épidémies, les pandémies et autres problèmes de santé publiques 4. Coopération dans le domaine de l'énergie 5. Aider la RDC à se développer

PRINCIPE DE COLLABORATION RUSSIE-AFRIQUE :

1. Equité et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
2. Lutte contre les pratiques et formes actuelles de xénophobie
3. Lutte contre le racisme
4. Lutte contre le néocolonialisme
5. Lutte contre le nazisme
6. Renforcement du droit international au profit de la stabilité mondiale
7. Renforcer les partenariats dans tous les domaines dans le but d'empêcher les conflits en Afrique
8. Aux problèmes africains, des solutions africaines
9. Lutter contre la promotion des intérêt égoïstes(unilatéraux) au détriment des intérêts des autres (multilatéral)
10. Ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats

MENACES SUR LA SCENE INTERNATIONALE :

1. Lacunes du système contemporain de gestion globale internationale
2. Tentative de saper les fondements du système universel du droit international issue de la Charte de Nations-Unies ;

PROCHAINES ECHEANCES DES RELATIONS RUSSO-AFRICAINES :
1. Célébration du 60-eme anniversaire de la Déclaration de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux du 14 décembre 1960 2. Prochaine consultations politiques Russie-Troïka de l'Union Africaine en 2021 3. Sommet Russie-Afrique de 2022 sur le continent africain

IV. QUELQUES EXEMPLES DE LA PRESENCE RUSSE EN AFRIQUE :

1. Moscou a également noué des relations officielles en matière de sécurité avec le gouvernement de la RCA voisine, un pays en proie à des troubles d'ordre sécuritaire et soutenu par l'ONU.

Les hommes d'affaires russes jouent un rôle important - bien que non déclaré - dans les domaines où la Russie cherche à maintenir ou à étendre son influence.

2. L'Algérie est son plus gros client sur le continent, selon des données fournies par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), en Suède.

3. L'Egypte, qui a bénéficié pendant des années de l'aide militaire américaine, devient également un important client de la Russie.

4. Mais les données du SIPRI sur les exportations d'armes montrent également qu'en 2016-2017, la Russie a reçu ou livré des commandes provenant de plusieurs pays africains : l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Soudan et le Soudan du Sud².

Il s'agit notamment des hélicoptères de transport et de combat, d'avions de combat et de systèmes de missiles sol-air. Dans de nombreux cas, les commandes ou les livraisons portent sur des équipements d'occasion, qui ont été restaurés.

L'équipement militaire russe est relativement bon marché par rapport à celui des fournisseurs occidentaux, et il demeure assez robuste et fiable, ce qui peut le rendre attrayant pour les pays les plus pauvres.

5. Le Nigeria a acheté des avions de guerre et des hélicoptères auprès de la Russie et du Pakistan, suite au refus des États-Unis de vendre des armes à l'état ouest-africain, a déclaré le chef d'état-major d'armée de l'air, Sadique Abubakar. Cette transaction vise à renforcer l'armée dans ses efforts pour mettre fin à l'insurrection des militants islamistes dans le Nord et des milices du pétrole dans le Sud. Selon le colonel Abubakar, l'arrivée des avions de combat et des hélicoptères déjà commandés est imminente.³

700 soldats nigériens ont été formés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Russie, au Pakistan, en Afrique du Sud et en Égypte.

6. Les moyens de renforcer la coopération entre le Maroc et la Russie et d'initier un partenariat tripartite Maroc-Russie-Afrique ont été au centre d'un entretien, mardi à Moscou, du président de la Chambre des représentants, Habib El Malki, avec le vice-ministre des Affaires étrangères russe, Mikhail Bogdanov. Cette rencontre a été l'occasion de souligner l'excellence des relations bilatérales, matérialisée par la signature du partenariat stratégique approfondi entre nos deux pays, lors de la visite du Roi Mohammed VI en Russie en 2016, et de constater qu'il serait opportun de lancer un partenariat tripartite

² <https://www.bbc.com/afrique/region-46811868>

³ <https://www.bbc.com/afrique/region-38210736>

Russie-Maroc en direction de l'Afrique », a indiqué El Malki dans une déclaration à la MAP à l'issue de cet entretien.⁴

7. Lors d'une rencontre avec le président guinéen Alpha Condé, le chef d'Etat russe Vladimir Poutine a annoncé l'annulation de plus de 20 milliards \$ dettes de différentes nations africaines « dans le cadre de l'initiative visant à aider les pays les plus pauvres et en état de fort endettement ». Si les noms des pays concernés n'ont pas été précisés, l'annonce en elle-même est un excellent indicateur de l'état actuel des rapports entre Moscou et l'Afrique, un continent redevenu une priorité pour la diplomatie russe depuis le début des années 2000⁵.

8. Décembre 2017, la compagnie russe Geoservice Ltd annonce son intention d'investir 12,5 milliards \$ dans le secteur ferroviaire au Ghana. Ce montant représente 29% du PIB de l'ex Gold Coast qui était de 49,69 milliards \$ en 2016. Un mois plus tôt, c'est le russe Rosneft qui a annoncé la clôture de sa transaction d'acquisition de 30% de parts dans le « super géant » champ gazier Zohr en Egypte pour 450 millions \$. Zohr est la plus grande découverte de gaz naturel jamais effectuée en Méditerranée. Mais les investissements russes en Afrique ne datent pas de cette année puisqu'en 2016 déjà, le gouvernement Poutine a accordé un prêt de 25 milliards \$ à l'Egypte pour financer sa première centrale nucléaire. La construction de la centrale, d'une capacité de 4800MW, devrait s'achever en 2022.

Il faut ajouter à tout cela les fonds alloués par la banque publique russe Ruseximbank pour financer le premier satellite national angolais AngoSat-1, d'autres grands investissements effectués par les Russes dans les secteurs comme les Hydrocarbures et les Mines, et la reprise de l'assistance militaire à plusieurs Etats africains.⁶ Moscou s'implique même dans l'humanitaire en Afrique : Poutine a récemment rappelé, lors de la rencontre avec Alpha Condé, évoquée plus haut, les 5 millions \$ accordés par son gouvernement à plusieurs pays africains à travers le Programme alimentaire mondial (PAM). Les nations concernées par ces donations, qui datent de 2011, sont l'Ethiopie, la Somalie, la Guinée, le Kenya et Djibouti. La Côte d'Ivoire a quant à elle obtenu une aide alimentaire de la Russie par le biais de l'Organisation internationale de protection civile.

En dehors de ces pays, il faut également citer l'Algérie, avec laquelle Moscou entretient une coopération de longue date.

9. Les président égyptien, Abdelfattah Al-Sisi et russe, Vladimir Poutine ont souligné la nécessité de concrétiser un cadre de partenariat durable entre les pays africains et la Russie à l'issue du Sommet Afrique-Russie prévu en octobre prochain à Moscou. Lors de leurs entretiens, en marge du Sommet du G20, qui se tient à Osaka, les deux chefs de l'Etat ont

⁴ <https://fr.hespress.com/81757-el-malki-moscou-veut-initier-un-partenariat-tripartite-maroc-russie-afrique.html>

⁵ <https://www.agencecofin.com/la-une-de-lhebdo/1512-52939-russie-afrique-moscou-cet-ami-qui-nous-veut-du-bien>

⁶ <https://www.agencecofin.com/la-une-de-lhebdo/1512-52939-russie-afrique-moscou-cet-ami-qui-nous-veut-du-bien>

appelé à des résultats concrets et opérationnels lors de Sommet qui serviront les intérêts des populations africaines, a indiqué le porte-parole de la présidence égyptienne, Bassam Radi.

10. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a salué mercredi une "nouvelle étape" dans les relations avec la Russie, à l'issue de la signature d'un accord de coopération stratégique avec son homologue Vladimir Poutine dans la station balnéaire russe de Sotchi. Cet Accord de partenariat global et de coopération stratégique, signé par les deux dirigeants en présence d'importantes délégations ministérielles de leurs pays respectifs, "ouvre une nouvelle étape dans notre coopération" et l'emmènera vers de "nouveaux horizons", s'est félicité Abdel Fattah al-Sissi, selon ses propos traduits en russe.⁷⁷

V. SECTEURS ATTRACTIFS D'INVESTISSEMENT EN RDC POUR LES ENTREPRISES DE LA FEDERATION DE RUSSIE

En vue de permettre au Gouvernement de la RDC de mettre en œuvre avec succès son programme de développement, qui permettrait enfin à notre pays de jouer son rôle de moteur de l'économie africaine, les entreprises de la Fédération de Russie ci-après sont disposées à accompagner la RDC dans les secteurs suivants :

	SECTEURS D'ACTIVITES	ENTREPRISES CONCERNEES (Liste non exhaustive)
1.	Agriculture et élevage	1. ECOROST, 2. FEDERAL SCIENTIFIC CENTRE OF AGROECOLOGIE, 3. UNITED GRAIN COMPANY
2.	Energie (Production, transport et distribution de l'énergie électrique)	1. EN+, 2. HEVEL, 3. NEW TECHNOLOGIES LLC, 4. RUSHYDRO, 5. HEVL 6. ROSATOM, 7. ZARUBEZHNET 8. JSC 9. BRIEF
3.	Santé	1. ALUMICA 2. CLEANROOMS, 3. PM&HM, 4. RUSAL, 5. TELEMEDICIN
4.	Pipe-lines (tuyaux en acier pour le transport du pétrole et du gaz liquéfié)	1. SINIKON, 2. TMK
5.	Villes intelligentes	1. IBS, 2. RITE, 3. TECHNOPAR STROGINO, 4. IRCOS, 5. SPUTNIK NEW AGENCY AND RADIO
6.	Transport et construction des routes	1. BALTDRAKA, 2. RUSSIAN HELICOPTERE, 3. SHIPBUILDING AND SHIPREPAIR TECHNOLOGIE, 4. IRKUT,

⁷⁷ <https://www.lorientlejour.com/article/1139370/en-russie-le-president-egyptien-salue-une-nouvelle-etape-dans-la-cooperation-avec-moscou.html>

		5. RZD)
7.	Education, recherche et formation de cadres	1. RUDN, 2. RUSSIA-AFRICA SHARED VISION
8.	Géologie	1. TSNIGRI
9.	Machines et équipements	2. AVTOCRAN, 3. HIMCOMPSIT, 4. ROSTSELMASH, 5. CHESTRA, 6. R&D 7. CENTER OF RADIOTECHNICS CO. L TD, 8. RUSELECTRONICS
10.	Sécurité	1. ALTONIKA, 2. GEOSCAN, 3. PROTEI)
11.	Textile	1. LENTA

VI. DEMARCHE GLOBALE INDICATIVE POUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE RDC-RUSSIE

(Modèle qui pourrait aussi s'appliquer à la coopération avec la Chine et l'Inde)

1. LES PHASES DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION :

1.1. Le processus indicatif global est un mécanisme qui vise à développer une coopération efficiente entre la RDC et la Russie, pour chaque secteur d'activités ciblé (produits finis de l'exploitation minière, agro-industrie, produits manufacturés, etc.), en suivant un agencement d'activités conjointes réalistes et réalisables.

1.2. Il se déroule en trois phases :

Phase 1 : Analyse et planification

Phase 2 : Travail scientifique, appliqué et pratique

Phase 3 : Phase de production industrielle

2. TABLEAU DESCRIPTIF INDICATIF DU PROCESSUS GLOBAL POUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE RDC-RUSSIE :

Phase 1 : Analyse et planification			Phase 2 : Travail scientifique, appliqué et pratique				Phase 3 : production		
			Renforcement des capacités, entraînements						
									
Examen scientifique et pratique, des causes qui empêchent la RDC de transformer une partie de ses minerais en produits finis sur place au Congo	Examen des défis empêchant le développement et la recherche de solutions de l'industrie de transformation de quelques minerais produits localement.	Évaluation des capacités russes et compétences en matière de gestion des défis en question	Création d'un programme bilatérale de coopération de longs termes en matière de recherche appliquée et renforcement des capacités.	Recherche conjointe appliquée, clarification et amélioration des bases scientifiques des pratique existantes et innovations à apporter	Essai et adaptation des technologies et des produits modernes, formation d'un système de management de l'industrie efficace basé sur la science	Adoption des résultats positifs dans la production industrielle, développement des études de pré faisabilité, création des conditions favorables pour les investisseurs russes et congolais	Création des joint-ventures entre les sociétés russes et congolaises	Création des chaînes de commerce et de logistique pour l'importation des apports nécessaires et l'exportation des produits, recherche des opportunités pour localiser des lignes de production en RDC	Fourniture de l'équipement et des machines, établissement des ateliers de réparation et maintien
Commission intergouvernementale, Ministère de la science et de l'enseignement supérieur, Ministère des Affaires Etrangères, Ministère des Mines, Ministère de l'Industrie, de la RDC et de la Russie			+ Ministères russes et congolais responsables pour l'industrie spécifique, Organisme de réglementation, Organisme d'appui à la coopération étrangères + Business russe et congolais impliqués dans l'industrie spécifique						
<u>Exemple :</u>									
Grand exportateur de cuivre, pourquoi la ne parvient pas à transformer une partie de cuivre brut en produits finis	Qu'est ce qui empêche la production industrielle en RDC des produit finis à base cuivre, comme les câbles électrique, etc.	Quelle est la technologie que les russes peuvent transférer en RDC pour produire de manière industrielle des câbles et autres produits finis à base de cuivre	Avec l'aide des russes La RDC acquière des compétences pour transformer localement le cuivre en produits finis (câbles électriques et autres)				La RDC produit de manière industrielle des câbles électriques, en utilisant la technologie russe et exporte le surplus de sa production.		

3. CONDITIONS SINE-QUA NON DE REUSSITE :

Les conditions sine qua-non indispensable à l'atteinte sur le long-terme des résultats dans le déroulement de ce processus sont :

3.1. Créer un consensus à long termes entre congolais sur les objectifs à atteindre dans quelques secteurs ciblés ;

3.2. Quel que soit l'alternance politique interne à la RDC, le processus doit se poursuivre. D'où, la nécessité d'une loi de programmation industrielle pluriannuelle qui financera les domaines ciblés et intégrera tous les Ministères concernés (budget, enseignement supérieur, finances, plan, etc.) ;

3.3. Une paix et une stabilité pérennes garanties par les accords de coopération dans le domaine de la sécurité avec la Russie et les autres partenaires traditionnels, à l'instar de tous les pays africains, et notamment, l'Angola, le Rwanda, le Burundi, la République Centrafricaine, le Congo/Brazzaville, la Tanzanie, la Zambie et le Soudan.

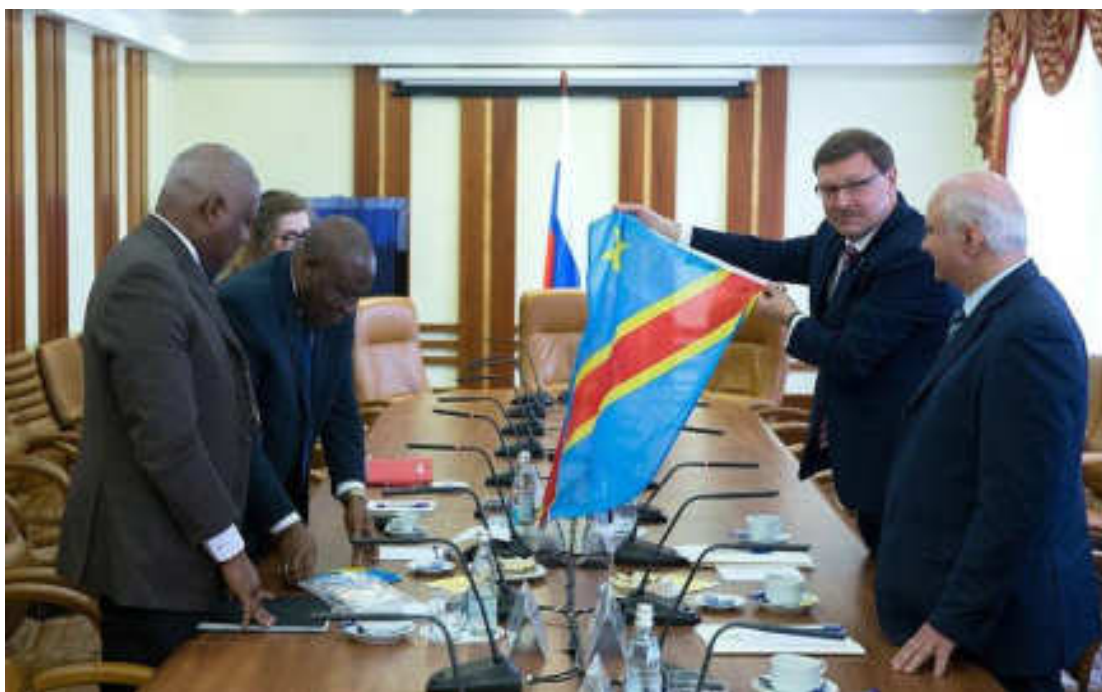
**2ème Partie : Quelques images qui illustrent l'amour du
travail bien fait qui caractérisent toute notre activité
diplomatique**



En compagnie d'un citoyen russe influent



En compagnie de l'Ambassadeur Valentin Matungulu à l'Ambassade de France à Moscou, juin 2016



Au Conseil de la Fédération de Russie en Compagnie de l'Ambassadeur Matungulu en 2016



Audience auprès du Patriarche de toute les Russie ; Kirill, en 2016



En compagnie de SE Mr José KATSHUPA, Ambassadeur de la République du Mozambique à Moscou
Le 11 novembre 2022



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MOSCOU

Business meeting :

« Russie - Afrique : les possibilités de commerce et de coopération économique » 28/06/2022



En compagnie de SE Mr Denis Kalume Numbi, Ambassadeur de la RDC à Moscou et les délégués de la ligue des exportateurs et importateurs russes
26/08/2019



Interview avec le journaliste Antoine de RT, une Radiotélévision russe en juin 2019



Conférence de Moscou pour les investissements au sein des pays membres de la SADC
Octobre 2018



En compagnie de SE Mr l'Ambassadeur de la Zambie à Moscou,
ici à la Chambre de Commerce de Moscou pour la deuxième Table-Ronde Russie-Afrique 2020



En compagnie du Sénateur de la Fédération de Russie, Igor Morozov, Président de AFROCOM, avec son collaborateur Menzendeu 2020



En compagnie de l'Ambassadeur Kalume et du Consul Honoraire Sergey Guilvarg en novembre 2019



Séance de travail avec le Directeur du Département Afrique
au Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie en décembre 2021



En compagnie de MR Viatcheslav Valerianov,
pour la coopération culturelle avec la Fédération de Russie, en juin 2020



Séance de travail au Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie 2021



Signature de l'accord de coopération RTNC et SPUTNI/RT en mai 2019



Au centre des innovations SKOLKOVO
en compagnie de SE Mr l'Ambassadeur de Madagascar
à Moscou en 2018



Au 1^{er} Sommet Russie-Afrique de Sotchi en octobre 2019



Conférence des BRICS+ à Sotchi en juillet 2018



SPIEF 2019 à Saint-Petersbourg



Chambre de Commerce et d'industrie de la Fédération de Russie en 2022



Forum sur le Gaz et le Pétrole en Russie en juillet 2022



Remise des copies figurées des lettres de créances de l'Ambassadeur Vague le 21 juin 2022



Cadeau du Groupe des Ambassadeur de la SADC à Moscou en juillet 2023



Cadeau de la SADC pour Mr Kindundu



Au sein de l'Université Patrice Emery Lumumba (ex. Université de l'Amitié des peuples)



Au sein de l'Université Patrice Emery Lumumba (ex. Université de l'Amitié des peuples)



Au sein de l'Université Patrice Emery Lumumba (ex. Université de l'Amitié des peuples)

**3ème Partie : Quelques articles en rapport avec les relations
de la République Démocratique du Congo et la Fédération
de Russie**

**Articles publiés, de 2017 à 2025, à l'attention des autorités
nationales par Monsieur Joseph KINDUNDU MUKOMBO.**

I. RDC- FEDERATION DE RUSSIE : L'OPPORTUNITE D'AGIR VITE ET BIEN

En mars 2018, il va y avoir des élections présidentielles en Russie. En RDC, selon le communiqué de la CENI, elles auront lieu en décembre 2018. Le dépôt de candidature en Russie se fait jusqu'au mois de décembre 2017,⁸ tandis que nous attendons encore de connaître les éléments de la loi électorale qui détermineront en RDC les détails techniques du processus en cours. En Russie, comme en RDC, la période électorale est souvent caractérisée par des tensions de natures diverses, en raison de l'histoire particulière des deux pays. Les protagonistes de ces élections concentrent leurs efforts à la conquête des électeurs pour recueillir leurs suffrages, dans un environnement national et international aléatoire et incertain et, bien souvent, avec toutes sortes d'ingérences, ouvertes ou occultes, qui interagissent avec le déroulement de ces mécanismes électoraux. Toute action diplomatique entre ces deux pays, devraient donc prendre en compte les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette période pour s'assurer que les objectifs de toutes les stratégies élaborées puissent déboucher sur les résultats escomptés.

En effet, tout observateur averti de la scène internationale peut faire le constat de la crise multiformes et multi-sectorielles qui sévit en RDC et de la nécessité de trouver des solutions urgentes pour soulager la misère du peuple et remettre les gens au travail. Dans le même temps, pour la Russie, tous les spécialistes s'accordent pour dire que nous sommes en train de nous approcher d'une crise à grande vitesse. La situation présente est déjà assez difficile, comme l'a reconnu récemment le Président Poutine, lui-même. (Celui-ci, ne s'est toujours pas encore prononcé sur son éventuelle candidature au prochain scrutin). Plusieurs années de crise économique, aggravée par la chute des prix du pétrole et les sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne, ont fait plonger le pouvoir d'achat et les revenus de la population. "La récession est terminée", a-t-il toutefois tenu à souligner, reconnaissant néanmoins que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté avait augmenté de manière "préoccupante" dans le pays et promettant de travailler à l'amélioration du niveau de vie. Le nombre de Russes vivant sous le seuil de pauvreté a approché l'an dernier 20 millions, plus de trois millions et demi de plus qu'en 2014. Un bond en arrière de dix ans en termes d'amélioration du niveau de vie après d'importants progrès au début des années 2000.⁹ Les spécialistes en matière des finances affirment que le gouvernement russe déploie des efforts pour maintenir le rouble à un niveau plus ou moins correcte. Mais après les élections il est fort probable qu'il y aura une chute de cette monnaie. Les personnes averties s'y préparent, un régime d'économie s'installe peu à peu pour limiter les effets nocifs de cette crise qui arrive. Si le dollar est aujourd'hui à environ 60 roubles, il pourrait s'échanger en mars autour de 150 roubles au mois de mars 2018. Il faudra donc s'attendre à la fermeture de plusieurs entreprises et à ce que tous ceux qui ont de l'argent tentent de le placer à l'étranger. Ils ne choisiront bien évidemment pas l'Europe, en raison des

⁸ ([Http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/09/presidentielle-en-russie-le-face-a-face-dont-ne-veut-pas-le-kremlin_5198065_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/09/presidentielle-en-russie-le-face-a-face-dont-ne-veut-pas-le-kremlin_5198065_3214.html))

⁹ <http://www.parismatch.com/Actu/International/Election-presidentielle-en-Russie-Vladimir-Poutine-laisse-planer-le-doute-1285682>

procédures et autres facteurs qui permettent la traçabilité. L’Afrique et l’Asie paraissent, de ce point de vue, des options intéressantes.

Il appartient donc aux responsables africains notamment de prévoir ces éventualités pour profiter de ces opportunités financières probables qui en découleront. Pour ça, il ne reste plus beaucoup de temps. La situation en RDC sera de plus en plus tendue dans les jours qui viennent. Les pressions de la communauté internationale s’accroissent sur les autorités en place. De toutes parts fusent des appels à manifester ou à résister, selon le camp auquel on appartient. Un tel climat n’est pas de nature à permettre la mise en place des politiques publiques efficaces et rend nécessaire une action diplomatique préventive, prompte et agressive qui prenne en compte tous les déterminants économiques et stratégiques pour renforcer nos liens avec des partenaires fiables et sûrs. Nous en avons besoin. En effet, la Russie a apporté la preuve de sa fiabilité dans les relations avec ses partenaires. On ne peut pas en dire autant de tous ceux qui se disent amis du Congo, qui conditionnent bien souvent leurs aides et nous obligent à nous plier à leurs exigences, en prenant en compte leurs propres intérêts et non ceux du peuple auquel ils prétendent venir en aide. La configuration actuelle de notre pays et son espace politique qui rend possible une évolution positive ne se présentera plus avant longtemps. Il nous appartient donc d’agir vite et bien, pour le plus grand bien du Congo et de son peuple.

Fait à Moscou, le 19 novembre 2017

II. RUSSIE - ARABIE SAOUDITE : ENJEUX D'UNE VISITE HISTORIQUE – QUELLES LEÇONS POUR L'AFRIQUE

La visite du Roi Salmane d'Arabie Saoudite, allié traditionnel des Etats-Unis, ce 05 octobre 2017, à Moscou ne peut laisser indifférent tout observateur averti de la vie internationale. Elle illustre une évolution des relations internationales actuelles dont les axes économiques et géopolitiques bougent dans un mouvement de l'occident vers l'orient, notamment avec la création de l'Organisation Eurasiatique (Route de la soie¹⁰) et l'influence grandissante des pays qui la composent (Russie, Chine, etc.¹¹). Cette visite intervient à un moment où la Russie est sur le coup de sanctions (ciblées et hypocrites) de l'occident et où le Proche et le Moyen-Orient sont en proie à des troubles graves de toutes natures, notamment avec les conflits au Yémen et en Syrie, où les deux Etats (Russie et Arabie Saoudite) sont impliqués à des degrés divers. Cette visite intervient également au moment où les cours des matières premières, comme le pétrole, perturbent et menacent les économies nationales, en raison de leur instabilité et de leur fluctuation vers la hausse.

C'est pour nous l'occasion de jeter un regard analytique sur cette nouvelle dynamique internationale en cours d'évolution pour en tirer des leçons et des enseignements afin de faire profiter à nos dirigeants des informations pertinentes qui pourraient renforcer leur capacité à prendre des décisions historiques nécessaires pour atteindre les objectifs d'émergence tant souhaités. Cette petite analyse s'articulera autour des aspects politiques et sécuritaires, des aspects économiques et commerciaux, ainsi que sur le plan culturel.

Aspects politiques et sécuritaires :

➤ Sur le plan politique, cette visite de trois jours (visite d'Etat) est historique. C'est la première fois qu'un souverain saoudien se rend en visite officielle en Russie. Les deux pays n'ont jamais entretenu de relations très proches et la crise syrienne a encore dégradé leurs rapports. Pour Moscou comme pour Riyad, ce déplacement inédit est peut-être l'occasion de resserrer des liens distendus.

➤ Le Roi a été accueilli par la Garde d'honneur du régiment Préobrajensky et par un orchestre militaire. Une délégation emmenée par le Vice-Ministre russe des Affaires Etrangères, Mikhaïl Bogdanov, lui a souhaité la bienvenue sur le sol russe. Plusieurs rencontres avec les dirigeants russes (Notamment avec le Président Poutine et le Premier Ministre Medvedev) témoignent de la grande importance que les deux pays accordent à cette visite.

¹⁰ C'est un chantier titanesque. L'Europe, la Chine et les pays d'Asie centrale sont engagés dans la construction d'un nouvel axe commercial majeur. La nouvelle route de la soie pourrait redistribuer les cartes, à l'heure où la mondialisation de l'économie fait pencher la balance vers l'Est. Plusieurs tronçons ont déjà été transformés en autoroute.

¹¹ Liang, N., Tang, J. & Li, J., « La nouvelle route ferroviaire de la soie, pont entre la Chine et l'Europe », Echos de Chine, 18 janvier 2017.

➤ La délégation du roi Salmane compte environ un millier de personnes. Ce nombre impressionnant illustre bien que tous les aspects de la coopération entre les deux pays soient abordés et qu'il s'agit, notamment, d'un tournant décisif dans le règlement des conflits en Syrie et au Yémen.

➤ La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devrait être au cœur des échanges entre les deux chefs d'Etats. Les deux pays sont engagés dans le conflit syrien (Moscou, du côté de Bachar el-Assad, Riyad, du côté de la rébellion). Ce sera l'occasion de discussions franches pour trouver une solution politique afin de parvenir à la résolution de ces conflits et harmoniser ainsi leurs positions sur ces questions et d'autres qui concernent cette région du monde.

L'expert russe Alexandre Choumiline¹², Directeur du Centre pour l'analyse des conflits au Proche-Orient, explique justement que, pour la Russie, reprendre contact avec les monarchies du Golfe est important. « La Russie en intervenant en Syrie s'est opposée au monde sunnite et maintenant Moscou veut restaurer ce lien. Elle a besoin des monarchies sunnites pour financer la reconstruction du pays »

L'Arabie saoudite y trouve aussi son compte : son « objectif est d'empêcher la création d'une relation plus solide entre la Russie et l'Iran, et d'attirer Moscou vers le monde sunnite. En ce moment, les Saoudiens se rendent compte qu'il y a pas mal de tensions entre Moscou et Téhéran autour de la Syrie. Et ils voudraient en profiter pour essayer de neutraliser la Russie, ou même de l'attirer dans son camp ».

➤ La coopération militaire et technique devrait aussi être à l'ordre du jour des entretiens entre les deux parties.

Aspects économiques et commerciaux :

➤ Du point de vue économique et commercial, il y a tenue du Forum économique russo-saoudien auquel le roi et sa délégation participent et qui témoigne de la volonté commune des deux pays à s'engager dans une coopération économique et commerciale mutuellement avantageuse.

➤ L'autre enjeu de cette visite, c'est le pétrole. Depuis le début de l'année, Riyad et Moscou ont imposé aux autres pays producteurs une politique de réduction de l'offre de pétrole. Avec un objectif : faire remonter les cours du brut. Mercredi 4 octobre, Vladimir Poutine s'est déclaré favorable à une reconduction de cette politique « au minimum jusqu'à

¹² Alexandre Choumiline, directeur du Centre pour l'analyse des conflits au Proche-Orient, publication de l'AGENCE SPUTNIK du 05/10/2017

fin 2018 ». L'enjeu est crucial pour les deux pays, dont les économies sont ultra-dépendantes des revenus de l'or noir.

➤ Le jeudi 6 octobre, ce sont les entretiens du Roi avec le Premier ministre Dimitri Medvedev sur des projets d'investissement communs et de la coopération dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.

Aspects Culturels :

Sur le plan culturel, il s'agit d'un signal fort en direction du monde musulman qui voit le « Gardien des Lieux Saints » être reçu sur la terre des Tsars et de la religion orthodoxe. Mais particulièrement cette visite illustre la volonté de l'Arabie saoudite (sunnite) de tenter d'attirer dans son camp une puissance qui a toujours été proche de l'Iran (chiite), avec lequel le royaume a de nombreux désaccords, notamment dans le conflit au Yémen.

Pour le magazine Kommersant¹³, les points importants à retenir de cette visite du Roi d'Arabie Saoudite à Moscou sont les suivants :

- D'après ce magazine, la Russie a préparé des contrats d'environ 3 milliards de dollars, y compris des projets de livraisons à l'Arabie Saoudite des S-400 Triumph (un système de défense antiaérienne et antimissile mobile russe). L'édition souligne que l'information sur les espérances russes par rapport à ces contrats militaires ont été reçues des personnes qui travaillent dans ce domaine.
- Les spécialistes disent que ce rendez-vous avec Poutine pourrait booster la signature des accords techniques et militaires, et s'il se passe bien les contrats peuvent être signés déjà à la fin du mois lors de la commission intergouvernementale (Russie - Arabie Saoudite) sur la collaboration technique et militaire.
- Cette collaboration au niveau des armements a été voulue par la partie russe depuis plus de 10 ans. Il y a eu beaucoup de discussions, mais les Russes n'arrivaient pas à l'obtenir / à signer quoi que ce soit (la partie saoudite voulait en même temps le transfert des technologies, ce qui compliquait les choses). Ce rendez-vous au plus haut niveau pourrait résoudre ce problème.
- En plus des sujets sur le Yémen, l'Égypte et la Syrie, on cite également l'Iran. L'Arabie Saoudite le considère comme ennemi, tandis que la Russie a de bonnes relations avec, et maintenant les Russes préparent une argumentation sur cette question (c'était une source diplomatique qui en a parlé au magasin)
- Sergueï Lavrov, le Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, dit que ce sera un point important dans les relations entre les deux pays, qui pourra changer la situation actuelle et aider à la stabilité dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
- Le ministre des affaires étrangères saoudien parle lui d'un « événement historique »

¹³ <http://www.rbc.ru/politics/05/10/2017/59d58d339a7947402bf6dd6b>

Quelles leçons pour l'Afrique :

- Outre son caractère historique, cette visite démontre la nécessité d'avoir l'audace de rompre avec les schémas traditionnels (qui ont montré leurs limites et parfois leurs nocivités) pour trouver des solutions aux nombreux problèmes qui minent le continent. En effet, la plupart des conflits qui déchirent l'Afrique trouvent leurs sources dans un occident hypocrite qui se présente comme « pompier », alors qu'il tire les ficelles, en sous mains, par des réseaux occultes qui fournissent les parties en conflits en informations, en armes et en munition.
- Le régime de sanctions imposées à certains pays africains et à leurs dirigeants par l'occident peut être l'occasion pour ces pays de se tourner vers d'autres partenaires plus fiables dans une coopération gagnant-gagnant, dépouillée des tendances néocolonialistes que l'on observe souvent de la part des anciennes puissances coloniales.
- La volonté opportune manifestée par plusieurs pays d'Afrique (Guinée, Burundi, RDC, etc...) de réchauffer leurs relations avec la Fédération de Russie et les pays de l'ancien bloc soviétique pourrait être une planche de salut pour échapper au sort tragique que nous réserve le monde occidental et, en même temps, une occasion de profiter du nouvel ordre mondial en construction, avec la « Route de la soie » initiée par la Chine et ses partenaires eurasiatiques, qui modifie les équilibres mondiaux, avec la Russie qui est aujourd'hui, comme par le passé, l'un des acteurs majeurs de la géopolitique internationale.
- L'accent mis sur la diplomatie économique par les autorités de la Fédération de Russie, ainsi que par les dirigeants des pays de l'ancien bloc soviétique (dont la Biélorussie et la Kazakhstan), répond parfaitement aux défis auxquels les pays africains font face. Ces pays ont besoin de capitaux frais en mesure de booster leurs économies et de débouchés pour absorber les énormes quantités de matières premières qu'ils sont en mesure de produire.

Fait à Kinshasa, le 05 octobre 2017

III. RUSSIE – AFRIQUE, OFFENSIVE DIPLOMATIQUE : ECONOMIE ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La tournée africaine du Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, qui est intervenue presque simultanément avec celle du Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, indique clairement que l'Afrique est une des préoccupations majeures pour les deux superpuissances mondiales que sont les USA et la Russie, de la même manière qu'elle (l'Afrique) l'est pour les autres pôles émergents de la planète (Chine, Inde, Europe, Turquie, Qatar.) qui se livrent à une compétition agressive pour avoir une main mise sur l'économie africaine.

Cette tournée qui intervient à une période de frictions avec l'Union Européenne et de forte détérioration des relations avec les USA, coïncide avec les agendas de plusieurs organisations internationales qui ont à l'ordre du jour l'avenir de la RDC, ainsi que les grandes questions mondiales dans lesquelles elle est concernée (la gestion de l'eau, la gestion des écosystème vitaux de la planète, la question du terrorisme internationale, l'exploitation des métaux rares qui sou tendent les nouvelles technologies, ainsi que les innovations les plus récentes). Dans le même temps, en interne, la RDC est engagée dans un processus électoral sous tension, soumise à de fortes pressions de toutes parts pour l'obliger à une alternance dans les meilleurs délais.

Cet intérêt pour l'Afrique s'inscrit dans le cadre de la diversification des relations extérieures engagée par le Président Vladimir Poutine. Au cours de la période de 2015 à 2016 (pour ne considérer que celle de mon séjour dans ce pays), une dizaine de forum organisés en Russie ont été consacré à l'Afrique. L'Afrique fait désormais partie de ses priorités, comme l'explique l'expert russe Mikhaïl Gamandiy-Egorov dans un point de vue publié par l'agence Sputnik : « après le resserrement des liens d'alliance stratégique avec l'Algérie et de coopération militaro-technique et civile avec le Maroc, ainsi que la construction, dans un avenir proche, de centrales nucléaires en Afrique du sud et en Egypte, on arrive désormais à l'étape où la présence russe s'élargira certainement à toutes les parties de l'Afrique ».¹⁴ D'où la visite de Sergueï Lavrov dans les cinq états subsahariens mentionnés, riches en hydrocarbures ou en ressources minières (or, uranium, diamants, cuivre ou cobalt). Il est intéressant de souligner que de nombreux experts mondiaux pensent que l'Afrique, malgré tous ses problèmes, sera prochainement la région qui affichent le développement le plus dynamique¹⁵. *« Ma prochaine visite est destinée à intensifier les liens sur plusieurs axes, trouver de nouveaux terrains pour des efforts communs dans les domaines commercial et économique, scientifique, technique, humanitaire et d'autres encore La Russie accorde beaucoup d'importance au renforcement des liens avec les organisations africaines régionales et subrégionales, et*

¹⁴ http://m.geopolis.francetvinfo.fr/afrique-chasse-croise-de-serguei-lavrov-et-rex-tillerson-sur-le-continent-181009#xtref=acc_dir

¹⁵ Selon le quotidien en ligne Gazeta.ru. - Traduction de la presse russe (mars 2018)

surtout avec l'Union africaine », a expliqué Monsieur Lavrov, dans une interview récente, rappelant que l'Afrique figure parmi les priorités de la politique extérieure russe.¹⁶

A travers cette offensive diplomatique centrée sur l'économie et la lutte contre le terrorisme, la Russie cherche à combler le retard qu'elle a pris sur les autres puissances (Chine, Inde, Europe, USA, etc...) qui elles, ne ménagent aucun effort pour faire avancer leurs pions dans tous les secteurs de l'économie africaine. Sergueï Lavrov lui-même en a fait le constat dans une interview au magazine *Hommes d'Afrique*, en reconnaissant que la coopération économique n'était pas encore aussi riche que la coopération politique. Tout en précisant qu'on avait vu se dessiner « une certaine croissance » dans le domaine économique ces derniers temps. D'après le ministère russe des Affaires étrangères, en 2017 les échanges entre la Russie et les pays d'Afrique subsaharienne s'élevaient à 3,6 milliards de dollars contre 2,2 milliards de dollars en 2015.

Le choix des pays visités (*l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie*) répond à une logique dont l'origine se trouve dans la guerre d'influence que se livraient les deux blocs antagonistes, au cours de la « Guerre froide » pour garder la main mise sur les richesses africaines et disposer sur le sol africain de pays satellites. Dans les cinq pays visités, Monsieur Sergueï Lavrov a rencontré non seulement ses homologues, mais aussi les Présidents. Ce qui témoigne de l'importance que la Russie a accordé à ces entretiens.

En Angola, partenaire privilégié de Moscou depuis plus de 40 ans, Sergueï Lavrov a proposé une coopération économique renforcée à travers des partenariats stratégiques public-privés dans des domaines d'intérêt commun. Les deux pays qui collaborent déjà dans les secteurs de la géologie et mines, énergie, enseignement supérieur et formation des cadres, défense et sécurité, télécommunications et technologies de l'information, la pêche, les finances et la banque, espèrent solidifier cette attache par des facilités et flexibilité de crédit. Ayant rencontré le nouveau président du pays Joao Lourenço, Monsieur Lavrov en a profité pour lui remettre une invitation du président russe Vladimir Poutine à se rendre en visite à Moscou, assuré que celui-ci est d'être réélu au cours du suffrage de ce 18 mars 2018.

Au Zimbabwe, malgré des liens solides avec la Chine, ce pays souhaite également coopérer avec Moscou. La Russie travaille déjà sur un grand projet d'exploitation d'un gisement de platine par les compagnies zimbabwéennes, conjointement avec la compagnie ROSTEC. Il s'agit de l'un des plus importants projets d'investissement dans ce pays, pour un montant de 3 milliards de dollars.

L'Éthiopie, outre le fait d'abriter le siège de l'Union Africaine, où le Ministre Lavrov a eu des entretiens avec le Président de la Commission de l'Union africaine, ce pays reste, depuis la Guerre froide, dans l'orbite politique de l'URSS.

En Namibie, comme au Mozambique, là aussi, il a été question du renforcement des liens diplomatiques et économiques. En effet, en dépit de certains succès économiques, le

¹⁶ <https://www.google.ru/amp/s/fr.sputniknews.com/amp/presse/201803061035406177-serguei-lavrov-relation-russo-africaine/>

Mozambique reste un pays relativement pauvre et à besoin de capitaux que peut lui fournir la Russie.

Cette tournée africaine du Ministre Lavrov est surtout une réaction de la Russie, face à la volonté du bloc occidental d'exclure ce pays du marché africain. « Les sanctions prises contre notre complexe militaro-industriel sont de toute évidence une concurrence déloyale et peu scrupuleuse, parce qu'outre l'introduction de sanctions, les États-Unis courent à travers le monde et demandent aux pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique de renoncer à l'achat de matériels militaires et d'armements russes par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs », a expliqué Sergueï Lavrov à la chaîne Rossiya¹⁷. Tout en faisant cela, « les Américains compensent le manque d'équipements correspondant dans tel ou tel pays », s'est encore insurgé le ministre russe, dénonçant « une exclusion brutale du marché par le biais de méthodes de chantage et d'ultimatums ».

L'autre point fort sur lequel la Russie espère se positionner : la lutte contre l'extrémisme radical qui trouble plusieurs frontières africaines. En effet, dans le Sahel, à l'est de la RDC, comme dans la corne de l'Afrique, des groupes terroristes transnationaux y sèment la mort et la désolation, entravant le bon fonctionnement des institutions et plongeant toutes ces régions dans une insécurité profonde. La Russie apporte son soutien à plusieurs pays qui en ont fait la demande (le Mali, le Cameroun, la République Centre Africaine, etc..) et démontre ainsi sa capacité à intervenir sur le continent, au-delà de ses zones d'influence traditionnelles. « En septembre 2014, la Russie avait réitéré son engagement à livrer des armes au Mali conformément à un engagement pris en 2012. Moscou a déjà livré à Bamako des fusils d'assaut, des mitrailleuses et des munitions, mais l'armée malienne demande bien plus, à savoir des hélicoptères, des avion-cargo, des avions de combat et de véhicules blindés. Le Mali a en tout cas besoin d'un plus grand engagement des pays qui sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme. Au moment où l'Allemagne s'apprête à envoyer plus de 600 soldats au Mali, l'on s'attend à une mobilisation de la Russie que les autorités maliennes ont activement courtisée après un bref passage des trublions du MNLA au Kremlin. En attendant, c'est le Cameroun qui devient l'un des premiers pays africains à bénéficier de la souplesse de la politique étrangère russe en matière de lutte contre le terrorisme. La Russie apporte une aide militaire additionnelle au Cameroun. Il s'agit d'armements et systèmes sophistiqués pour aider le Cameroun à lutter contre le terrorisme. L'aide de la Russie entre dans le cadre de la lutte que mène le Cameroun contre le groupe Boko Haram dans la partie septentrionale du pays¹⁸. La dotation prévue est impressionnante, comprenant une artillerie lourde, des missiles, un système anti-aérien de missiles ainsi que des canons. Le personnel militaire et civil du Cameroun sera aussi formé pour utiliser l'arsenal de guerre octroyé. La Russie prend ainsi le contre-pied des puissances occidentales dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. »¹⁹

¹⁷ Chaîne de télévision russe, diffusion de 12 février 2018

¹⁸ <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-28816.html>

¹⁹ <https://bamada.net/terrorisme-en-afrique-la-russie-doit-elle-sengager-au-mali>

Il appartient donc aux autorités de la RDC de saisir cette opportunité qui est offerte par la Russie d'intensifier ses relations avec l'Afrique pour mettre à jour les accords existants, afin de les rendre plus efficace, mais aussi de nouer des partenariats mutuellement avantageux dans l'exploitation des ressources minières, comme dans la lutte contre le terrorisme. Pour ça, il ne reste plus beaucoup de temps. La situation en RDC sera de plus en plus tendue dans les jours qui viennent. Les pressions de la communauté internationale s'accroissent sur les autorités en place. De toutes part fusent des appels à manifester ou à résister, selon le camp auquel on appartient. Un tel climat qui n'est pas de nature à permettre la mise en place des politiques publiques efficaces rend nécessaire une action diplomatique préventive, prompte et agressive qui prenne en compte tous les déterminants économiques et stratégiques en vue de renforcer nos liens avec la Russie. En effet, la Russie a apporté la preuve de sa fiabilité dans les relations avec ses partenaires. On ne peut pas en dire autant de tous ceux qui se disent amis du Congo, qui conditionnent bien souvent leurs aides et nous obligent à nous plier à leurs exigences, en prenant en compte leurs propres intérêts et non ceux du peuple auquel ils prétendent venir en aide. La configuration actuelle de notre pays et son espace politique qui rend possible une évolution positive ne se présentera plus avant longtemps. Il nous appartient donc d'agir vite et bien, pour le plus grand bien du Congo et de son peuple.

Fait à Moscou, le 17 mars 2018

IV. PERSPECTIVES DU PARTENARIAT DE LA RUSSIE AVEC L'AFRIQUE :

Pour un modèle de coopération fiable

Le Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie vient de publier les chiffres de son aide aux pays partenaires africains et autres (Asie, Amérique latine), pour l'année 2017 : Autour de US Dollars 1,2 milliard²⁰. Il s'agit, bien sûr, de l'aide octroyée aux gouvernements, mais aussi aux entreprises russes qui œuvrent sur le continent. Celle-ci a revêtu plusieurs formes : Projets d'infrastructures, aides militaires, actions sociales, aides au système de l'enseignement, lutte contre les épidémies, etc. On peut noter au sujet de l'aide russe qu'elle est dépourvue du type de conditionnalités que l'on retrouve souvent chez les autres partenaires traditionnels, et qui en déprécient ou en altère l'impact sur le terrain, en même temps qu'elle installe nos pays dans une sorte de dépendance structurelle incompatible avec notre légitime besoin de souveraineté.

Comme le résume si bien le Professeur Derek Elzein²¹ : « En dépit d'une instabilité chronique, l'Afrique est un continent convoité par toutes les grandes puissances. Parmi celles-ci, la Russie jouit de nombreux atouts face à la concurrence des autres pays. Historiquement, l'URSS entretenait d'étroites relations avec de nombreux pays du continent africain. Aujourd'hui, les domaines d'activité les plus favorables aux entreprises russes en Afrique sont ceux liés à l'exploitation des matières premières, ainsi que le domaine de l'armement. Si des transferts de technologies aux pays africains s'opèrent parfois, la crainte du terrorisme demeure forte pour les Russes et les Occidentaux. Malgré son implication dans de nombreux projets, visant notamment la maîtrise des ressources naturelles, la Russie n'est de loin pas le plus grand investisseur en Afrique. Enfin la Russie participe également à l'aide au développement, par les canaux de l'ONU et à travers les programmes spécifiques d'aide à l'Afrique. Autant complémentaires que concurrents, les Occidentaux et les Russes se font face en Afrique comme ailleurs.

Beaucoup de sociétés russes ont en effet entrepris d'investir dans le développement des pays africains, au cours de ces vingt dernières années. Pour apporter la preuve de ses bonnes dispositions envers notre continent, la Russie a annulé 20 milliards de dettes des pays africains. Cela a été rappelé par le Président Poutine, au cours de la visite que le Président guinéen, Alpha Condé, a effectuée à Moscou en septembre 2017. On peut cependant noter une très grande différence d'intensité du partenariat Afrique-Russie entre la partie nord du continent et les pays sub-sahariens. En effet les échanges entre la Russie et les pays du Maghreb sont nettement plus importants que ceux avec l'Afrique noire²². Celles-ci sont caractérisées par un commerce important (les trois quarts des échanges totaux avec l'Union africaine), de nombreux touristes et des voyages périodiques de responsables russes



²⁰<https://ria.ru/world/20180424/1519257063.html>

²¹<https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2014-4-p-77.htm>

L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie, par Derek Elzein, Maître de conférences à l'université Paris Descartes et avocat au barreau de Paris, Derek Elzein enseigne également la géopolitique des médias et l'économie internationale à l'École des hautes études internationales et politiques (HEI-HEP). Dernier ouvrage paru : « Géopolitique du Liban », in J. Barrat (Dir.), Géopolitiques du XXI^e siècle (2013, SEM).

²²<https://fr.sputniknews.com/presse/201709291033255626-afrique-russie-strategie/>

- par exemple, le Président Vladimir Poutine s'est rendu en visite dans quatre de ces six pays d'Afrique du Nord (excepté la Tunisie et le Soudan).

De manière spécifique, si les relations avec l'Algérie sont anciennes, celles avec le Maroc témoignent d'une évolution récente. Les contacts entre la Russie et le Maroc et l'Algérie se sont réellement intensifiés ces dernières années, après une période un peu creuse, il est vrai. La Russie n'a cependant pas la même histoire avec les deux pays. L'Algérie était un allié traditionnel de l'URSS, puis de la Russie post-soviétique. Le vrai retour de la Russie en Algérie remonte à 2006 avec la visite du président Poutine. Moscou avait alors décidé, là aussi, l'effacement de la dette en contrepartie de signature de gros contrats d'armements. Depuis, la relation russo-algérienne s'est densifiée. Le « petit nouveau », c'est le Maroc, qui n'est pas un ancien « pays frère » et qui est apparu récemment sur la carte des intérêts russes en Afrique. Des contacts se sont amorcés il y a trois ans, au moment même où des sanctions économiques occidentales frappaient la Russie²³.

Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, réunissant 49 des 55 États de l'Union africaine, c'est une toute autre histoire. Si les relations avec certains États étaient très proches à l'époque soviétique, aujourd'hui la Russie entreprend seulement des tentatives pour les relancer. Or elle intervient sur un terrain où plusieurs autres acteurs sont déjà à l'œuvre (Chine, Inde, Union européenne, les USA, etc.), dans des conditions d'une concurrence accrue. Au sud du Sahara, elle peut donc compter sur l'Afrique du Sud, membre des BRICS, où les intérêts économiques russes sont importants. La Russie aimerait par exemple développer des programmes dans le nucléaire civil avec Pretoria. En Angola, en Tanzanie et au Zimbabwe, elle mise sur des investissements miniers, avec en tête les diamants, l'uranium et le platine. Et au Nigeria, qui n'est pas un pays traditionnellement tourné vers la Russie, la Russie développe une coopération sécuritaire et antiterroriste. Elle tend à développer la vente d'hélicoptères et peut-être la vente d'armes. Donc, la Russie opère un retour en Afrique, certes. Mais il est limité, au contraire de la Chine ou du Japon, gros partenaires commerciaux du continent²⁴.

En Guinée Conakry, suite à la visite du Président Condé à Moscou, il y a eu Huit accords de coopération qui ont été signés entre les deux parties. Et, dans le cadre de la réalisation de ces accords, le président Russe, Poutine, a demandé à toutes les structures russes d'enclencher immédiatement la réalisation des différents projets. Il s'agit notamment de la construction de quatre CHU (Centre Hospitalo-Universitaires) à Labé, Kankan, N'Nzérékoré et à Kindia. Il a également été instruit aux autorités russes de procéder au lancement de la construction de plusieurs garnisons pour l'armée guinéenne dans le cadre de la coopération militaire. Ils vont



²³<http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique/>

²⁴<http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique/>

construire trois garnisons pour la marine guinéenne et la qualification de leurs marins²⁵.

En ce qui concerne les relations entre la Russie et la RDC, l'ambassadeur de Russie en République Démocratique du Congo (RDC), Alexey L. Sentebov, a déclaré le vendredi 9 février 2018, au cours d'une conférence de presse, que les relations russo-congolaises étaient traditionnellement amicales. « Des perspectives existent d'établir une coopération mutuellement bénéfique dans l'exploitation minière et dans l'exploitation géologique, ou encore dans le secteur énergétique et agricole ». La formation de cadres nationaux congolais dans les établissements supérieurs russes reste un maillon important du renforcement de ce partenariat. En plus, la Russie et la République démocratique du Congo, à en croire l'ambassadeur, entretiennent un dialogue politique intéressé qui s'appuie sur une perception proche des processus à l'œuvre dans le monde et sur une consonance des approches des problèmes d'actualité, y compris au sujet de la formation d'un modèle multipolaire d'ordre mondial comme étant un système plus juste et plus sûr de relations internationales basé sur la coopération dans le cadre de l'ONU et sur d'autres plateformes multilatérales²⁶. Le 22 mars 2017, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est entretenu avec Léonard She Okitundu, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République Démocratique du Congo, en déplacement à Moscou. Les deux ministres ont réaffirmé la disposition commune de Moscou et Kinshasa à intensifier leur coopération fructueuse et mutuellement avantageuse dans le domaine politique, commercial, économique ou encore social. Si sur le plan politique on peut reconnaître la solidité des liens entre les deux pays, de toute évidence, il y a encore du chemin à parcourir dans les échanges économiques et commerciaux, pour d'avantage donner corps au partenariat stratégique tant souhaité, de part et d'autre.



Tous les spécialistes s'accordent pour affirmer que l'Afrique noire est la partie la plus prometteuse de ce 21ème siècle, et qui offre donc les meilleures perspectives pour son développement, avec ses immenses ressources naturelles, sa main d'œuvre la moins chère au monde et son faible niveau d'exploitation actuel. Au cœur de cette Afrique noire, il y a, bien entendu, la RDC qui en occupe une des plus grandes surfaces, et qui possède un de ses plus grands potentiels. Mais pour l'heure, comme mentionné plus haut, c'est avec la République Sud-Africaine que la Russie échange le plus, faisant partie avec elle des BRICS, au sein duquel ils se retrouvent chaque année. Dans ce club informel sino-indo-russe où elle représente l'Afrique, tout comme le Brésil représente l'Amérique du Sud. L'Afrique du Sud est probablement le seul pays d'Afrique noire avec lequel la Russie réalise non seulement des projets économiques



²⁵ <http://guineematin.com/a-la-une/alpha-conde-a-moscou-russie-va-construire-4-chu-plusieurs-garnisons-militaires-guinee/>

²⁶ <http://www.latempete.info/27537-2/>

conjoints, mais entretient également une coopération politique au niveau des chefs d'État. Les présidents des deux pays se rencontrent chaque année aux forums des BRICS. Vladimir Poutine s'est rendu deux fois en visite en Afrique du Sud, et c'est le seul pays d'Afrique noire qu'il a visité²⁷.

Proche de la RDC, il y a la République Centrafricaine, ou, « À la demande de la République centrafricaine, la Russie a accordé à ce pays une aide militaire et technique à titre gracieux ». C'est ce qu'a déclaré Artem Kojine, directeur adjoint du service de presse du ministère russe des Affaires étrangères. « Conformément à la résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU, une partie des armes d'infanterie et des munitions en provenance des stocks du ministère russe de la Défense a été livrée entre fin janvier et début février pour répondre aux besoins de l'armée centrafricaine », a annoncé Kojine. « Cinq militaires et 170 ressortissants russes ont été dépêchés sur place pour entraîner les militaires centrafricains », a-t-il poursuivi. Agissant avec l'autorisation de l'ONU, la Russie a en outre transmis entre fin janvier et début février un stock d'armes d'infanterie et de munitions à la Centrafrique, indique la même source²⁸.

N'ayant pas un passé colonial qui a façonné les zones d'influence en Afrique des pays comme la France, le Royaume uni, le Portugal, et actuellement les autres (USA, Chine, Japon, etc.), la Russie s'appuie sur les relations personnelles qui peuvent s'établir entre les dirigeants pour mener son offensive africaine. Certes, la Russie n'investit pas encore en Afrique autant d'argent que les USA ou la Chine, mais elle a des relations aussi bien au niveau des responsables qui ont



fait leurs études en URSS, qu'en hommage à l'aide que l'Union soviétique a apporté aux pays d'Afrique à l'époque. Sachant que cette aide était très diversifiée — de l'exploration géologique aux armes, du soutien sur la scène internationale à la construction d'écoles, de la formation des cadres aux projets d'infrastructure. La Russie dispose, en outre, de plusieurs atouts : le secteur énergétique, le secteur minier, la coopération sécuritaire, aéronautique et spatiale. Ce que fournit aussi beaucoup la Russie, très discrètement, à certains pays comme l'Algérie et l'Afrique du Sud, c'est de

l'imagerie satellitaire militaire. Elle leur fait parvenir des images à très haute résolution de ce qui se passe à la frontière malienne et à la frontière libyenne. Dans ce domaine, il y a des choses assez pointues qui se mettent en place.²⁹ La bonne réputation que la Russie traîne derrière elle (Partenaire fiable) milite en sa faveur. De nombreuses entreprises russes — Rusal, Rosneft, Gazprom, Renova — travaillent en Afrique. L'agence Rosvooroujenie fournit des armes, Rosatom et les Chemins de fer russes réalisent des projets prometteurs sur le continent.

Il y a lieu donc, pour des pays comme la RDC, de profiter de cette main tendue de la Russie, pour faire face aux défis du développement, dans un contexte où les sanctions occidentales minent les efforts qui ont été fournis jusqu'ici dans plusieurs domaines, pour espérer à nous orienter vers l'émergence à brève échéance. Il faut reconnaître que les relations actuelles de la Russie avec l'Afrique, en générale, et la RDC, en particulier, gagneraient à être mieux encadrée et organisée sous la forme d'un partenariat stratégique, sur le modèle de celui de la Chine, ou de celui du Japon.

²⁷<https://fr.sputniknews.com/presse/201709291033255626-afrique-russie-strategie/>

²⁸<http://www.presstv.com/DetailFr/2018/03/24/556433/CentrafrigueRussie>

²⁹<http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique>

La tenue régulière des sommets Russie-Afrique constituerait un cadre propice à la définition des programmes indicatifs de coopération, avec des objectifs clairs pour développer l'ensemble du continent africain. On peut aussi souhaiter la création d'une agence russe pour le développement de l'Afrique qui aurait vocation à l'accompagnement du processus de régionalisation et de d'évolution engagé au sein de nombreux Etats, à un renouvellement significatif des stratégies de développement économique des collectivités, à la sortie progressive des grands chantiers de reconversion, pour faire jouer à l'Afrique le rôle qui devrait être le sien, celui d'un vaste espace de liberté et de prospérité.

Fait à Kinshasa, Le 25 avril 2018

V. RUSSIE -RWANDA : LES ENJEUX D'UNE VISITE HISTORIQUE

Le Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie effectue une visite au Rwanda, ce 3 juin 2018, où des rencontres sont prévues tant avec le Président Paul Kagame, qu'avec son homologue rwandaise, Louise Mushikwabo. Cette visite historique (c'est la première fois que Monsieur Lavrov se rend au Rwanda) témoigne du haut niveau de contacts qui s'effectuent entre les deux pays, mais aussi au niveau du continent, le Président Kagame assumant actuellement la Présidence de l'Union Africaine. Elle témoigne également du bon travail des diplomates tant à Moscou qu'à Kigali, qui ont su identifier clairement les préoccupations d'intérêts communs et porter à ce niveaux les échanges entre les deux pays. Cette visite intervient dans un contexte d'une certaine tension régionale caractérisée par une nervosité consécutive aux récentes déclarations de plusieurs acteurs régionaux au sujet du processus électoral en cours en RDC.

Selon une déclaration publiée par le Ministère russe des Affaires Etrangères³⁰, il y aura, au cours de ce séjour de Monsieur Lavrov au Rwanda, un échange de vues approfondi sur les questions internationales et régionales en mettant l'accent sur :

- La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ;
- La construction de la paix en Afrique et
- La recherche de solutions aux conflits dans les « hotspots » du continent, notamment dans la région des Grands Lacs, en République centrafricaine et dans la région sahélo-saharienne, seront discutées.

Au nombre des autres questions en discussion au cours de cette visite figurent la réforme des Nations Unies et la garantie d'un développement social et économique stable des pays africains.

Selon la même source, *"La Russie et le Rwanda ont de réelles perspectives de renforcement des contacts dans des domaines tels que l'exploration géologique et l'exploitation minière, le secteur énergétique et les technologies de l'information, l'agriculture, les médicaments et la formation professionnelle du personnel rwandais"*.

Ce sera également l'occasion pour les deux parties de discuter de l'état actuel et des perspectives des relations entre la Russie et l'Union Africaine afin de donner un nouvel élan au partenariat mutuellement bénéfique de la Russie et des pays du continent dans les domaines politique, commercial, économique et humanitaire.

Dans une interview qu'il a accordée au moment de sa récente présentation des lettres de créances au Président rwandais, l'Ambassadeur russe à Kigali, Monsieur Karen Chalyan, a mis en lumière le fait que la coopération militaire était un domaine prioritaire des relations entre les deux pays. Celle-ci, a-t-il pris soin de souligner, doit être renforcée. La présence de Monsieur Lavrov, ce 3 juin 2018, à Kigali ne peut que s'inscrire dans cette perspective. L'ambassadeur russe avait précisé : « Au cours de ces quelques dernières années, la Fédération de Russie et le Rwanda ont augmenté leur coopération dans tous les domaines, et cela nous réjouit fortement ; et j'ai un mandat très clair pour faire avancer notre relation autant que je le peux »³¹, avait-t-il ajouté.....Plus on travaille ensemble, plus

³⁰ Site du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie.

³¹ <http://ktpress.rw/2018/06/russia-rwanda-to-strengthen-military-ties>

heureux nous serons d'une manière bilatérale, et je pense que ce sera une très bonne chose pour la région, pour l'Afrique et pour les Affaires mondiales ». Il faut souligner que dans le domaine d'éducation, la Russie offre des bourses aux étudiants rwandais. Conformément aux sources officielles de l'Ambassade du Rwanda en Russie, environ 800 étudiants rwandais sont diplômés des universités russes au cours des 50 dernières années dans des disciplines variées, y compris le droit, la médecine, les affaires internationales et la science politique. L'une des priorités de l'ambassade rwandaise en Russie sera de commencer bientôt des consultations avec des universités russes pour identifier des voies d'augmentation du nombre des bourses dans des domaines différents, tels que la science et la technologie, l'ingénierie, le secteur minier, le pétrole, la médecine. Parlant des bourses, l'Ambassadeur Chalyan a dit : « à part des bourses habituelles que nous offrons, nous allons augmenter ce nombre en commençant dès l'année prochaine ».

Pour revenir à la visite de Monsieur Lavrov, celle -ci a débuté par la visite du Kigali Genocide Memorial à Gisozi où il était attendu pour rendre hommage aux plus de 250 000 victimes du Génocide contre les tutsi qui sont enterrés au mémorial. Cette visite devra terminer en fin de journée par une déclaration conjointe au Radisson Blu Convention Center.

Nous y reviendrons !

Fait à Kinshasa, Le 03 juin 2018

VI. FORUM ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PETERSBOURG 2018 (SPIEF)

UNE GRANDE OPPORTUNITE POUR LA RDC

Il se tiendra du 24 au 26 mai 2018, à Saint Pétersbourg, en Russie, le **Forum Economique International de Saint-Pétersbourg (SPIEF)** – 22-ème édition- qui est un événement unique dans le monde des affaires et de l'économie. SPIEF est organisé depuis 1997 et, depuis 2006, il a été organisé sous les auspices du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, qui a également assisté à chaque événement.

Chaque année, le Forum Economique International de Saint-Pétersbourg sert de plate-forme pour discuter des questions clés de l'économie mondiale, de l'intégration régionale et du développement de nouveaux secteurs industriels et technologiques, ainsi que des défis mondiaux auxquels la Russie et les autres pays doivent faire face. Les événements du Forum se déroulent traditionnellement sous la forme de tables rondes³², de débats télévisés, de petits-déjeuners d'affaires et de dialogues d'affaires consacrés aux relations de la Russie avec divers pays. Les grandes entreprises russes et internationales ayant le statut de partenaire de forum ont la possibilité de présenter leurs produits et services et d'organiser des espaces de réseautage thématiques. La **SPIEF Investment & Business Expo** est une plate-forme sur le site du Forum où les entreprises peuvent présenter leurs projets d'investissement russes et internationaux prometteurs, leurs solutions B2B et leurs technologies.

Les participants au SPIEF comprennent des représentants des milieux d'affaires, des chefs d'organisations internationales, des fonctionnaires, des experts, des scientifiques et des journalistes. En 2017, le Forum a réuni un nombre record de participants - plus de 14 000. SPIEF 2017 a vu la signature de 475 accords d'investissement, mémorandums et déclarations d'intention, d'un montant total de 1.817,9 milliards de roubles.³³



³² A l'exemple de la Table-ronde russo-congolaise sur la lutte contre la maladie à virus Ebola, dont le Projet a été soumis aux plus hautes autorités de la République depuis plusieurs mois.

³³ <http://www.visit-petersburg.ru/en/event/3322/>

OPPORTUNITES UNIQUES DU SPIEF 2018³⁴ :

— **Une plateforme d'échanges** : rencontrer des collègues, des partenaires, des experts et des dirigeants du monde entier, des représentants du monde politique, de la science et de la culture, et des journalistes. Le Forum dispose d'un large éventail de lieux d'échanges et de services : bourse aux contacts, zones de mise en réseau, salons de pays étrangers, exposition SPIEF Investment & Business Expo, zones-lounges thématiques, salles de réunions.

— **Des discussions qui changent le monde** : rencontrer des représentants gouvernementaux russes et étrangers, les membres des délégations étrangères, y compris du BRICS, de l'OCS et de la CEI. Le traitement, l'analyse et la présentation des problèmes et tendances majeurs qui exercent une influence sur la Russie, les pays émergents et le monde entier.

— **L'échange d'expérience et de savoir-faire** : présentation et développement d'opportunités d'affaire, formation de nouvelles tendances sur la base d'approches technologiques, informations ciblées sur ces nouvelles technologies.

— **Promotion et médiatisation** : présence sur le Forum d'agences de presse russes et internationales, duplex avec les grandes chaînes de télévision durant toute la durée des rencontres, possibilité d'organiser des conférences de presse sur le site du Forum.

— **Un vaste programme culturel** : mise en place de plateformes complémentaires d'échanges informels. Les participants au Forum ont la possibilité de séjourner dans la capitale culturelle de la Russie au mois de mai, à la veille de la saison unique des nuits blanches, de voir les meilleures mises en scène des théâtres de Saint-Petersbourg liées au déroulement du SPIEF et de participer à des opérations caritatives.

— **Le programme sportif** : possibilité d'assister et de participer à des compétitions sportives, des jeux d'entreprise, des matchs de hockey sur glace et de football tout en établissant des contacts dans une atmosphère de saine amitié sportive et d'échange informel.

— **Le conseil en investissements et la promotion du développement des projets commerciaux** : il s'agit d'un service de conseil sur le développement et l'accompagnement de projets mis en place spécialement par la Fondation « ROSCONGRESS » pour aider les entreprises étrangères sur les marchés de Russie et de la CEI. Pour plus d'informations voir la page « Promotion de projets ».



Déjà en 2016, Les participants du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) ont signé des accords pour un montant de 1,024 milliards de roubles (14 milliards d'euros),

³⁴ <https://www.forumspb.com/en/about/?lang=fr>

selon les estimations préliminaires d'Anton Kobiakov, secrétaire exécutif du comité d'organisation du forum. 332 accords non soumis au secret commercial avaient été signés lors de ce forum. A titre de comparaison, lors de l'édition 2015 du SPIEF, 205 contrats ont été signés pour un montant de 293,4 milliards de roubles (4 milliards d'euros). Ainsi, le montant des accords a triplé.

Les sociétés russes et italiennes, à elles seules, ont signé des contrats pour 1,2 milliards d'euros à l'occasion du forum.³⁵



En 2017, malgré le période dure des relations russo-américaines, la délégation venue des États-Unis a été la plus nombreuse au SPIEF 2017³⁶. « Au total, 560 personnes sont venues des États-Unis de 140 entreprises. C'est la plus grande représentation des sociétés étrangères d'un même pays », avait indiqué le 3 juin lors de la conférence de presse finale, le conseiller du Président de la Russie, Anton Kobiakov³⁷. L'édition 2017 du SPIEF s'est déroulé du 1er au 3 juin 2017. Elle a réuni environ 12 000 participants, dont 650 chefs d'entreprises russes et 230 chefs d'entreprises étrangers, ainsi qu'une quarantaine de ministres venus de 26 pays.

Pour l'édition 2018, outre le Président français Emmanuel Macron, sera également présent le Premier Ministre japonais Shinzo Abe³⁸.

Une opportunité pour la RDC :

La situation actuelle de notre pays, le rôle que celui-ci est amené à jouer dans les échanges économiques mondiaux, notre volonté de nous orienter vers l'émergence, tout cela exige

³⁵ https://fr.rbth.com/economie/2016/06/21/moissons-daccords-a-lissue-du-forum-de-saint-petersbourg_604915

³⁶ <https://fr.sputniknews.com/russie/201706011031635693-poutine-russophobie-forum-saint-petersbourg/>

³⁷ <https://fr.sputniknews.com/international/201706031031675859-delegation-americaine-forum-economique-plus-importante/>

³⁸ <https://fr.sputniknews.com/france/201710161033471249-macron-russie-forum/>

que nous soyons présents à ce forum, et pas seulement pour serrer des mains et y faire de la figuration, mais pour y apporter notre contribution dans ce rendez-vous du « donner et du recevoir ». Qu'il s'agisse des questions sécuritaires, de l'exploitation des mines ou des hydrocarbures, de la détection des sites des ressources minières, de l'éducation et de la recherche scientifique, notre pays a besoin de partenaires fiables en mesure de nous accompagner pour relever tous les défis qui s'imposent à nous.

En cette période de notre processus électoral en cours, et où les autorités de notre pays sont soumises à de fortes pressions internes et externes, il apparaît plus que nécessaire de mettre toutes les chances de notre côté. Comme on le voit pour d'autres pays, la préparation de notre participation doit commencer dès à présent. La représentation de la RDC à ce Forum doit être significative et ouverte à tous les acteurs en capacité de porter haut les couleurs de notre grande nation (des milieux d'affaires, des fonctionnaires, des experts, des scientifiques et des journalistes, etc.). Il nous faut donc éviter, comme cela a été si souvent le cas par le passé, une gestion privée de notre participation, souvent réservée à des connaissances ou à des amis que l'on veut aider ou dont on veut s'attirer les bonnes grâces. D'autre part ; si la délégation américaine a été la plus forte en 2017, il serait naïf de penser qu'il ne s'agissait que d'opérateurs économiques. Ce genre de forum est aussi l'occasion de plusieurs activités occultes

(réservées aux initiés), d'espionnage (recherche de d'information stratégiques) ou de géopolitique. Il faut donc être préparé à y faire face en toute responsabilité. C'est donc déjà maintenant que doit se préparer notre participation avec les moyens humains et financiers qui conviennent en pareilles circonstances, et dont les détails sont connus.



Ce Forum intervient au moment où la Russie est en conflit ouvert avec le monde occidental, notamment sur la question syrienne et, récemment, avec l'affaire de l'ancien espion russe SERGEÏ KRISPAL, empoisonné avec sa fille à Salisbury, sur le sol britannique.

Il s'agira pour notre pays de faire preuve d'un savoir-faire hors pair pour que nous soyons bien présents et tirions tous les bénéfices à cette grande rencontre internationale.

Il faut rappeler que le SPIEF de 2017 avait pour thème : « En quête d'un nouvel équilibre dans l'économie mondiale ». Les débats se sont orientés dans cinq directions : la dynamique de l'économie mondiale, la formulation de l'ordre du jour de l'économie russe, les technologies qui changent la réalité, le capital humain comme vecteur clé du développement, des conversations sur l'avenir. Notre voisin, le Burundi y avait pris une

part intéressante³⁹. Le deuxième vice-président du Burundi, Joseph Butore, y a été à la tête d'une forte délégation. Plusieurs autres pays d'Afrique, dont la Guinée, le Mozambique, l'Ethiopie, l'Angola, la République Sud-Africaine, y ont également pris part. Cette année, il serait souhaitable que la RDC y figure en bonne place, à la mesure de ses ambitions. Une partie de notre futur proche peut s'y jouer.

Fait à Kinshasa, le 12 mai 2018

³⁹ <https://www.burundi-forum.link/wp/la-une/actualites/le-burundi-participera-au-forum-economique-international-de-saint-petersburg/>

VII. L'EGLISE ORTHODOXE EN RUSSIE : QUELLE INFLUENCE ELLE PEUT AVOIR SUR LA POLITIQUE

Pour établir des bonnes relations avec un peuple (un pays, un Etat ou un groupe d'Etats) il est plus que nécessaire d'en connaître l'âme profonde, les bases philosophiques et les valeurs spirituelles qui structurent sa personnalité. Les attitudes des dirigeants, le comportement des leaders, et de manière générale de celui de l'élite, en sont souvent le reflet. De ce point de vue, la religion en est un bon indicateur. Ce 5 mai 2024, sera célébrée, en Russie, la Pâques orthodoxe. Cette célébration est l'occasion pour nous de jeter un regard sur l'Eglise Orthodoxe russe, afin de tenter de mettre en lumière le rôle que cette noble institution joue dans ce grand pays, ainsi que l'influence qu'elle peut avoir sur les élites et le fonctionnement de l'Etat russe.

Il nous faut, tout de suite, indiquer que la Russie est non seulement un Etat multinational, mais aussi multiconfessionnel. Plusieurs religions (le christianisme, l'islam, etc.) y cohabitent dans une relative tranquillité. C'est un des facteurs que le Président Poutine souligne, dans la plupart de ses discours, comme une des forces du peuple russe, et qui justifie sa stabilité et sa cohésion.



Pour revenir à l'Eglise Orthodoxe russe, selon les historiens, « ...elle fait remonter son origine au baptême du Prince Vladimir 1^{er} de Kiev en 988. En fait, la Rus' de Kiev, Etat pluriethnique, ne correspond pas complètement à la Russie (Moscovie) d'aujourd'hui. La légende raconte que Vladimir, voulant choisir une nouvelle religion, envoya des ambassadeurs chez plusieurs peuples pour voir comment ils adoraient Dieu. Le choix se serait porté sur le christianisme byzantin à cause de la beauté du culte. En fait, ce choix avait des raisons politiques et stratégiques. Le siège métropolitain de Kiev fut créé vers 991 sous la juridiction du Patriarcat de Constantinople qui nommait le Primat. Iaroslav le Sage, le fils et successeur de Vladimir, permit le développement de la nouvelle Eglise en encourageant la création de nouveaux diocèses, en faisant construire des cathédrales. Malgré les controverses et les « hérésies » l'Eglise russe se consolide au cours des siècles suivants, grâce notamment à l'essor de la vie monastique. Elle marque de plus en plus son indépendance vis-à-vis du Patriarcat œcuménique de Constantinople. Ainsi Jonas est nommé métropolite de Moscou et de toute la Russie en 1448 sans le consentement de Constantinople. En 1589, le Régent Boris Godounov mène une politique d'indépendance de la Russie et crée le patriarcat de Moscou : l'Eglise orthodoxe de Russie devient alors autocéphale. Fédor Romanov devenu Patriarche de Moscou en 1619 gouverne de facto la Russie pendant le règne de son fils Michel Ier, premier Tsar de la dynastie des Romanov.



Cette dyarchie fait que tous les actes de l'État sont signés par le Patriarche et le Souverain. Pierre le Grand réinstaure la primauté du politique en supprimant le patriarcat en 1721 (Saint-Synode). Il est rétabli en 1918 à la suite de la chute du tsarisme, car l'Église manifeste un fort désir d'émancipation. Après la mort du Patriarche Tikhon, il faut attendre 1943 pour que le Patriarche Serge soit élu.

Le titulaire actuel est Sa Béatitude Cyrille depuis le 27 janvier 2009. »⁴⁰ Celui-ci, Cyrille 1^{er}, né Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaïev, le 20 novembre 1946 à Léninegrad, est le seizième Patriarche de l'Église orthodoxe russe. Élu le 27 janvier 2009 pour succéder au Patriarche Alexis II. Il a été intronisé Patriarche de Moscou et de toute la Russie le 1^{er} février 2009⁴¹. Une abondante littérature existe sur sa vie, ainsi que sur l'histoire de l'Église orthodoxe russe. Personnage incontournable et une des forces vives de la Fédération de Russie, les avis du Patriarche sont pris en compte au plus haut niveau de l'État sur toutes les questions importantes de ce grand pays.

Les bonnes relations entre l'Église et l'État en Russie :

Les relations entre l'Église et l'État russe sont bonnes, à tel point que, quand le Patriarche Cyrille 1^{er} a prononcé son discours d'intronisation (en 2009), il a utilisé la même expression que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, en déclarant qu'il était nécessaire de préserver la « verticale du pouvoir ecclésiastique ». Le Président Poutine, lui, parlait de « verticale du pouvoir politique ». L'utilisation du langage du président russe par le Patriarche orthodoxe est assez significative ici, de leur entente. De plus, tous les observateurs de la Russie actuelle



⁴⁰https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89glise_orthodoxe_russe#Histoire

⁴¹https://fr.wikipedia.org/wiki/Cyrille_de_Moscou

reconnaissent que la religion y apparaît omniprésente : partout dans le pays, on rebâtit, on restaure, on remet en service des lieux de culte. Le chef de l'Église orthodoxe russe, le Patriarche Cyrille 1er, est de toutes les cérémonies importantes, aux côtés du Président Vladimir Poutine. Le Patriarche a déjà déclaré, en 2012, que le règne du Président Vladimir Poutine est un miracle de Dieu. L'Église orthodoxe a le vent dans les voiles. Le Gouvernement russe lui a rendu 23 000 lieux de culte, restaurés ou reconstruits⁴². Les églises ne désemplissent pas, et l'on constate un nombre impressionnant de retour à la foi et de baptêmes notamment, dont ceux de responsables politiques de premier plan.

Le rôle des médias :

Les médias, enfin, accordent aux questions religieuses une attention soutenue, tandis que les évêques et les prêtres occupent une place importante dans les débats de société. En moins d'une génération l'Église orthodoxe russe a repris toute sa place au sein de la société, après 70 ans de répression communiste. L'Église orthodoxe est la deuxième institution à laquelle les Russes font confiance, après le Président, et avant les médias, l'armée, la police, ou encore le Gouvernement⁴³. De ce fait, l'Église orthodoxe apparaît objectivement comme l'une des institutions publiques les plus crédibles de la Russie contemporaine. Elle est ainsi devenue la source d'inspiration de toute sorte de formations, d'associations socioprofessionnelles, de mouvements ou de partis politiques (comme dit précédemment), qui se donnent pour objectif de « rénover » la société russe en lui redonnant un fondement religieux.

Les repaires identitaires :

Il faut dire, qu'avec toutes les mutations intervenues au sein de la société russe, celle-ci a souffert non seulement d'une crise économique et sociale, mais encore d'un profond vide identitaire. C'est ainsi qu'elle a trouvé avec l'Église des repères pour se redéfinir et retrouver une signification à son histoire. Dans ce contexte, la religion chrétienne orthodoxe est perçue à la fois comme un élément de cohésion sociale, un facteur de spécificité culturelle, un instrument de recomposition géopolitique et même une source de valeurs morales : par exemple, au moment de la perestroïka, le religieux était déjà devenu l'un des moteurs de la transformation politique du pays puisqu'il était déjà utilisé par les autorités politiques comme le vecteur d'un renouvellement moral de la société.

Par le religieux, la Russie faisait peau neuve. La religion était alors non seulement synonyme d'éthique, mais aussi de liberté individuelle. Aujourd'hui, c'est à nouveau en inscrivant la morale au cœur du politique que le Président Vladimir Poutine entretient des bonnes relations avec l'Église⁴⁴. Une partie de la stratégie du Président Poutine consiste aussi à s'appuyer sur l'Église orthodoxe, avec sa philosophie conservatrice. Il faut

⁴²<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1034085/eglise-orthodoxe-coeur-pouvoir-russe-kirill-poutine>

⁴³<http://www.geolinks.fr/geopolitique/russie-caucase/linfluence-de-leglise-orthodoxe-dans-la-politique-russe/>

⁴⁴www.geolinks.fr/geopolitique/russie-caucase/linfluence-de-leglise-orthodoxe-dans-la-politique-russe/

souligner que l'Eglise orthodoxe est notamment l'organisation disposant du plus grand réseau social dans la Russie moderne, comme nous l'avons vu plus haut.

Enfin, un des grands enjeux pour l'Eglise orthodoxe russe est le maintien de son influence sur l'Eglise ukrainienne. En effet, compte tenu du nombre de paroisses ukrainiennes (presque aussi nombreuses que les paroisses russes, sur un territoire beaucoup plus restreint), si la Russie perdait l'Ukraine, elle perdrait beaucoup de son poids.

L'Eglise sur le plan international :

Dans le domaine international, l'Eglise défend un modèle de cohabitation et de dialogue des civilisations. Elle fait aussi écho à la politique extérieure défendue par le pouvoir russe. Elle l'aide notamment à renforcer ses liens avec la diaspora russe en établissant des contacts avec la communauté russe dans le monde. Le Patriarche Cyrille avait en effet, considéré la disparition de l'URSS comme une « catastrophe » et il attache une importance toute particulière à la défense de la « Sainte Russie » et du territoire canonique de l'Eglise dans l'étranger proche. Jean François Colosimo, philosophe et théologien orthodoxe, dit notamment : « qu'en imposant l'Eglise russe comme le premier interlocuteur orthodoxe dans le monde, Moscou met symboliquement l'accent sur le caractère central de la Russie. » De plus, le Président Poutine se positionne comme le défenseur des chrétiens, c'est même le fondement de sa politique extérieure. Il apporte par exemple un intérêt particulier à la Syrie, en soutenant le régime de Bachar Al Assad, le pays où vit la plus grande communauté d'orthodoxes en Orient. Il se définit également comme le gardien des valeurs chrétiennes en Russie : il condamne notamment les dérives européennes : Par exemple, à plusieurs reprises, il a moqué la volonté des États européens de libéraliser le mariage homosexuel. Pour finir, citons encore Jean-François Colosimo : « L'Eglise orthodoxe russe représente pour l'État un ciment symbolique et moral à l'intérieur et une puissance de promotion irremplaçable à l'extérieur »⁴⁵.

Comme on peut s'en rendre compte, l'Eglise Orthodoxe a une grande influence sur la définition de la politique du Président Poutine, en interne, comme en externe. Cette collaboration entre l'Eglise et l'Etat est un grand facteur de stabilité et une source de repères pour la formation d'une identité nationale, en même temps elle aide à l'appropriation des politiques par toutes les couches sociales de la société russe.

Les relations avec la République Démocratique du Congo :

Le Patriarche Cyrille 1^{er} a une très large connaissance de notre pays, la République Démocratique du Congo⁴⁶, où il s'y est rendu en 1983 en vue d'y contribuer à l'organisation d'une conférence de paix et de réconciliation. A cette occasion, il avait été reçu par les plus hautes autorités du pays, dont le Maréchal Mobutu, d'heureuse mémoire, ainsi que par

⁴⁵IRIS – Disponible sur <http://www.iris/analyse/geopolitique-religieux-article>

⁴⁶Comme il a eu l'occasion de nous le faire remarquer, lui-même, au cours d'un entretien avec Sa Béatitude, au Patriarcat de Moscou, le 29 août 2016.

quelques membres du Gouvernement de la République. Durant son séjour en République Démocratique du Congo, il a pu mesurer la ferveur chrétienne des congolais dont il a rencontré les Chefs des églises locales y compris l'Eglise Kimbanguiste. Il faut espérer que cette collaboration, entre l'Eglise et l'Etat, on la retrouve, sous des formats adaptés, dans d'autres régions du monde, et pourquoi pas en Afrique, et particulièrement en République Démocratique du Congo, où l'émiettement de la vie spirituelle (des milliers d'« églises ») désorientent la population et où ces derniers temps les relations de certaines églises avec les Etats sont des plus mauvaises. Et pourtant, l'Eglise est un acteur social important par ses institutions. Elle est une force instituante, créatrice d'attitudes, de rassemblements, de ralliement collectif à des valeurs, elle est une dynamique de socialisation et d'intégration. Nous encourageons donc tous les acteurs de notre société, à tous les niveaux, à s'unir autour des valeurs communes de paix, de justice et de solidarité, pour une société où règne la cohésion nationale et la prospérité. C'est d'une Afrique stable et en paix dont nous avons besoin, avec des partenaires fiables et sérieux.



Pour les Russes, Pâques est une fête religieuse aussi importante que Noël. Aujourd'hui, Sputnik vous présente quelques faits intéressants sur la manière dont les chrétiens orthodoxes célèbrent cette fête⁴⁷ :

- Comme dans les pays occidentaux, Pâques est fêtée le dimanche pour rappeler que le Christ est ressuscité un dimanche.

- Une vieille tradition de Pâques en Russie consiste à colorier des œufs. Les œufs sont teints et décorés de différentes manières et ressemblent parfois à de véritables œuvres d'art.

- Le repas traditionnel comprend des œufs, le gâteau de Pâques (Koulitch) et un dessert de fromage blanc (Paskha). Les gens apportent tous ces plats à l'église pour la consécration et les offrent en cadeaux à leurs proches.

- Tout le monde se salue avec la formule « Le Christ est ressuscité ! », à quoi l'on répond : « En vérité, il est ressuscité ! »

- Le jeu de Pâques préféré en Russie est de frapper des œufs décorés l'un contre l'autre, un rituel qui trouve son origine dans la tradition pascale orthodoxe grecque. La personne dont l'œuf n'a pas craqué lors du choc gagne.

- Par contre, en Russie il n'y a pas de légende du lapin de Pâques.

Fait à Moscou, Le 03 avril 2024

VIII. POLITIQUE EXTERIEURE DE LA RDC : POURQUOI RENFORCER LES LIENS HISTORIQUES AVEC LA RUSSIE

⁴⁷ <https://fr.sputniknews.com/culture/201704161030923902-paques-fete-russie/>

Pour sa survie, et pour son développement harmonieux, la République Démocratique du Congo a intérêt à maintenir un équilibre salubre dans ses relations avec les partenaires extérieurs, dans un monde en pleine mutation, où les grands axes géostatiques sont en évolution constante.

Si nous pouvons nous réjouir de l'intérêt pour la RDC, que semble manifester, à nouveau, certains pays du monde occidental (Etats-Unis, Belgique, France, etc..), à la faveur de l'accession au pouvoir du Président Tshisekedi, il faut garder à l'esprit que, c'est d'abord, et avant tout, dans le but de répondre à leurs propres objectifs de politique extérieure, dont un des principaux est celui d'accéder aux ressources naturelles, au moindre coût. Pour ce faire, certains milieux capitalistes et groupes multinationaux n'hésitent pas à créer, ou à encourager, des situations d'instabilité, en utilisant des relais locaux, bien souvent sous la forme de groupes armés, qui sèment la terreur et la violence, pour imposer une collaboration au nom de la lutte contre le terrorisme. Force est de constater que des pays, qui, comme le nôtre, en Afrique avaient vécu pendant des décennies dans une relative stabilité (Mali, République Centre-Africaine, Tchad, Niger, Nigeria, etc.), sont aujourd'hui en proie à la violence et à des crises politico-sociales sans fin. Les armées nationales, minées de l'intérieur et sans ressources, ne sont plus capables, à elles seules, de défendre leurs territoires, et de protéger les populations. Les interventions extérieures, comme les missions de paix (ONU, CEDEAO, etc..) ne semblent pas suffire à mettre un terme au chaos ambiant, et ne permettent pas aux Etats de revenir à une situation normale.

C'est dans cet environnement complexe, et entretenu par des forces occultes, qui profitent de l'instabilité récurrente pour s'enrichir, que la RDC doit articuler sa politique extérieure, afin qu'elle réponde à la vision du Président de la République, telle qu'exprimée, lors de son discours historique, au 1^{er} Sommet Russie-Afrique de Sotchi, les 23-24 octobre 2019, à savoir : « *Les impératifs de coopération et de développement ont conduit mon pays à adopter le bon voisinage et l'ouverture au monde comme principe directeur de notre politique étrangère, qui met l'intérêt supérieur de l'homme congolais au centre de partenariat porteur de croissance forte et inclusive...* »⁴⁸. C'est donc en toute logique que cette « re-ouverture » envers le monde occidental soit bien accueillie, en espérant que le nouvel environnement apaisé ainsi créé débouche sur la mise en œuvre de projets de développement économique, avec un impact significatif sur l'amélioration des conditions de vie des congolais.

Les défis que doit surmonter notre pays sont énormes et multiples, ils touchent à tous les aspects de la vie nationale. C'est pourquoi, en vue d'assurer une pleine réalisation de sa vision vers l'émergence, la RDC a intérêt de s'ouvrir aux autres régions du globe qui, comme on le voit avec la Russie et la Chine, sont porteuses de forte croissance. En ce qui concerne le cas particulier de la Russie, Il faut se rappeler qu'elle a toujours été aux côtés de la RDC, dans les moments les plus critiques de son histoire, quand tous les autres lui avaient tourné le dos.

⁴⁸ Discours du Président Tshisekedi Tshilombo à l'ouverture du 1^{er} Sommet Russie-Afrique de Sotchi, des 23-24 octobre 2019.

Grande puissance mondiale, la Russie est aujourd'hui au cœur de la politique internationale, aux côtés de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, et des autres acteurs de la scène internationale pour peser de tout son poids dans les grandes mutations que connaît la sphère géopolitique du globe. Son rôle n'a cessé de croître depuis plusieurs années, dans la résolution des problèmes internationaux. Le contrepoids qu'elle représente aujourd'hui sur la scène internationale, face aux tentatives hégémoniques de certains Etats, est une opportunité que la RDC a intérêt à saisir, si elle ne veut pas redevenir un pré-carré des appétits des puissances d'argent du monde capitaliste occidental, qui sont, en grande partie, responsable de ses difficultés actuelles.

Le nouvel élan insufflé dans les relations entre la RDC et la Russie, par les deux Chefs d'Etats, Vladimir Poutine et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, à l'occasion du 1^{er} Sommet Russie-Afrique de Sotchi d'octobre 2019, s'inscrit dans cette logique de maintenir un équilibre salubre dans nos relations avec les partenaires extérieures de tous les horizons. Le renforcement de la coopération avec la Russie, surtout dans le domaine économique, permettrait à la RDC de profiter de ses capacités technologiques, à l'instar de nombre de ses voisins, qui sont déjà avancés dans des projets concrets dans plusieurs domaines. Ceci, d'autant plus que s'est installée aux Etats-Unis une dynamique autocentrée, avec l'avènement du Président Donald Trump, et que l'Europe peine elle-même à sortir des crises économiques et sociales qui la minent, aggravée par la pandémie du Covid 19, qui continue de faire des ravages à travers le monde.

La Russie est fortement intéressée par l'Afrique. Elle a déjà établi sur le sol africain des représentations commerciales, et des liens de diverses natures, comme en témoignent les tableaux ci-après tirés de l'hebdomadaire « le monde », dans son édition du 22 octobre 2019. Comme l'a souligné Monsieur OLEG OZEROV, Directeur-Adjoint du Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, Plusieurs pays africains sont déjà fortement engagés avec les sociétés russes dans l'exploitation des ressources minières (bauxite, platine, diamant et pétrolières, notamment le Mozambique, le Nigeria, la République Sud-Africaine, la Guinée, le Zimbabwe, le Sierra-Léone, etc...⁴⁹ Les relations avec l'Afrique ont été renforcées, à travers plus de 16 commissions intergouvernementales dans le but de conclure des accords économiques qui permettent notamment d'éviter la double taxation sur les revenus de l'exploitation minière. La Russie possède des technologies très avancées dans plusieurs domaines, dont celui de l'exploitation des ressources minières. Les pays africains gagneraient donc à trouver auprès des russes les informations en mesure de leur permettre une meilleure exploitation de leur potentiel minier. Pour sa part Monsieur PAVEL VOLOSOV, Chef du Département Asia, Afrique et Amérique Latine du Ministère de l'Industrie et du Commerce de la Fédération

⁴⁹ Discours de Monsieur OLEG OZEROV, Directeur-Adjoint du Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, lors de Table-Ronde : « Développement du partenariat industriel et d'enseignement de la Russie avec les pays d'Afrique dans le domaine de l'exploitation minière » organisé par l'Université des Sciences et Technologie de Moscou, le 31 janvier 2019.

Renforcer l'axe Kinshasa-Moscou répond donc à une logique cohérente, si la RDC s'inscrit dans l'élan des autres pays africains qui profitent actuellement de leurs partenariats constructifs avec la Russie.

[illegible]

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/russie-afrique-queelles-realites-derriere-les-declarations_6016412_3212.html

Depuis le début des années 2010, la Russie tente d'élargir la géographie de ses intérêts en Afrique, au-delà de son ancienne zone d'influence, comme en attestent le nombre et la diversité des chefs d'Etat africains reçus à Moscou et des visites d'officiels russes sur le continent.



TABLEAU N° 3 : LES INTERETS ECONOMIQUES RUSSIE-AFRIQUE⁵² :

⁵² Russie-Afrique : quelles réalités derrière les déclarations ?

Par Christophe Châtelot, Véronique Malécot et Francesca Fattori -

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/russie-afrique-queelles-realites-derriere-les-declarations_6016412_3212.html

La présence économique russe est dominée, hormis la sécurité, par les secteurs de l'énergie et des mines.



Au cours d'une conférence de presse qu'il a animé le vendredi 9 février 2018, l'Ambassadeur de Russie en République Démocratique du Congo (RDC), Alexey L. Sentebov, a déclaré : « Des perspectives existent d'établir une coopération mutuellement bénéfique dans l'exploitation minière et dans l'exploitation géologique, ou encore dans le secteur énergétique et agricole ». La formation de cadres nationaux congolais dans les établissements supérieurs russes reste un maillon important du renforcement de ce partenariat. En plus, la Russie et la République démocratique du Congo, à en croire l'ambassadeur, entretiennent un dialogue politique intéressé qui s'appuie sur une perception proche des processus à l'œuvre dans le monde et sur une consonance des approches des problèmes d'actualité, y compris au sujet de la formation d'un modèle multipolaire d'ordre mondial comme étant un système plus juste et plus sûr de relations

internationales basé sur la coopération dans le cadre de l'ONU et sur d'autres plateformes multilatérales.⁵³

La visite du Président Tshisekedi en Russie a été ressentie très positivement par les milieux russes et très appréciée par le Président Poutine. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un acte de souveraineté de la RDC, qui témoigne de la politique d'ouverture prônée par le Président de la République, et ce malgré les pressions et les intimidations de plusieurs pays partenaires traditionnels, et notamment de certains pays voisins, qui ne souhaitaient pas que la RDC profite, comme ils le font déjà, du partenariat stratégique avec la Russie. Cette visite est aussi une preuve que la RDC n'est pas une chasse gardée de certaines puissances, et exprime la volonté tout azimut du Chef de l'Etat de travailler au rayonnement de notre pays à travers le monde, dans l'esprit de maintenir un équilibre diplomatique dans les relations de la RDC avec les grandes puissances, facteur de paix. La forte délégation de la RDC à Sotchi témoigne de l'intérêt que la RDC accorde à la Russie, mais aussi des attentes fortes vis-à-vis de cette grande puissance et, en retour, cette forte participation renforce la considération que la Russie manifeste envers la RDC, ainsi que de la disponibilité qu'elle montre à appuyer la RDC sur le plan politique, diplomatique, économique et sécuritaire. Ce contact direct entre les deux Présidents ayant débouché sur l'invitation du Président Poutine à visiter la RDC en 2021, permet d'espérer à une possible organisation d'un Sommet Russie-Afrique en RDC, à la faveur de la présidence congolaise de l'Union Africaine. On peut également souligner le soutien mutuel que les deux Chefs d'Etat ont promis de s'accorder dans les instances internationales ou les dossiers de la RDC et de la Russie sont débattus, comme au sein du Système des Nations-Unies, notamment à travers le soutien de la Russie par la RDC dans le dossier syrien, celui de la Crimée et du Caucase.

Le 8 juillet 2020, à l'occasion des consultations politiques entre la Russie et la troïka de l'Union Africaine (Egypte, RSA et RDC), les Ministres des Affaires Etrangères ont convenu : «renforcer de la coopération industrielle entre la Russie et l'Afrique aussi bien au niveau bilatéral qu'avec la participation d'organisations sous-régionales du continent africain, ainsi que pour garantir un accès simplifié des marchandises africaines au marché russe »⁵⁴.

Tous les spécialistes s'accordent pour affirmer que l'Afrique noire est la partie la plus prometteuse de ce 21ème siècle, et qui offre donc les meilleures perspectives pour son développement, avec ses immenses ressources naturelles, sa main d'œuvre la moins chère au monde et son faible niveau d'exploitation actuel. Au cœur de cette Afrique noire, il y a, bien entendu, la RDC qui en occupe une des plus grandes surfaces, et qui possède un de ses plus grands potentiels.

⁵³ <http://www.latempete.info/27537-2/>

⁵⁴ Déclaration conjointe à l'issue des consultations politiques des ministres des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et du "troïka" de l'Union africaine - Afrique du Sud, Égypte et République démocratique du Congo, le 8 juillet 2020.

Il y a lieu donc, pour des pays comme la RDC, de profiter de cette disponibilité de la Russie, pour faire face aux défis du développement, dans un contexte où les sanctions occidentales minent les efforts qui ont été fournis jusqu'ici dans plusieurs domaines, pour espérer à nous orienter vers l'émergence à brève échéance. Il faut reconnaître que les relations actuelles de la Russie avec l'Afrique, en générale, et la RDC, en particulier, gagneraient à être mieux encadrée et organisée dans un partenariat stratégique, sous la forme d'un programme indicatifs de coopération, avec des objectifs clairs, qui profitent aux deux parties. On peut aussi souhaiter la création d'une agence russe pour le développement de l'Afrique, avec une antenne installée en RDC, qui aurait vocation à l'accompagnement du processus de régionalisation et de d'évolution engagé au sein de nombreux Etats, à un renouvellement significatif des stratégies de développement économique des collectivités, à la sortie progressive des grands chantiers de reconversion, pour faire jouer à l'Afrique, et à la RDC en particulier le rôle qui devrait être le sien, celui d'un vaste espace de liberté et de prospérité.

Fait à Moscou, le 24 Juillet 2020

IX. LANCEMENT DU SECRETARIAT DU FORUM RUSSIE-AFRIQUE, AU SEIN DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA FEDERATION DE RUSSIE

A l'invitation du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie (Note Verbale N° 394/ndaf), l'Ambassade de la République Démocratique du Congo à Moscou, représentée par Monsieur Joseph KINDUNDU MUKOMBO, Conseiller Economique et Communication, a pris part à la séance de travail relative à *PRESENTATION DU SECRETARIAT DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSO-AFRICAIN ET DE*



L'ASSOCIATION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE AVEC LES PAYS AFRICAINS (ACEPA).

Etaient présents dans la salle, des représentants de l'Administration Présidentielle de la Fédération de Russie, du Conseil de la Fédération et de la Douma d'État de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie, des Ministères et Départements russes,

des milieux économiques, scientifiques et publics, du clergé, des médias, ainsi que des chefs des Missions Diplomatiques africaines accréditées à Moscou.

I. DEROULEMENT DE LA REUNION (POINTS D'ECHANGES ET DE DISCUSSION):

1.1. Les personnalités suivantes ont pris la parole au cours de cette rencontre :

- Le Représentant Spécial du Président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et les pays africains, le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Russie MIKHAIL BOGDANOV ;
- Le Chef du Secrétariat du Forum de partenariat Russie-Afrique, l'Ambassadeur itinérant O.B. OZEROV ;
- Le Directeur de ROSSOTRUDNICHESTVO E. A. PRIMAKOV ;
- Le Directeur de l'Institut d'études africaines de l'Académie russe des sciences IO ABRAMOVA ;
- Le Président de l'Association pour la coopération économique avec les pays africains A. V. SALTANOV ;
- Le Directeur de la Fondation ROSCONGRESS A. A. STUGLEV.

1.2. Le SECRETARIAT DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE (créé en avril 2020, par le Ministère russe des Affaires Etrangères, conformément aux décisions adoptées lors du tout premier Sommet Russie-Afrique en octobre 2019, à Sotchi) et L'ASSOCIATION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE AVEC LES PAYS AFRICAINS ont été présentés aux participants. La cérémonie a été présidée par le

Représentant Spécial du Président russe pour le Moyen-Orient et les pays africains, le Vice-ministre des Affaires Etrangères de la Russie Mikhail Bogdanov.

1.3. Le Secrétariat du Forum s'activera à préparer le Deuxième Sommet Russie-Afrique qui devrait se tenir en 2022. Ses fonctions comprennent également :

- 1.3.1. L'organisation de consultations politiques annuelles entre les chefs du ministère russe des Affaires étrangères et de la Troïka de l'Union africaine,
- 1.3.2. La coordination du développement de la coopération russe avec les associations d'intégration africaine,
- 1.3.3. Le soutien politique et diplomatique des projets dans les pays africains avec la participation des principaux États russes et des entreprises privées, ainsi que ;
- 1.3.4. D'autres aspects dans le cadre des préparatifs des sommets Russie-Afrique.

1.4. Comme l'a rappelé Son Excellence Monsieur Bogdanov, :

- 1.4.1. Les pays africains détiennent plus d'un quart des voix aux Nations Unies, ce qui en fait un acteur politique sérieux.
- 1.4.2. Ils disposent d'une puissante base de ressources,
- 1.4.3. D'une population économiquement active hautement motivée et,
- 1.4.4. Dans un proche avenir, le continent deviendra l'un des leaders du développement économique.

Et la Russie est unie à lui par des liens de longue date, un partenariat a été établi dans de nombreux domaines.

1.5. A l'occasion de cet événement, un accord de partenariat a été signé entre la FONDATION ROSCONGRESS et L'ASSOCIATION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE AVEC LES PAYS AFRICAINS.

II. OBSERVATIONS :

2.1. La création de ces deux structures, qui aujourd'hui coordonnent leurs efforts, témoigne de la volonté des autorités de la Fédération de Russie, et des milieux d'affaires russes, de mettre tous les moyens pour le renforcement des échanges entre la Russie et l'Afrique.

2.2. Elle démontre, également, que les autorités russes, comme elles l'ont promis, sont décidées à accompagner les opérateurs russes qui s'engagent à aller de l'avant dans le renforcement des relations économiques avec l'Afrique.

2.3. Il appartient donc aux autorités de la RDC de saisir ces opportunités pour concrétiser les promesses qui ont été faites à Sotchi, pour le renforcement des liens entre la RDC et la Russie, particulièrement dans le secteur économique.

Commencée à 16h, la séance de travail s'est clôturée à 19 h 15.

Fait à Moscou, le 09 septembre 2020

X. PRIVILEGIER L'AXE KINSHASA- MOSCOU, PAR RAPPORT AUX AUTRES AXES

La République Démocratique du Congo vient de démontrer à la face du monde sa capacité à conduire, sur fonds propres, un processus électoral jusqu'à son terme, avec une réélection brillante, pacifique et civilisée du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. L'approbation unanime de cette victoire démocratique a été confirmée, à l'échelle internationale, avec la présence de plus de 20 Chefs d'Etats et de Gouvernements ayant répondu à l'invitation de prendre part à la cérémonie d'investiture du 20 janvier 2024.

Maintenant qu'il faut poursuivre l'œuvre de reconstruction nationale amorcée lors de son premier mandat et instaurer la paix sur l'ensemble du territoire national, le temps est venu de consolider les relations avec les partenaires fiables qui ont soutenu la RDC, au moment où tous les autres semblaient lui tourner le dos, afin de lui faire profiter de leurs disponibilités à nous accompagner dans les défis (politiques, économiques, militaires, culturels et scientifiques) qui se dressent devant elle.



Dans ce contexte, la Russie qui est au cœur de la politique internationale de cette année et des années qui viennent, verra son rôle de plus en plus accru dans la résolution des problèmes internationaux. Il nous faut donc, des maintenant, privilégier une stratégie qui permette à la RDC et à la Russie d'intensifier leurs relations, à tous les niveaux, au moment plusieurs régions du monde sont en proie à des violences en tous genres, et que l'Europe, toujours encline à s'ingérer négativement dans les affaires africaines, peine elle-même à sortir des crises économiques et sociales qui la minent.

Privilégier l'axe Kinshasa-Moscou répond donc à une logique réaliste et cohérente, si la RDC s'inscrit dans l'élan des autres pays africains qui profitent actuellement de leurs partenariats constructifs avec la Russie. A ce sujet, pour les autorités de la Fédération de Russie, depuis l'année 2019 l'ouverture de la Russie envers l'Afrique ne fait que se confirmer, avec comme point culminant le Deuxième Sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg, au mois de juillet 2023, et qui a vu la participation de la quasi-totalité des dirigeants africains.

La Russie est fortement intéressée par l'Afrique. Elle a déjà établi sur le sol africain des représentations commerciales en lien avec son Ministère de l'Industrie et du Commerce, notamment en Egypte, au Maroc, en Algérie et en République Sud-Africaine. **La position officielle de la Russie pour l'Afrique est celle d'un dialogue politique très actif.** Ceci s'explique par le grand nombre de rencontres entre les dirigeants africains avec les responsables russes de différents secteurs. L'Afrique dispose d'un grand potentiel et son rôle dans l'économie mondiale va s'accroître au cours des prochaines années. Le déficit que connaît la Russie en matière de ressources minières la conduira à recourir à l'Afrique. Ce qui est très avantageux pour les pays qui, comme la RDC, possèdent des ressources minières, qui trouveront ainsi en la Russie un partenaire fiable et entièrement solvable.

Quelques chiffres illustrent bien cette évolution : le volume des échanges en la Russie et l'Afrique a été de 3.540.000.000,00 \$, en 2016 ; 3.580.000.000,00 \$ en 2018 et on pense



dépasser les 4 milliards de dollars en 2019. Comme le souligne Monsieur OLEG OZEROV, Directeur-Adjoint du Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, Plusieurs pays africains sont déjà fortement engagés avec les sociétés russes dans l'exploitation des ressources minières (bauxite, platine, diamant et pétrolières, notamment le Mozambique, le Nigeria, la République Sud-Africaine, la Guinée, le Zimbabwe, le Sierra-Léone,

etc...⁵⁵

Les relations avec l'Afrique ont été renforcée, à travers plus de 16 commissions intergouvernementales dans le but de conclure des accords économiques qui permettent notamment d'éviter la double taxation sur les revenus de l'exploitation minière. La Russie possède des technologies très avancées dans plusieurs domaines, dont celui de l'exploitation des ressources minières. Les pays africains gagneraient donc à trouver auprès des russes les informations en mesure de leur permettre une meilleure exploitation de leur potentiel minier.

Pour sa part Monsieur PAVEL VOLOSOV, Chef du Département Asia, Afrique et Amérique Latine du Ministère de l'Industrie et du Commerce de la Fédération de Russie, affirme que **la Fédération de Russie est en coopération étroite avec les pays africains, à travers l'octroi des bourses d'études, et des programmes de formations dans des domaines très concrets. Plusieurs initiatives liées à des domaines particuliers sont en cours, notamment dans le secteur agricole et l'étude des sols. Plusieurs missions ont**

⁵⁵ Discours de Monsieur OLEG OZEROV, Directeur-Adjoint du Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, lors de Table-Ronde : « Développement du partenariat industriel et d'enseignement de la Russie avec les pays d'Afrique dans le domaine de l'exploitation minière » organisé par l'Université des Sciences et Technologie de Moscou, le 31 janvier 2019.

été effectuées en Afrique, avec des programmes très concrets, et qui ont été fortement appréciées de part et d'autre. Les financements existent et des concours sont régulièrement organisés. Ce partenariat peut être structuré à travers la signature de Mémorandum d'entente entre les pays africains et les partenaires russes du secteur de l'éducation.

Beaucoup de sociétés russes ont en effet entrepris d'investir dans le développement des pays africains, au cours de ces vingt dernières années. Pour apporter la preuve de ses bonnes dispositions envers notre continent, la Russie a annulé 20 milliards de dettes des pays africains. Cela a été rappelé par le Président Poutine, au cours de la visite que le Président guinéen, Alpha Condé, a effectuée à Moscou en septembre 2017. On peut cependant noter une très grande différence d'intensité du partenariat Afrique-Russie entre la partie nord du continent et les pays sub-sahariens. En effet les échanges entre la Russie et les pays du Maghreb sont nettement plus importants que ceux avec l'Afrique noire⁵⁶. Celles-ci sont caractérisées par un commerce important (les trois quarts des échanges totaux avec l'Union africaine), de nombreux touristes et des voyages périodiques de responsables russes - par exemple, le Président Vladimir Poutine s'est rendu en visite dans quatre de ces six pays d'Afrique du Nord (excepté la Tunisie et le Soudan).

Comme on peut donc le constater, Il y a lieu donc, pour la RDC, de profiter de cette main tendue de la Russie, pour faire face aux défis du développement, dans un contexte où les sanctions occidentales minent les efforts qui ont été fournis jusqu'ici dans plusieurs domaines, pour espérer à nous orienter vers l'émergence à brève échéance.

Il faut reconnaître que les relations actuelles de la Russie avec la RDC gagneraient à être mieux encadrées et organisées sous la forme d'un partenariat stratégique, avec la tenue régulière des Consultations Politiques et des Sommets Russie-RDC qui constitueraient des cadres propices à la définition des programmes indicatifs de coopération, avec des objectifs clairs pour apprécier comment la Russie peut contribuer à nos propres efforts pour développer de notre pays. On peut aussi souhaiter la création d'une Agence de Coopération russo-congolaise qui aurait vocation à l'accompagnement du processus de mise à un bon niveau des relations entre les deux pays.



Moscou, le 13 février 2024

⁵⁶<https://fr.sputniknews.com/presse/201709291033255626-afrique-russie-strategie/>

XI. SOMMET DES BRICS DE KAZAN 2024 : Quelques leçons pour l’Afrique et la RDC



La Fédération de Russie a abrité durant trois jours le Sommet des BRICS qui a abouti à une Déclaration finale de 32 pages en 134 points. Cette rencontre exceptionnelle qui a réuni une trentaine de Chefs d’Etats et de Gouvernement, sous le thème "Renforcer le multilatéralisme pour un développement et une sécurité mondiales justes", s’est déroulée du 24 au 27 octobre 2024 à Kazan – la capitale de la République du Tatarstan⁵⁷, une république de la Fédération de Russie située en Europe de l’Est, qui fait partie du district fédéral de la Volga, un important centre culturel de Russie. La principale source de richesse de la région est le pétrole, avec une forte industrie pétrochimique. Aux cinq membres historiques du Groupe (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud), se sont joints cette année quatre nouveaux membres dont l’adhésion avait été cooptées lors du Sommet de Johannesburg, en Afrique du Sud, du 22 au 24 août 2023 pour le XVe Sommet des BRICS. Il s’agit de l’Égypte, l’Éthiopie, l’Iran et les Émirats arabes unis⁵⁸. Plusieurs invités extérieurs, parmi lesquels des chefs d’Etats et de Gouvernements d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine ont également pris part à ce sommet.

Il faut également souligner la présence remarquable du Secrétaire Général des Nations-Unies, Antonio Guterres. Pour plusieurs observateurs de la scène internationale et

⁵⁷ Le Tatarstan, en forme longue la République du Tatarstan, parfois aussi appelée Tataria, est une république de Russie située en Europe de l’Est. Elle fait partie du district fédéral de la Volga et sa capitale et plus grande ville est Kazan, un important centre culturel de Russie. La principale source de richesse de la région est le pétrole, avec une forte industrie pétrochimique. La république est limitrophe des oblasts de Kirov, Oulianovsk, Samara et Orenbourg, ainsi que des républiques de Mari El, d’Oudmourtie, de Tchouvachie et de Bachkortostan. La superficie de la république est de 68 000 kilomètres carrés (26 000 milles carrés), occupant 0,4 % de la surface totale du pays. Selon le recensement de 2021, la population du Tatarstan était de 4 004 809 habitants. (<https://en.wikipedia.org/wiki/Tatarstan>)

⁵⁸ Déclaration de Johannesburg II. BRICS et Afrique : Partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif, Sandton, Gauteng, Afrique du Sud, 23 août 2023

particulièrement les commentateurs russes, il s'est agi du « plus important événement diplomatique organisé par la Fédération de Russie depuis la Seconde Guerre mondiale ».

I. Quels sont les objectifs des pays du Groupe des BRICS ?

Les pays du Groupe des BRICS, que nous appellerons de manière brève les « BRICS », ont été créés pour trouver des moyens de réformer les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, afin de permettre aux économies émergentes de mieux commercer entre elles, de se faire entendre et d'être mieux représentées sur la scène internationale. Le groupe, originellement économique, avait pour objectif de contester l'hégémonie des puissances occidentales et notamment celle des États-Unis, dont le dollar domine le commerce mondial. D'une manière générale, les BRICS sont l'une des instances promouvant une reconnaissance de la multipolarité des équilibres économiques et politiques mondiaux, en rupture avec les organisations héritées de l'après Seconde guerre mondiale. De ce qui précède on peut souligner quelques-uns des principaux objectifs des BRICS suivants :

- 1.1. Coopération économique : encourager le commerce, la coopération et la croissance entre les membres, ainsi qu'améliorer l'accès des économies des BRICS aux marchés ;
- 1.2. Financement du développement : Créer des institutions telles que la CRA⁵⁹ et la NDB⁶⁰ pour financer des projets d'infrastructure et de développement dans les pays membres ;
- 1.3. Coordination politique : Renforcer le discours politique et la coordination sur les questions internationales, notamment en modifiant les institutions de la gouvernance mondiale pour tenir compte de l'évolution du paysage économique mondial et pour donner aux économies émergentes une voix et une représentation plus fortes ;
- 1.4. Échanges sociaux et culturels : Promouvoir les relations interpersonnelles et le respect mutuel des cultures tout en stimulant les échanges sociaux et culturels entre les nations membres ;
- 1.5. Technologie et innovation : Renforcer la collaboration internationale dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation afin de promouvoir l'échange de connaissances, le renforcement des capacités et les avancées technologiques entre les nations membres ;

⁵⁹ Le BRICS Contingent Reserve Arrangement (CRA) est un cadre pour la fourniture de soutien par le biais de liquidités et d'instruments de précaution en réponse aux pressions réelles ou potentielles à court terme sur la balance des paiements. Il a été établi en 2015 par les pays BRICS : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La base juridique est constituée par le Traité pour l'établissement d'un arrangement de réserve conditionnelle des BRICS, signé à Fortaleza, au Brésil, le 15 juillet 2014. Il est entré en vigueur après ratification par tous les États BRICS, annoncée lors du 7e sommet des BRICS en juillet 2015.

(https://en.wikipedia.org/wiki/BRICS_Contingent_Reserve_Arrangement)

⁶⁰ La Nouvelle Banque de Développement (NDB), anciennement appelée Banque de Développement des BRICS, est une banque multilatérale de développement créée par les États BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Selon l'accord sur la NDB, « la Banque soutiendra les projets publics ou privés par le biais de prêts, de garanties, de prises de participation et d'autres instruments financiers. » En outre, la NDB « coopérera avec les organisations internationales et d'autres entités financières et fournira une assistance technique aux projets soutenus par la Banque. » (https://en.wikipedia.org/wiki/New_Development_Bank) ;

1.6. Le développement durable : Promouvoir des méthodes de développement durables et respectueuses de l'environnement tout en collaborant à la réalisation des objectifs de développement durable ;

1.7. Paix et sécurité : Promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité au niveau local et international, tout en s'attaquant aux problèmes et aux risques communs en matière de sécurité, tels que le terrorisme.

1.8. Coopération Sud-Sud : Renforcer la coopération et la collaboration entre les pays en développement, partager les meilleures pratiques et soutenir les initiatives qui contribuent au développement global du Sud.

II. Brève historique des Sommets des BRICS⁶¹ :

Le groupe des BRICS compte au départ quatre pays faisant partie des dix premières puissances économiques mondiales : Brésil, Russie, Inde et enfin la Chine, future initiatrice de nouvelles routes commerciales, communément appelée « Route de la soie ».

- Le premier sommet des quatre pays BRIC a lieu le 16 juin 2009, à Ekaterinbourg, une ville de la région de l'Oural en Fédération de Russie ;
- Le second se tient le 16 avril 2010, à Brasilia, au Brésil. Les deux premières rencontres témoignent d'une institutionnalisation des sommets du BRIC et participent ainsi à la formation d'une « nouvelle réalité géopolitique »⁶² ;
- Le 14 avril 2011, le troisième sommet a lieu à Sanya (Hainan), en Chine. Il est le premier sommet des BRICS, avec l'adhésion officielle de l'Afrique du Sud, qui fait de facto disparaître le « Triangle Brésil - Inde - Afrique du Sud »⁶³ ;
- Le quatrième sommet des BRICS a lieu le 29 mars 2012 à New Delhi, en Inde ;
- Le cinquième sommet des pays BRICS a lieu le 28 mars 2013 à Durban, en Afrique du Sud. À la suite de ce sommet, la Chine lance en septembre 2013 son initiative BRI (Belt and Road Initiative)⁶⁴, un projet international de Nouvelle route de la soie ;
- Le sixième sommet des pays BRICS a lieu le 17 juillet 2014 à Fortaleza, au Brésil ;
- En 2015, ont lieu le septième sommet des pays du BRICS à Oufa, en Russie, ainsi que l'inauguration officielle de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), institution conçue comme une alternative à la Banque mondiale soupçonnée d'être trop entre les mains des Occidentaux ;

⁶¹<https://fr.wikipedia.org/wiki/BRICS%2B#:~:text=Le%20premier%20sommet%20des%20quatre,une%20%C2%A9%20nouvelle%20r%C3%A9alit%C3%A9%20g%C3%A9opolitique%20%C2%BB>.

⁶² <http://www.melchior.fr/Les-BRIC-dans-la-mondialisatio.9371.0.html>

⁶³ <http://fr.rian.ru/world/20110414/189160016.html>

⁶⁴ L'initiative Belt and Road (BRI ou B&R), connue en Chine sous le nom de One Belt One Road et parfois appelée la Nouvelle Route de la Soie, est une stratégie mondiale de développement des infrastructures adoptée par le gouvernement chinois en 2013 pour investir dans plus de 150 pays et organisations internationales. La BRI est composée de six corridors de développement urbain reliés par des infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques et numériques et de la Route de la Soie maritime reliée par le développement de ports. (https://en.wikipedia.org/wiki/Belt_and_Road_Initiative)

- En 2016, les dirigeants du BRICS, Michel Temer, Vladimir Poutine, Narendra Modi, Xi Jinping, et Jacob Zuma se réunissent à Hangzhou en Chine où ils disposent dorénavant de leur propre banque de développement avec son nouveau siège établi à Shanghai ;
- Le 4 septembre 2017, le sommet annuel se tient à Xiamen, en Chine. Ces cinq BRICS sont rejoints par la Thaïlande, le Mexique, l'Égypte, la Guinée et le Tadjikistan en tant que pays observateurs, pour discuter d'un plan « BRICS Plus » (ou « BRICS+ ») prévoyant l'élargissement éventuel du groupe de 2009 ;
- Du 25 au 27 juillet 2018, les dirigeants des BRICS tiennent leur dixième sommet à Johannesburg pour mettre en place une coopération économique accrue dans un environnement économique international en pleine mutation. La Turquie y est aussi invitée en tant que présidente de l'Organisation de coopération islamique⁶⁵ ;
- Pour le 11e sommet BRICS du 14 novembre 2019 à Brasilia, le communiqué final annonce : « Nous restons attachés au multilatéralisme et à la coopération des États souverains afin de maintenir la paix et la sécurité ». Il laisse transparaître la volonté des BRICS de lutter pour un multilatéralisme « renforcé et réformé » et « plus ouvert ». Et pour le président brésilien Bolsonaro, la Chine, qui est déjà premier partenaire commercial de Brasilia, fait « de plus en plus partie de l'avenir » de son pays⁶⁶ ;
- Le 17 novembre 2020, le 12e sommet des BRICS se tient sous forme de visioconférence⁶⁷ ;
- Le 9 septembre 2021, le 13e sommet des BRICS se tient par visioconférence. Dans un contexte de pandémie de Covid-19, la « Déclaration de New Delhi » publiée à l'issue du sommet des BRICS stipule : « Nous regrettons l'inégalité flagrante dans l'accès aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde »⁶⁸ ;
- Le 23 juin 2022 se déroule le 14e sommet des pays membres des BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – en format virtuel, sous la présidence du Président de la République Populaire de Chine Xi Jinping. Sous le coup des sanctions occidentales depuis plusieurs mois, la Russie va jouer la carte du « découplage » avec l'Occident et prolonger son effort de rapprochement avec la Chine ;
- Le 15e sommet des BRICS se tient du 22 au 24 août 2023 à Johannesburg en Afrique du Sud. Les pays membres s'y accordent sur le principe d'une expansion comprenant six pays pouvant rejoindre le groupe au 1er janvier 2024 : l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Argentine⁶⁹.

III. Les leçons du Sommet de KAZAN (en Fédération de Russie):

⁶⁵ Alain Chémali, « Afrique du Sud: le président Erdogan invité au sommet des BRICS de Johannesburg

⁶⁶ « Lors du sommet des BRICS, Jair Bolsonaro fait les yeux doux à Xi Jinping [archive] », sur lemonde.fr, 15 novembre 2019

⁶⁷ « Le gouvernement sud-africain salue les résultats du 12e sommet des BRICS [archive] », sur french.china.org.cn

⁶⁸ « Le 13e sommet des BRICS s'est tenu virtuellement avec l'adoption de la [archive] », sur lecourrier.vn

⁶⁹ « Les Brics accueillent six nouveaux pays membres [archive] », sur lefigaro.fr, 24 août 2023

3.1. La Russie n'est pas isolée :

Le sommet des BRICS+ à Kazan a démontré, s'il en était encore besoin, que la Russie n'est pas aussi isolée qu'on le prétend en Occident. 32 pays ont été présents au sommet de Kazan, dont 24 chefs d'États et de Gouvernements, tandis qu'une trentaine de pays sont intéressés par une coopération avec les BRICS+. La Russie et l'Occident se sont isolés mutuellement. La Russie a non seulement maintenu ses relations avec le reste du monde, mais elle cherche depuis février 2022 à les développer et les structurer, notamment autour de grands rendez-vous. On l'a constaté lors du dernier sommet Russie-Afrique en 2023, et lors du forum économique Russie-Monde islamique qui s'est tenu aussi à Kazan en mai dernier. On devrait également le voir le mois prochain à Sochi lors de la première réunion des ministres des Affaires étrangères du Forum Russie-Afrique. De plus, le sommet de Kazan est surtout révélateur de l'évolution des rapports entre Moscou et ce que les Russes appellent la « Majorité mondiale ». Ce concept, qui a émergé au cours des années 2022-2023 dans la production académique en Russie, est repris par les officiels russes qui l'opposent volontiers à un autre concept en vogue depuis plusieurs années, celui d'« Occident collectif »⁷⁰. Ce sommet a permis des rencontres avec les nombreux invités extérieurs aux BRICS – dont le président turc M. Erdogan et une vingtaine de Chefs d'État et de Gouvernement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que le Secrétaire Général des Nations-Unies. C'est donc un événement diplomatique international majeur qui s'est tenu sur le sol russe en dépit de la rhétorique occidentale antirusse.

3.2. Le désir de la paix dans le monde :

Les participants ont exprimé leur préoccupation sur l'escalade de la violence et la persistance des conflits armés en différents points de la planète, à commencer par ceux qui ont un impact considérable à l'échelle régionale ou internationale. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur du règlement pacifique des différends par le biais de la diplomatie, de la médiation, du dialogue inclusif et des consultations sur la base de la coordination et de la coopération, et ont tous soutenus les efforts allant dans le sens d'une régulation pacifique des crises. Ils ont souligné la nécessité de contribuer aux efforts de prévention des conflits, notamment en s'attaquant à leurs causes profondes. Ils ont reconnu la légitimité et le bien-fondé des préoccupations de tous les pays en matière de sécurité. Ils ont appelé à la protection du patrimoine culturel, en particulier dans les régions touchées par des conflits, afin de prévenir la destruction et le trafic illicite des biens culturels, qui ont une signification vitale pour la préservation de l'histoire et de l'identité des communautés affectées par les conflits. La plupart des leaders et de personnalités invitées au sommet, en arrivant à Kazan, ont lancé des appels à la paix, au Proche-Orient et en Ukraine. C'est le cas notamment du Président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, qui a été le plus précis sur l'Ukraine en demandant qu'il n'y ait "pas d'extension géographique, pas d'escalade, pas de provocation"⁷¹.

⁷⁰ <https://www.iris-france.org/189584-sommet-des-brics-a-kazan-quelle-orientation-pour-la-politique-etrangere-russe/>

⁷¹ <https://www.institutmontaigne.org/expressions/un-moment-brics-lecons-du-sommet-de-kazan>

3.3. Plusieurs pays veulent rejoindre les BRICS :

Plusieurs pays ont manifesté le désir de rejoindre les BRICS. Ce qui confirme que les objectifs et le mode de fonctionnement des BRICS attirent l'attention de la plupart des pays du « Sud Global »⁷² ; On se bouscule au portillon – une trentaine de candidats – comme le montre notamment la candidature de la Turquie de M. Erdogan, présent au sommet de Kazan et celle de partenaires proches des États-Unis comme la Thaïlande, le Mexique ou l'Indonésie.⁷³

3.4. Un rôle accru pour les femmes :

Les participants ont insisté sur le rôle des femmes, rejoignant en cela la rhétorique onusienne sur la question.

3.5. Une alternative au Dollar :

À défaut de pouvoir détrôner l'hégémonie du dollar, les participants réfléchissent à la mise en place d'un système d'échange bancaire alternatif au système "swift" qui pourrait s'appeler "BRICS Bridge". De même, l'accent mis sur l'option des échanges en monnaies nationales des pays concernées sera complété par un dialogue renforcé sur le plan financier. L'idée d'une monnaie commune aux BRICS reste manifestement un outil de communication plus qu'un projet, et ses chances de concrétisation sont nulles. Restent cinq axes de travail complémentaires que sont la diversification des réserves de change, les transactions bilatérales en monnaies locales, les actifs internationaux en monnaies locales, la dédollarisation progressive des marchés d'énergie et de matières premières et l'internationalisation du yuan.⁷⁴

3.6. Un monde guidé par la multipolarité :

Les participants ont reconnu l'émergence de nouveaux centres de puissance, de prise de décision politique et de croissance économique. Cette émergence est susceptible d'ouvrir la voie à un ordre mondial multipolaire plus juste, démocratique et équilibré. La multipolarité peut offrir aux pays en développement et aux économies émergentes l'opportunité de révéler leur potentiel constructif tout en bénéficiant d'une mondialisation économique inclusive et juste, ainsi que d'une coopération profitable à tous. En conservant à l'esprit la nécessité de mieux adapter l'architecture actuelle des relations internationales aux nouvelles réalités. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur du multilatéralisme, du respect du droit international — à commencer par sa pierre de touche que sont les objectifs et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies — ainsi qu'en faveur d'une centralité préservée de l'ONU dans le système international, au sein duquel les États souverains

⁷² L'usage universitaire de la notion de Sud global n'est pas nouveau, mais son irruption récente dans le débat public a nécessité quelques mises au point pour en définir le sens (Ouest-France, 2022), comme ce court article paru dans le journal Le Monde en octobre 2022 : « Désignant les pays autrefois dits du tiers-monde, la notion regroupe les États du sud, principales victimes des effets néfastes de la mondialisation et refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre des puissants du Nord global, cet autre nom de l'Occident. » Marc Semo, « Le "Sud global", cet ensemble hétérogène de pays non alignés », Le Monde, 26 octobre 2022.»

⁷³ <https://www.institutmontaigne.org/expressions/un-moment-brics-lecons-du-sommet-de-kazan>

⁷⁴ <https://asialyst.com/fr/2024/11/02/brics-asie-enjeu-dollar/>

coopèrent dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de la promotion du développement durable, de la protection et du renforcement de la démocratie, des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, mais aussi de la coopération fondée sur la solidarité, le respect mutuel, la justice et l'égalité.⁷⁵

3.7. Réforme du Conseil de Sécurité :

Prenant acte de la Déclaration de Johannesburg de 2023, les participants ont réaffirmé leur soutien à une réforme de fond des Nations Unies, et notamment de son Conseil de Sécurité, tendant à en renforcer le caractère démocratique et représentatif, l'efficacité et l'opérationnalité, et d'accroître la représentation des pays en développement dans toutes les catégories des membres du Conseil afin qu'il soit en mesure de répondre de manière adéquate aux défis mondiaux les plus pressants. Les BRICS soutiennent les aspirations légitimes des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, y compris les États des BRICS, à jouer un rôle plus important dans les affaires internationales, en particulier à l'ONU et au sein de son Conseil de Sécurité. Ils reconnaissent comme légitimes les aspirations des pays africains exprimées dans le Consensus d'Ezulwini⁷⁶ et la Déclaration de Syrte⁷⁷.

Le communiqué de Kazan souligne de nouveau la nécessité d'une réforme du Conseil. Concernant cette institution, les Russes ont pu constater, par exemple au cours des différents votes intervenus au Conseil de sécurité des Nations unies depuis février 2022 au sujet de l'Ukraine, que les pays dits du « Sud global » ont tenu à conserver leur distance à l'égard de ce conflit. Les prises de position des capitales africaines, asiatiques, moyen-orientales et sud-américaines sur la crise ukrainienne sont empreintes de nuance, ce que le Kremlin a tendance à considérer comme un actif de sa politique étrangère.⁷⁸

3.8. Collaboration dans le domaine énergétique :

Concernant l'énergie nucléaire, une "plateforme" sur ce sujet, pour le plus grand profit de ROSATOM, réunit la Russie, la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Iran l'Éthiopie et la Bolivie ; le Russie et la Chine consolident ainsi leur position dans un ensemble de pays qui représentent une bonne partie du marché mondial de l'énergie nucléaire dans les prochaines années.

L'admission de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des Émirats arabes unis reflète la diplomatie énergétique de l'Inde et de la Chine au Moyen-Orient, qui a favorisé l'établissement de

⁷⁵ Déclaration de KAZAN,

Chrome/extension://efaidnbmnnnibpcajpcgclefindmkaj/http://static.kremlin.ru/media/events/files/en/RosOySvLzGaJtmx2wYFv0lN4NSPZploG.pdf

⁷⁶ Le consensus d'Ezulwini est une position sur les relations internationales et la réforme des Nations-Unies, adoptée par l'Union africaine. Il appelle à un Conseil de sécurité plus représentatif et démocratique, au sein duquel l'Afrique, comme toutes les autres régions du monde, serait représentée. (https://en.wikipedia.org/wiki/Ezulwini_Consensus)

⁷⁷ La déclaration de Syrte est le nom donné à une résolution adoptée le 9 septembre 1999, lors d'une session extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Syrte (Jamahiriya arabe libyenne). Cette résolution, adoptée sous l'impulsion de Mouammar Kadhafi, pose le principe de la transformation de l'OUA en Union africaine. (https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_de_Syrte)

⁷⁸ <https://www.iris-france.org/189584-sommet-des-brics-a-kazan-quelle-orientation-pour-la-politique-etrangere-russe/>

liens étroits avec ces trois pays du golfe Persique. Avec la Russie et le Brésil, qui comptent également parmi les plus grands producteurs de combustibles fossiles au monde, le bloc des BRICS est bien placé pour devenir une force puissante sur le marché mondial du pétrole et du gaz s'il est capable de coordonner ses politiques.⁷⁹

3.9. Condamnation de la politique des sanctions occidentales :

Un autre élément fort de l'approche des BRICS réside dans la condamnation, à deux reprises d'ailleurs (paragraphe 10 et paragraphe 22), de la politique des sanctions occidentales. Les participants se sont dit profondément préoccupés par l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales et illégitimes, dont les sanctions illégales, sur l'économie mondiale, le commerce international et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Ces mesures remettent en cause la Charte des Nations Unies, le système commercial multilatéral, le développement durable et les accords environnementaux. Ils affectent de manière négative la croissance économique, l'énergie, la santé et la sécurité alimentaire, accroissant la pauvreté et les défis environnementaux. Ils ont réaffirmé que les mesures coercitives unilatérales, notamment sous la forme de sanctions économiques unilatérales et de sanctions secondaires contraires au droit international, ont d'importants effets néfastes du point de vue des droits humains, dont le droit au développement, pour l'ensemble des populations des États visés, affectant de manière disproportionnée les couches les plus pauvres et les personnes en situation de vulnérabilité. Nous appelons en conséquence à la suppression de ces mesures⁸⁰.

3.10. Lutte contre la désinformation :

Les participants ont exprimé leurs vives inquiétudes quant à la croissance exponentielle et à la prolifération de désinformation et de mésinformation, sous la forme d'annonces erronées et de fake news, ainsi que de discours de haine, tout particulièrement sur les plateformes numériques, qui favorisent la radicalisation et l'émergence de conflits. Tout en réaffirmant leur attachement à la souveraineté des États, ils ont souligné qu'il est crucial d'assurer l'intégrité de l'information, sa libre circulation et l'accès libre à une information fiable et fondée sur des faits, notamment en promouvant la liberté d'expression et d'opinion ainsi que l'éducation numérique et médiatique, en vue de créer les conditions propices à des interactions propices à l'échange, dans la conformité des dispositions applicables du droit national et international.

IV. Intérêt des BRICS en Afrique⁸¹

Les BRICS, qui ont le format d'un groupe qui ne s'immisce pas dans les affaires de ses membres et leur apporte des avantages mutuels, attirent à nouveau l'intérêt des pays en développement du monde entier, y compris de l'Afrique. L'Égypte et l'Éthiopie ont participé au sommet de Kazan comme membre à part entière. Plusieurs autres pays

⁷⁹ <https://projetafriquechine.com/2023/08/30/lecons-a-tirer-de-lexpansion-des-brics/>

⁸⁰ <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/10/26/les-12-theses-de-kazan-rhetorique-du-nouvel-ordre-des-brics/>

⁸¹ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/les-brics-renforcent-leurs-relations-avec-lafrique/2977799>

africains ont demandé à devenir membres des BRICS. La participation de plus de trente Chefs d'Etats et de Gouvernement en tant qu'invités au Sommet de Kazan témoigne de l'intérêt que la plupart des Etats du « Sud Global » porte aux BRICS et les opportunités économiques qu'ils offrent.

Les dirigeants des BRICS ont donné la priorité à l'Égypte, en raison de sa position géostratégique sur les routes commerciales, de son nombre de marché et de ses gisements de pétrole et de gaz en Méditerranée orientale. En Afrique subsaharienne, les dirigeants des BRICS ont préféré l'Éthiopie, centre de l'Union africaine, au Nigeria, le plus grand pays d'Afrique. L'Éthiopie est la plus petite économie des BRICS élargis malgré sa population de plus de 120 millions d'habitants. Toutefois, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), son PIB devrait atteindre 156 milliards de dollars en 2023, avec une croissance de plus de 20 %.

V. BRICS et Perspective des relations russo - congolaises :

L'Europe institutionnelle est dans une crise qui va s'aggraver et se généraliser, du fait des contradictions qui la minent et qui s'illustrent actuellement par les belliqueuses positions absurdes qu'elle prend au sujet des conflits qui déchirent la planète et qui ont de manière générale comme conséquence son propre affaiblissement. La prospérité qu'elle avait bâti sur l'exploitation de ses colonies la hante encore au point que sa volonté de recolonisation la conduit à travailler, en sous-main, à l'affaiblissement des structures nationales africaines pour leur substituer des constructions multilatérales de gestions de crises (G5 sahel et autres organismes) qu'elle finance sous condition et au gré de ses humeurs.

La République Démocratique du Congo, qui fait les frais depuis de nombreuses années de l'appétit des grands groupes multinationaux occidentaux, a besoin de paix et de stabilité. Le partenariat voulu avec la Russie (dont notamment l'accord de coopération militaire et technique ratifié en juin 2018 par le parlement congolais, le Mémorandum de coopération signé à Sotchi en 2019 entre le Premier Directeur Général adjoint des chemins de fer russes, Alexander MISHARIN, et le Ministre des transports et des communications de la République Démocratique du Congo, Didier MAZENGU MUKANZU ; sans oublier l'accord de coopération signé avec Rospotrebnadzor dans le domaine de l'épidémiologie et de la prévention des maladies infectieuses avec par Ministère de la Santé de la République Démocratique du Congo) devrait être complété par une coopération économique active et entraîner à ce qu'un traitement particulier lui soit réservé en ce qui concerne les moyens, humains, matériels et financiers qui devraient être engagés pour sa matérialisation. Faute de quoi, la RDC se contentera de regarder les autres pays africains, dont ses neufs voisins, avancer et profiter des bonnes dispositions de la Russie et des BRICS à les accompagner dans leurs projets de développement.

L'occident qui courtise l'Afrique aujourd'hui est celui des grands groupes multinationaux qui n'ont que leurs bénéfices comme centres d'intérêts et l'exploitation à moindre frais des ressources naturelles de nos pays, peu importe l'impact négatif que peuvent avoir leurs activités sur le sol africains. Conscient de cette réalité, plusieurs pays africains ont choisi

de se tourner vers d'autres partenaires fiables, dont les BRICS au nombre desquels la Russie figure en bonne place. C'est le sens qu'il faut donner au souhait de plusieurs pays de rejoindre les BRICS. Dans les faits nous observons la présence sur le continent africain de plusieurs entreprises de la Fédération de Russie qui donnent entière satisfaction à leurs partenaires africains, dans tous les secteurs.

Au cours des deux Sommets Russie-Afrique et des Forum Economiques qui se sont tenus respectivement à Sotchi en octobre 2019 et à Saint-Pétersbourg en juillet 2023, l'ensemble des Représentations Diplomatiques Africaines à Moscou, ainsi qu'une centaine d'entreprises russes de tous les secteurs ont pu travailler à définir les conditions d'un partenariat concret entre la Russie et les pays africains. Les participants ont fait part des exemples positifs du travail des sociétés russes sur les marchés africains. Ils ont parlé des barrières existantes pour le développement de la coopération, examiné les mécanismes existants du maintien par l'Etat du business russe dans les pays de l'Afrique subsaharienne, élaboré des propositions visant à élargir les liaisons d'affaires et à renforcer le partenariat entre l'Etat et les structures privées sur le continent. Ils ont discuté des possibilités et opportunités présentées par les marchés africains en développement. Ils ont défini les approches du développement de la coopération russo-africaine. Plusieurs accords de coopération ont été signés dans tous les domaines dans une approche gagnant-gagnant.

La Russie coopère non seulement avec les pays africains individuellement, mais également à travers les BRICS. Elle collabore aussi avec les ensembles régionaux et sous régionaux, comme l'Union Africaine, la SADC, etc.

« La page des années libérales pro-occidentales étant, heureusement, en bonne partie tournée, l'heure est au renouveau des relations. Si l'espace eurasiatique, ainsi que celui du Proche-Orient, représentent indéniablement un intérêt de premier plan pour la Russie, il n'en reste pas moins que l'Afrique et l'Amérique latine font partie également des grands projets de Moscou à l'international. Et si jusqu'ici les relations les plus intenses étaient avec les pays du nord et du sud du continent africain, on arrive désormais à l'étape où la présence russe s'élargira certainement à toutes les parties de l'Afrique.

Moscou dispose de plusieurs avantages évidents : absence d'histoire coloniale vis-à-vis du continent africain. Plus que cela, l'URSS avait accordé un soutien de premier plan aux mouvements africains de libération nationale dans leur lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme. Cela sans oublier une importante participation dans la formation des cadres africains, soit via la venue de spécialistes russes en terre africaine, soit en invitant des milliers d'étudiants africains à venir se former dans les universités soviétiques. Beaucoup de ces anciens étudiants occupent aujourd'hui des postes de première responsabilité dans un certain nombre de pays du continent. Tout cela ne s'oublie pas jusqu'à ce jour.

D'autre part, la politique actuelle de la Russie attire nombre d'Africains. Sachant que Moscou axe sa politique extérieure sur trois piliers fondamentaux : attachement au droit international, respect de la souveraineté des nations, de même que de leurs valeurs et traditions historiques. Enfin, soutien au concept du monde multipolaire — le seul pouvant garantir des relations équitables et justes.

« Pour les pays africains, et particulièrement pour la RDC, la collaboration avec les BRICS est une opportunité de premier ordre pour sortir des relations asymétriques qui les relient aux pays de l'OCDE, dont nombre d'anciennes puissances coloniales. Des relations qui ont toujours été empreintes de domination, d'assistanat et de paternalisme. On relève aussi l'engagement des BRICS d'investir dans des domaines clés comme l'infrastructure, l'agriculture et le transfert des technologies que nous percevons comme des leviers importants pour stimuler la croissance économique et le développement durable en Afrique. On note aussi le soutien des BRICS à un multilatéralisme inclusif qui est aussi perçu comme un moyen de renforcer la voix de l'Afrique dans les forums mondiaux et de promouvoir un nouvel ordre international plus juste. »⁸²

Avec les BRICS, l'Afrique a la possibilité de traiter directement avec des pays dont la situation économique était identique à la leur il y a quelques décennies. Des pays qui, en tout état de cause, ont connu un parcours historique similaire. Et qui surtout ne traînent pas un lourd passé colonial. Les BRICS sont des partenaires très proches à plusieurs égards. De ce fait, ils sont davantage susceptibles de comprendre les attentes des pays d'Afrique. Les gouvernements africains négocient sur un même pied d'égalité, participent à des accords dans lesquels ils sont réellement parties prenantes dans un réel partenariat transparent et inclusif qui respecte les priorités et les intérêts des Africains.

Les pays africains, et particulièrement la RDC, ont l'obligation d'être en mesure de définir clairement leur besoin (vision) à l'échelle internationale et devraient avoir une capacité de négociation renforcée. Et pour ça, nous avons besoin d'une Afrique unie et coordonnée. Elle aura alors plus de poids dans les discussions avec les BRICS. Il faut que les dirigeants africains soient forts et visionnaires. Qu'ils soient en mesure de défendre réellement les intérêts de l'Afrique et négocier avec les BRICS des accords équitables. Le continent doit diversifier ses partenariats en s'engageant avec d'autres acteurs internationaux. Cela permettra de réduire sa dépendance vis-à-vis des BRICS et d'autres. Nous croyons que la coopération avec les BRICS offre un potentiel important pour la croissance et un développement mutuel. Il est cependant crucial, pour Etats africains, que ce partenariat se fonde sur des principes d'égalité, de transparence et de responsabilité de manière à garantir qu'il profite réellement au peuple africain. La société civile, enfin, devrait jouer un rôle central dans les négociations pour s'assurer que les priorités et les intérêts de l'Afrique soient réellement pris en compte.

En guise de conclusion, on peut dire que la relation commerciale entre les BRICS et l'Afrique présentent des défis importants, mais aussi des opportunités pour amorcer un développement autocentré. Mais cela passe par une stratégie proactive de diversification économique, de valorisation de ses ressources, de renforcement de ses capacités industrielles et de ses capacités de négociation et, bien sûr, par l'achèvement du processus d'intégration régionale. À ces conditions, l'Afrique pourra se libérer de cette dépendance du passé et s'engager sur la voie d'un développement durable et inclusif. Il est crucial de

⁸² <https://www.cetri.be/Les-BRICS-et-l-Afrique-Entretien>

transformer la dépendance actuelle en une relation de partenariat mutuel (d'égal à égal) qui soit bénéfique pour l'Afrique.

Fait à Moscou, le 08/11/2024

XII. PREMIERE CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE 9-10 NOVEMBRE 2024 : Perspectives pour les relations russo-congolaises

La Première Conférence Ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique s'est tenue du 9 et 10 novembre 2024 à l'Université Sirius, sur le territoire fédéral de Sirius⁸³, le plus grand complexe de congrès et d'expositions du Territoire de Krasnodar⁸⁴ et le lieu des plus grandes rencontres russes et internationales.



Cette rencontre s'inscrit dans la suite des décisions qui ont été prises à Saint-Petersbourg⁸⁵, en juillet 2023, lors du Deuxième Sommet Russie-Afrique, au cours duquel les participants s'étaient engagés à renforcer davantage leur partenariat à travers un nouveau format de dialogue qui se réunirait régulièrement : les Conférences Ministérielles du Forum de partenariat Russie-Afrique. Il avait donc été convenu que les Ministres de Russie et d'Afrique se réuniraient régulièrement entre deux Sommets des Chefs d'Etats et de Gouvernements, dans le cadre des programmes d'affaires pour discuter des questions les plus urgentes de l'Agenda Russo-africain et de trouver les moyens de développer la

⁸³ L'université Sirius est située dans le bâtiment du Principal centre média du Parc olympique de Sotchi qui a été inauguré le 7 janvier 2014, un mois avant l'ouverture des XXIIe Jeux olympiques d'hiver à Sotchi. C'est à l'heure actuelle le plus grand complexe de congrès et d'expositions du Territoire de Krasnodar et le lieu des plus grandes rencontres russes et internationales telles que la Semaine russe de protection du travail, le Festival mondial de la jeunesse, le Sommet et le Forum économique Russie-Afrique. Toute l'année le bâtiment est occupé par le Centre de formation Sirius qui a été créé par la Fondation de formation « Talent et succès » sur la base des infrastructures olympiques à l'initiative du président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine. La fondation a été mise sur pied le 24 décembre 2014 par des acteurs reconnus de la science, du sport et de l'art. L'activité du Centre de formation Sirius a pour objectif d'identifier tôt les enfants doués, de les aider dans leur développement professionnel qui ont fait preuve de capacités dans les domaines des arts, du sport et des sciences naturelles, ainsi que s'ils ont remporté des succès en matière de création technique.

⁸⁴ Le territoire de Krasnodar est une Région de la Fédération de Russie située au sud-ouest du pays. Elle fait partie du District fédéral du Sud. Elle est limitrophe de la région de Rostov, de la région de Stavropol, de Karachay-Tcherkessia, d'Adygea et de l'Abkhazie. On y accède par voie maritime, à travers le détroit de Kertch, elle borde la Crimée. Le centre administratif est la ville de Krasnodar.

⁸⁵ <https://summitafrica.ru/fr/about-summit/declaration-2023/>

coopération économique, notamment dans les domaines du commerce, de l'agriculture, des technologies de l'information et de la communication, de la numérisation, de la sécurité alimentaire et du secteur minier.

Au cours de cette première éditions de la Conférence Ministérielle, les experts dans tous les secteurs ont étudié la possibilité de mise en œuvre de projets concrets qui matérialiseraient sur le terrain les décisions des Chefs d'Etats et de Gouvernements. En outre, un accent particulier a été mis sur la sécurité de l'information internationale, l'exploration pacifique de l'espace et la lutte contre le terrorisme. C'est ainsi que la Conférence a été clôturée, le 10 novembre 2024, par les Déclarations⁸⁶ suivantes :

- « Déclaration commune de la première conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique, territoire fédéral « Sirius », Fédération de Russie, le 10 novembre 2024 » ;
- « Déclaration commune relative à la réalisation de la Déclaration du deuxième sommet Russie-Afrique sur le renforcement de la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme » ;
- « Déclaration des participants à la première conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique sur les questions actuelles de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, territoire fédéral « Sirius », Fédération de Russie, le 10 novembre 2024 » ;
- « Déclaration commune de la première conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique sur les mesures visant à créer un système juste et équitable de sécurité internationale de l'information, Sotchi, 10 novembre 2024 »

I. Participants :

Ont pris part à cette rencontre les Ministres des Affaires Etrangères des Etats africains et de Russie, les Chefs des Exécutifs des Organisations d'intégration africaine, les représentants des entreprises russes et africaines, les responsables des principaux ministères russes et africains, les représentants des Agences Gouvernementales, les représentants des Institutions financières, les meilleurs experts des milieux publics et scientifiques russes et étrangers, ainsi que les représentants des médias.

La délégation de la République Démocratique du Congo était conduite par Son Excellence Madame Thérèse Kayikwamba, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Francophonie.

II. Les thématiques qui ont été débattues au cours de la Conférence⁸⁷ :

Les organisateurs de la Conférence ont tenu à mettre sur la table des discussions les principaux sujets qui renforcent l'indépendance des pays, surtout dans les domaines de l'économie, de la sécurité, des nouvelles technologies de l'information de la

⁸⁶ https://mid.ru/fr/foreign_policy/russie_afrique/1980801/

⁸⁷ <https://summitafrica.ru/fr/programme/programme-architecture/>

communication, de la santé, dans un environnement international multipolaire. Il s'agissait notamment des thématiques suivantes :

- Conditions essentielles pour garantir le développement numérique ;
- Coopération dans le domaine de la santé : défis et perspectives ;
- Former une nouvelle génération d'experts en affaires internationales : initiatives pédagogiques avec les universités africaines ;
- Les défis de la souveraineté numérique ;
- Russie-Afrique : la lutte pour la vérité ;
- Exploration géologique : investir dans un avenir durable ;
- Coopération à long terme dans le complexe agro-industriel ;
- UEEA-Afrique : identifier les points clés de la coopération entre les pays et les associations d'intégration du continent ;
- Perspectives de coopération scientifique et éducative entre la Russie et l'Afrique ;
- Coopération russo-africaine pour créer un système international de sécurité de l'information ;
- Unissons nos forces pour lutter contre les infections ;
- Réalisations, perspectives et perspectives concernant le développement de la coopération humanitaire dans le domaine de l'éducation ;
- Tendances et perspectives de la coopération commerciale et économique ;
- Présentation du système national de marquage numérique Chestny ZNAK : traçabilité des produits depuis les matières premières jusqu'au consommateur final ;
- Partenariat industriel et éducatif : potentiel de coopération entre universités et entreprises pour la formation des personnels des secteurs réels de l'économie ;
- Les jeunes en Russie et en Afrique : un aperçu de l'avenir ;
- Partage des connaissances : renforcement des capacités en matière de gouvernance électronique ;
- Table ronde sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace ;
- Russie-Afrique : travailler ensemble contre le terrorisme ;

La diversité des thèmes qui ont fait l'objet des débats au cours de cette Première Conférence Ministérielle Russie-Afrique, ainsi que les Déclarations issues de ces assises illustrent clairement la volonté commune des participants de parachever le processus de décolonisation physique et mental sur le continent africain, sous l'égide des Nations Unies et conformément aux dispositions de sa Charte. Les parties africaine et russe ont également souligné leur responsabilité dans l'instauration d'un Ordre mondial juste et stable articulé sur les principes des Nations Unies.

III. De la participation de la République Démocratique du Congo à la Première Conférence Ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique :

Comme indiqué ci-haut, la délégation congolaise conduite par SE Madame Thérèse KAYIKWAMBA, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et Francophonie, comprenait également SE Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGGA, Ministre de la

Recherche Scientifique et Innovation. Ce dernier s'est fait accompagner de quelques experts de son Ministère, en raison de la multiplicité des thèmes qui intéressent la RDC abordés au cours de ces assises. L'Ambassade de la RDC à Moscou était également représentée son Ambassadeur qui s'est fait accompagner d'un Diplomate. Une rencontre bilatérale a été organisée entre les délégations russe et congolaise, en marge de la Conférence.



On peut retenir de la rencontre bilatérale Russie-RDC tenue en marge de la Conférence Ministérielle les informations suivantes :

3.1. Sur le plan diplomatique et sécuritaire :

- La volonté des deux parties de renforcer leurs liens dans le cadre d'un partenariat renforcé dans les domaines de la diplomatie, de la sécurité, de l'économie, avec le souci de contribuer à la construction d'un monde multipolaire ;
- La sollicitation par la RDC de l'appui de la Russie pour parvenir à une solution durable à la crise sécuritaire qui persiste dans l'Est de notre pays, notamment par la mise en œuvre des Accords de Défense signés entre les deux pays ;
- Le soutien de la Russie pour la candidature de la RDC à un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2026-2027 ;
- La nécessité de créer un cadre juridique favorable pour encourager les investissements russes en RDC (dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des infrastructures), permettant aux acteurs privés de bénéficier de relations bilatérales stables et sécurisées.
- La commémoration des 65 ans des relations diplomatique entre les deux pays, ainsi que des 65 ans depuis la création de l'Université Patrice Emery Lumumba ;
- La signature d'un Accord pour les Consultations Politiques entre les deux pays ;

Madame Thérèse KAYIKWAMBA, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et Francophonie, a écourté son séjour à Sotchi et n'a donc pas pris part aux événements de la deuxième journée, dont la clôture de la Conférence Ministérielle, afin d'aller rejoindre la délégation congolaise à la Conférence sur le climat COP 29, à Bakou, en République d'Azerbaïdjan.

3.2. Sur le plan scientifique de l'agenda russo-africain :

Son Excellence Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGHA, Ministre de la Recherche Scientifique et Innovation, ainsi que les cinq experts de son Cabinet qui l'accompagnaient ont poursuivi leur séjour conformément au programme de la Conférence Ministérielle et ont pris une part active aux différents panels en lien avec la diplomatie et la collaboration scientifiques organisés pour la circonstance. Il s'agissait notamment pour les pays programmés :

- De présenter en huit minutes leurs politiques scientifiques (projets de recherche, inventions, innovations), en gardant en tête l'équilibre de discrétion et de définir leurs attentes en rapport avec la collaboration Afrique-Russie ;
- De la présentation des programmes russes et quelques ébauches de réponses aux attentes des uns et des autres, par des haut-experts concernés (Ministres, Coordonnateurs nationaux, Directeurs Généraux, etc.) ;
- De profiter des rencontres avec des milieux d'affaires, des scientifiques, des responsables des structures russes et africaines, des institutions ou des projets à haute valeur scientifique ;

Au cours de la deuxième journée de travail, Son Excellence Monsieur Gilbert KABANDA KURHENGHA a échangé avec plusieurs Ministres sectoriels et leurs a rappelé les attentes de la République Démocratique du Congo, notamment :

- Le financement de la mise en industrie des résultats de recherche, inventions et innovations du génie scientifique congolais ;
- Une coopération scientifique et technologique intense avec la Russie, particulièrement dans tout le processus d'incubation des résultats de recherche et d'innovation technologique ;
- Un transfert de technologies russes vers la RDC dans des modalités scientifiques à convenir.

3.3 Au sujet de l'Accord sur les consultations politiques entre la RDC et la Russie :

Lors de la première journée de la Conférence Ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique, le 9 novembre 2024, nous avons tous assisté à la signature d'un Accord sur les Consultations politiques signé par les Ministres des Affaires Etrangères des deux pays (RDC-RUSSIE).



Les spécialistes des relations russo-congolaises peuvent s'interroger sur l'opportunité d'un nouvel Accord sur les Consultations Politiques, puisqu'il en existe déjà un signé, à Moscou, le 7 avril 2009 par Son Excellence Monsieur Alexis TAMBWE MWAMBA, alors Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République Démocratique du Congo, et qui est en cours d'exécution.

Dans ce premier Accord sur les Consultations Politiques de 2009⁸⁸, les deux parties s'étaient engagés, notamment, à :

- Mener des consultations politiques afin d'échanger leurs vues sur les relations bilatérales entre les deux pays, ainsi que sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun ;
- Demander à leurs missions diplomatiques auprès des pays tiers et des organisations internationales procéder aux consultations et concertations sur les problèmes qui les intéressent, examinés au cours des conférences internationales dont la République Démocratique du Congo et la Fédération de Russie sont membres ;
- Organiser à intervalles réguliers et alternativement dans l'un ou l'autre pays, à des dates à convenir de commun accord par les deux parties, des consultations sur les problèmes d'intérêt commun. L'ordre du jour étant fixé par voie diplomatique ;
- Organiser, dans la mesure de leurs possibilités, des voyages d'études entre les cadres des deux Ministères pour l'échanges d'expérience et de suivi des dossiers de coopération.

Dans les faits :

- Les premières consultations politiques ont eu lieu en 2012, avec la visite à Kinshasa du Vice-Ministre des Affaires Etrangères Russe, Michael Bogdanov.
- Un deuxième round des consultations a eu lieu à Moscou, en juillet 2013, avec l'arrivée en Russie d'une délégation de la République Démocratique du Congo conduite Monsieur MAGBENGU SWA NA EMINA MONZIA⁸⁹, alors Vice-Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Congo.
- Celles qui auraient dû avoir lieu en aout 2015 ont été reportées par la partie congolaise et attendent toujours d'être organisée.
- Dans l'entretemps du 22 au 24 mars 2017, à l'invitation du Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Régionale de la République Démocratique du Congo, Leonard CHE OKITUNDU était à la tête d'une importante délégation pour une séance de travail à Moscou⁹⁰.
- Nous devons également nous rappeler que lors du Deuxième Sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg de juillet 2023, des documents importants ont été signés, y compris un

⁸⁸ PROTOCOLE ENTRE LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA FEDERATION DE RUSSIE RELATIF A L'ORGANISATION DES CONSULTATIONS POLITIQUES., FAIT A MOSCOU LE 7/04/2009. (QUI N'A JAMAIS ETE ANNULE)

⁸⁹ Rapport sur les Concertations Politiques entre la Russie et la République Démocratique du Congo (11 juillet 2013)

⁹⁰ <https://www.mid.ru/print/?id=1544062&lang=ru>

Accord intergouvernemental sur l'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service.

- Il existe pour l'instant une vingtaine d'accords signés entre les deux pays depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques le 8 juillet 1960. Certains sont caduques, d'autres nécessitent à être rafraichis. C'est peut-être dans ce sens qu'il faut considérer la signature de l'Accord du 9 novembre 2024.

Pour rappel, la pratique des Consultations Politiques est d'usage avec beaucoup de pays et sert de moyen pour identifier et discuter pour partager les points de vue sur des questions marquantes qui peuvent alimenter une coopération effective, concrète et dynamique entre deux pays. Elles peuvent se réaliser à trois niveaux :

- Au niveau des Ministres des Affaires Etrangères ;
- Au niveau des Vice-Ministres des Affaires Etrangères ;
- Au niveau des Cadres du Ministère des Affaires Etrangères, comme au niveau des Directions.

3.4. Au sujet de la commémoration du 65eme anniversaire de la création de l'Université Patrice Emery Lumumba en 2025 (ex. Université de l'amitié des peuples-RUDN) :

Au sujet de l'Université Patrice Emery Lumumba, des chapitres entiers peuvent être écrits. On retiendra cependant quelle est une université publique de recherche située à Moscou, en Russie. Elle a été créée en 1960 par une résolution du Comité Central du PCUS⁹¹ et du Conseil des Ministres de l'URSS⁹² pour aider à former les cadres des pays qui avaient récemment obtenu leur indépendance des puissances coloniales⁹³. L'objectif principal de l'Université était de former du personnel d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. L'université a également contribué à promouvoir les objectifs de la politique étrangère soviétique dans les pays non alignés. En 1992, elle a été renommée Université de l'Amitié des Peuples (RUDN) en raison de la nouvelle vision, plus ouverte sur le monde qu'elle s'était assignée. Puis, elle a repris son ancien nom, en mars 2023, à la suite des requêtes introduites auprès des autorités de la Fédération de Russie par la République Démocratique du Congo. Il n'y a actuellement que 80 étudiants congolais sur les 33.000 étudiants que compte cette Université.

⁹¹ Le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS)

⁹² Union des républiques socialistes soviétiques

⁹³ "Décret du Comité central du PCUS, Conseil des ministres de l'URSS du 05.02.1960 N 130 "Sur l'organisation de l'Université de l'amitié des peuples"". consultant.ru. 2022-10-11. Archivé de l'original le 2022-07-06. Récupéré le 2022-10-11



La commémoration, en 2025, du 65eme anniversaire de la création de l'Université Patrice Emery Lumumba par les autorités russes et congolaises pourrait constituer une occasion de renforcer la coopération de cette université avec les responsables de l'enseignement supérieur et universitaire de la RDC, pour que cette noble institution accueille plus d'étudiants, des chercheurs et de professeurs congolais dans les diverses formations qu'elle offre. Les deux parties pourrait en profiter pour rafraichir l'accord⁹⁴ qui a été signé en 2012 avec l'Université de Kinshasa, afin que celui-ci soit renforcé et étendu aux autres universités de la République Démocratique du Congo.

Il faut surtout que les plus hautes autorités de la République Démocratique du Congo témoignent de leur reconnaissance envers la Russie qui a su honorer le combat de notre héros national Patrice Emery Lumumba par une visite et des conférences au sein de cette noble institution. Ce qui n'a pas encore été le cas depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays en 1960

IV. Observations/recommandations :

⁹⁴ Accord de coopération entre l'Université de Kinshasa et l'Université de l'Amitié des Peuples du 01/08/2012

A la lumière de tout ce que nous avons pu écrire ci-dessus, et sous réserve d'informations ultérieures qui pourraient utilement venir nous compléter et nous enrichir, nous pouvons formuler les recommandations ci-après :

- Que les prochaines Consultations Politiques soient l'occasion de revisiter tous les accords qui existent entre les deux pays pour en évaluer le degré d'application et/ou leur éventuelle actualisation ;
- Que les engagements qui ont été pris à Sotchi en 2019 se traduisent par des réalisations concrètes sur le terrain ;
- Que les attentes spécifiques, notamment celles exprimées par Son Excellence Madame Thérèse Kayikwamba et par Son Excellence Monsieur le Ministre de la Recherche Scientifique et innovation face l'objet des séances de travail plus approfondies entre les deux parties pour leur matérialisation, à savoir :
 - L'appui de la Russie pour parvenir à une solution durable à la crise sécuritaire qui persiste dans l'Est de notre pays, notamment par la mise en œuvre des Accords de Défense signés entre les deux pays ;
 - Le soutien de la Russie pour la candidature de la RDC à un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2026-2027 ;
 - La nécessité de créer un cadre juridique favorable pour encourager les investissements russes en RDC (dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des infrastructures), permettant aux acteurs privés de bénéficier de relations bilatérales stables et sécurisées
 - Le financement de la mise en industrie des résultats de recherche, inventions et innovations du génie scientifique congolais ;
 - Une coopération scientifique et technologique intense avec la Russie, particulièrement dans tout le processus d'incubation des résultats de recherche et d'innovation technologique ;
 - Un transfert de technologies russes vers la RDC dans des modalités scientifiques à convenir.
 - Que les autorités congolaises prennent un plus grand soin sur le profilage des ressources humaines à envoyer en poste à l'étranger, pour être sûrs que les personnes concernées soient qualifiées pour représenter valablement le pays et être en mesure de travailler avec leur homologue dans les pays d'accueil sur les questions l'agenda bilatéral et international ;
 - Que les diplomates congolais ne soient pas laissés à l'abandon dans les pays d'accueil, comme c'est le cas pour certains, laissé à leur triste sort sans protection, sans visas, sans ressources et sans la moindre assistance de la part de leurs Ambassades. Il en va de l'honneur de notre pays.

Fait à Moscou, le 14 novembre 2024

FORUM ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PETERSBOURG (SPIEF - 2025⁹⁵)

UNE GRANDE OPPORTUNITE POUR LA RDC

Il se tiendra du 18 au 21 juin 2025, au Centre de Congrès et d'exposition ExpoForum à Saint-Petersbourg, la 28eme édition du Forum **Economique International de Saint-Petersbourg (SPIEF 2025)**.

Le SPIEF est l'un des événements commerciaux les plus importants et les plus importants au monde. Le SPIEF se tient chaque année depuis 1997. Depuis 2006, le Forum se tient sous le patronage et avec la participation du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine.

SPIEF est un espace de dialogue et de développement des relations d'affaires qui n'a pas d'analogues. C'est l'occasion de trouver des partenaires pour le développement des affaires en Russie et à l'étranger, d'élargir le cercle des clients et des fournisseurs, de contacter les décideurs, d'attirer l'attention des investisseurs potentiels et des principaux médias.

<https://forumspb.com/en/about/?lang=fr>



Le SPIEF s'est imposé comme un événement mondial clé où les problèmes économiques modernes auxquels sont confrontés la Russie, les marchés en développement et le monde dans son ensemble sont discutés de manière pratique, des décisions pratiques sont prises, des projets innovants à grande échelle sont lancés et de nouvelles approches pour adapter l'économie mondiale aux conditions modernes prennent forme. Plus de 21 800 participants de 139 pays ont pris part au SPIEF 2024 dans des formats réels et virtuels. Plus de 1 073 accords d'une valeur totale de 6 492 milliards de roubles ont été signés lors du Forum. Plus de 2 100 représentants de plus de 45 pays et territoires ont participé à des événements sectoriels et thématiques consacrés à la coopération internationale des PME et à la sécurité des médicaments.

⁹⁵ <https://forumspb.com/?lang=ru>

Plus de 4 500 personnes ont participé aux événements du Forum économique international de la jeunesse.⁹⁶

Chaque année, le **Forum Economique International de Saint-Petersbourg** sert de plate-forme pour discuter des questions clés de l'économie mondiale, de l'intégration régionale et du développement de nouveaux secteurs industriels et technologiques, ainsi que des défis mondiaux auxquels la Russie et les autres pays doivent faire face. Les événements du Forum se déroulent traditionnellement sous la forme de tables rondes de débats télévisés, de petits-déjeuners d'affaires et de dialogues d'affaires consacrés aux relations de la Russie avec divers pays. Les grandes entreprises russes et internationales ayant le statut de partenaire de forum ont la possibilité de présenter leurs produits et services et d'organiser des espaces de réseautage thématiques. La **SPIEF Investment & Business Expo** est une plate-forme sur le site du Forum où les entreprises peuvent présenter leurs projets d'investissement russes et internationaux prometteurs, leurs solutions B2B et leurs technologies.

Les participants au SPIEF comprennent des représentants des milieux d'affaires, des chefs d'organisations internationales, des fonctionnaires, des experts, des scientifiques et des journalistes.



OPPORTUNITES UNIQUES DU SPIEF 2025⁹⁷ :

— **Une plateforme d'échanges** : rencontrer des collègues, des partenaires, des experts et des dirigeants du monde entier, des représentants du monde politique, de la science et de la culture, et des journalistes. Le Forum dispose d'un large éventail de lieux d'échanges et de services : bourse aux contacts, zones de mise en réseau, salons de pays étrangers,

⁹⁶ <https://youtu.be/PskJR4JYTZU?si=DpB9 TCJ0pABnDhO>

⁹⁷ <https://www.forumspb.com/en/about/?lang=fr>

exposition SPIEF Investment & Business Expo, zones-lounges thématiques, salles de réunions.

— **Des discussions qui changent le monde** : rencontrer des représentants gouvernementaux russes et étrangers, les membres des délégations étrangères, y compris du BRICS, de l'OCS et de la CEI. Le traitement, l'analyse et la présentation des problèmes et tendances majeurs qui exercent une influence sur la Russie, les pays émergents et le monde entier.

— **L'échange d'expérience et de savoir-faire** : présentation et développement d'opportunités d'affaire, formation de nouvelles tendances sur la base d'approches technologiques, informations ciblées sur ces nouvelles technologies.

— **Promotion et médiatisation** : présence sur le Forum d'agences de presse russes et internationales, duplex avec les grandes chaînes de télévision durant toute la durée des rencontres, possibilité d'organiser des conférences de presse sur le site du Forum.

— **Un vaste programme culturel** : mise en place de plateformes complémentaires d'échanges informels. Les participants au Forum ont la possibilité de séjourner dans la capitale culturelle de la Russie au mois de juin, à la veille de la saison unique des nuits blanches, de voir les meilleures mises en scène des théâtres de Saint-Petersbourg liées au déroulement du SPIEF et de participer à des opérations caritatives.

— **Le programme sportif** : possibilité d'assister et de participer à des compétitions sportives, des jeux d'entreprise, des matchs de hockey sur glace et de football tout en établissant des contacts dans une atmosphère de saine amitié sportive et d'échange informel.

— **Le conseil en investissements et la promotion du développement des projets commerciaux** : il s'agit d'un service de conseil sur le développement et l'accompagnement de projets mis en place spécialement par la Fondation « ROSCONGRESS » pour aider les entreprises étrangères sur les marchés de Russie et de la CEI.



https://youtu.be/PskJR4JYTZU?si=DpB9_TcJ0pABnDhO

Une opportunité pour la RDC :

La situation actuelle de notre pays, le rôle que celui-ci est amené à jouer dans les échanges économiques mondiaux, notre volonté de nous orienter vers l'émergence, tout cela exige que nous soyons présents à ce forum, et pas seulement pour serrer des mains et y faire de la figuration, mais pour y apporter notre contribution dans ce rendez-vous du « donner et du recevoir ». Qu'il s'agisse des questions sécuritaires, de l'exploitation des mines ou des hydrocarbures, de la détection des sites des ressources minières, de l'éducation et de la recherche scientifique, notre pays a besoin de partenaires fiables en mesure de nous accompagner pour relever tous les défis qui s'imposent à nous.



Comme on le voit pour d'autres pays, la préparation de notre participation à cet événement d'une grande importance économique doit commencer dès à présent. La représentation de la RDC à ce Forum doit être significative et ouverte à tous les acteurs en capacité de porter haut les couleurs de notre grande nation (des milieux d'affaires, des fonctionnaires, des experts, des scientifiques et des journalistes, etc.). Il nous faut donc éviter, comme cela a été si souvent le cas par le passé, une gestion privée de notre participation, souvent réservée à des connaissances ou à des amis que l'on veut aider ou dont on veut s'attirer les bonnes grâces. **Ce genre de forum est aussi l'occasion de plusieurs activités occultes (réservées aux initiés), d'espionnage (recherche de d'information stratégiques) ou de géopolitique. Il faut donc être préparé à y face en toute responsabilité. C'est donc déjà maintenant que doit se préparer notre participation avec les moyens humains et financiers qui conviennent en pareilles circonstances, et dont les détails sont connus.**



Cette année, il serait souhaitable que la RDC y figure en bonne place, à la mesure de ses ambitions. Une partie de notre futur proche peut s'y jouer. Pour ce faire, il nous paraît important de souligner que :

- Désormais, la préoccupation majeure des décideurs politiques de ce monde est d'assurer le développement économique tout en préservant notre environnement. En effet, les problèmes actuels et les perspectives d'un développement durable de l'économie mondiale sont particulièrement d'actualité, car de nombreux événements dans le monde, tels que la transformation des unions économiques internationales, l'inégalité sociale croissante, l'instabilité des relations commerciales et politiques sur l'économie mondiale. En outre, le développement durable en tant que sujet est également pertinent du point de vue de la préservation de l'environnement, de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et de la satisfaction de nos besoins sans nuire aux générations futures. Ces sujets qui intéressent les dirigeants politiques et économiques du monde feront l'objet des échanges entre les dirigeants du monde qui étaient présent au Forum ;

- La table-ronde Russie-Afrique, qui y sera organisée aura également pour objectif de permettre aux participants de bien préparer le prochain Sommet Russie-Afrique d'octobre 2019, au cours duquel les deux parties devraient aboutir à un partenariat renforcé pour des réalisations concrètes. Plusieurs structures de la Fédération de Russie, représentées au Forum, y contribuent- (Le Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, le Ministère de l'économie et du développement de la Fédération de Russie, la Commission Economique Eurasiatique, la banque d'investissement AFEXIMBANK, l'Institut pour les Etudes Africaines de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie, etc.)

Vive les relations Russie-RDC !!!

Fait à Moscou, le 19 mai 2025

Joseph KINDUNDU MUKOMBO

Téléphone : +7(985)0626254

jmkindundu@gmail.com

4ème Partie : Quel avenir pour les relations russo-congolaises dans un monde globalisé et multipolaire

XIII. 20 PROPOSITIONS POUR UN PARTENARIAT D'AVENIR ENTRE LA RDC ET LA RUSSIE.

Avec la nouvelle dynamique insufflée à Sotchi, en 2019, et consolidée en novembre 2024, les relations russo-congolaises sont à la croisée des chemins. Un nouvel agenda positif et une vision des intérêts des deux pays, à long terme, s'imposent. Le partenariat bilatéral est en effet indissociable des processus Russo-africains. La diplomatie entre les deux pays doit être au cœur d'un nouveau dynamisme économique pour notre pays, puisque la RDC doit être une nation créative pour devenir compétitive dans le monde. C'est dans cette optique que je formule les 20 propositions ci-après, pour un partenariat stratégique RDC-Russie tourné vers l'avenir.

13.1. RENFORCER LA COOPERATION UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE :

Dans un monde globalisé, où les savoirs constituent un actif stratégique, la coopération bilatérale en matière universitaire et scientifique doit être considérée comme prioritaire. Son impact pour la Russie et pour la RDC peut être considérable, en termes d'influence, de rayonnement et de retombées économiques. Nos deux pays devraient notamment œuvrer au renforcement de la mobilité et de la coopération en sciences de l'ingénieur et sciences exactes, avec pour objectif de favoriser les coopérations universitaires dans des secteurs de technologies avancées et d'innovation en y associant les entreprises des deux pays engagés dans des partenariats industriels dans ces secteurs, ainsi que les autorités en provinces.

13.2. APPROFONDIR LA REFLEXION POUR DES PARTENARIATS INDUSTRIELS DANS LES SECTEURS DES MINES, AGRICULTURE, MEDECINE, SPATIAL, NUCLEAIRE ET DE L'ARMEMENT :

La RDC et la Russie disposent d'une base scientifique et industrielle qui offre des possibilités de collaboration dans les divers secteurs économiques des deux pays. Des coopérations pourraient être initiées ou approfondies dans certains segments cruciaux pour l'avenir tels que l'agriculture, les mines, les infrastructures de bases, armement, le secteur de la santé, etc... Les équipements militaires russes pourraient offrir aux FARDC des capacités accrues pour la protection des frontières nationales et la défense du territoire. Le marché russe peut devenir un relais de croissance pour l'industrie minière de la RDC, tout comme le secteur des produits et fruits exotiques ;

13.3. PLANIFIER ET CONDUIRE CONJOINTEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX :

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie a une responsabilité particulière en matière de stabilité et de paix. Des opérations conjointes, ouvertes à des pays tiers, seraient une contribution majeure à la sécurité internationale. Elles permettraient également de donner corps à l'accord de coopération militaire et technique, ratifié par la

RDC en juillet 2018. Dans un premier temps, Moscou et Kinshasa initieraient des missions communes sur des théâtres où leurs intérêts convergent.

13.4. INSTAURER UN « PLAN TOURISME » RDC -RUSSIE :

Le secteur du tourisme revêt des enjeux économiques et humains considérables pour la relation RDC-Russie. La Russie peut participer, par des investissements et son expertise, au développement du secteur touristique en RDC, source de croissance non négligeable. Une augmentation du flux de touristes russes en RDC contribuerait à la réduction de son déficit extérieur. L'accroissement du nombre de touristes congolais visitant la Russie permettrait de modifier les perceptions et l'image de la Russie, phénomène observé depuis l'indépendance, qui voudrait que les congolais soient enclins à visiter beaucoup plus les pays occidentaux. Une conférence RDC-Russie réunissant les principaux acteurs du secteur touristique et les pouvoirs publics de nos deux pays pourrait être organisée en 2020-2021 avec pour objectif d'élaborer un plan d'actions concret pour 2021-2030.

13.5. CREER UN FORUM DES SOCIETES CIVILES :

L'une des principales faiblesses de la relation RDC-Russie réside dans l'étroitesse de sa base sociologique. Malgré une sympathie mutuelle indéniable, les sociétés de nos deux pays ne se connaissent pas. Le dispositif intergouvernemental devrait être suffisamment étoffé, la création d'un forum des sociétés civiles — qui se réunirait une fois par an pour discuter des grands sujets du moment — est de nature à combler quelque peu le déficit d'informations et de dialogue entre les peuples de nos deux pays.

13.6. FAVORISER LES INVESTISSEMENTS RUSSES EN RDC :

Le stock des investissements directs russes en RDC est très faible. Deux facteurs au moins expliquent cette distorsion : d'une part, la RDC commence à peine à être perçue par la génération actuelle des décideurs économiques russes comme une terre d'investissement industriel ; d'autre part, le manque d'informations suffisantes sur la Russie en RDC conduit certains acteurs (banques, responsables régionaux, etc.) à adopter une position négative sur les dossiers impliquant des investisseurs russes. Ils sont en outre susceptibles de participer aux piliers du programme gouvernemental. Afin d'envoyer un signal politique fort aux partenaires russes et aux acteurs congolais, le Président de la République pourrait recevoir les hommes d'affaires russes qui visiteraient la RDC, afin de rencontrer les décideurs et opérateurs congolais qui seraient intéressés par un partenariat gagnant- gagnant.

13.7. DEVELOPPER LA COOPERATION DECENTRALISEE :

Les 26 provinces congolaises recèlent un potentiel de croissance important, dont pourraient profiter les entreprises russes. Avec le processus de décentralisation, les Gouvernements provinciaux ont désormais d'importantes prérogatives en matière économique. Un travail

de sensibilisation systématique sur le potentiel de la RDC et de ses provinces devra être engagé avec le concours de l'ANAPI, des agences de développement, des pôles de compétitivité et des milieux d'affaires provinciaux.

Pour être efficaces et pérennes, les actions envisagées devront être axées autour de thématiques porteuses (attractivité territoriale, développement et services urbains, recherche et enseignement supérieur) et combiner volet économique, culturel et linguistique.

13.8. METTRE SUR PIED UN CONSEIL CONJOINT POUR LES QUESTIONS DE SECURITE :

La Russie et la RDC sont confrontées à de nouvelles menaces, telles que le terrorisme, la cybercriminalité, les trafics de drogue, les armes biologiques et la montée en puissance de groupes mafieux. Traitées jusqu'ici par les services de sécurité intérieure, ces menaces sont, par essence, internationales. Dans ce contexte, le Conseil Conjoint pour les questions de Sécurité, à mettre sur pied, pourrait se réunir une fois par an, et impliquerait les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, les ministres de l'Intérieur et les représentants des structures de sécurité en charge de ces dossiers.

13.9. ACCROITRE LE ROLE DES GROUPES D'AMITIE PARLEMENTAIRES :

Les députés de nos deux pays n'ont que rarement des contacts formels et suivis. Il en va de même entre le Sénat et le Conseil de la Fédération de Russie. Dans ce contexte, les groupes d'amitié parlementaires ont vocation à jouer un rôle plus actif, afin de sensibiliser les Députés et les Sénateurs à l'importance de la relation politique et économique bilatérale. Des séminaires d'experts et des auditions sur la Russie, et sur la RDC, pourraient être organisées de façon régulière à l'Assemblée Nationale, au Sénat, à la Douma d'Etat et au Conseil de la Fédération de Russie.

13.10. LANCER UN PARTENARIAT EN MATIERE AEROPORTUAIRE ET DE CONTROLE AERIEN :

La modernisation des infrastructures de transport figure parmi les priorités du Gouvernement congolais. La Russie possède quant à elle des compétences reconnues en matière de gestion aéroportuaire et de contrôle aérien. Des coentreprises spécialisées dans la production de matériels pourraient être créées, et viser, au-delà du marché congolais, les pays de la sous-région. Une telle coopération, compte tenu de son caractère sensible, ne pourra être mise en œuvre qu'avec le soutien politique des plus hautes autorités russes et congolaises.

13.11. FONDER UN DETACHEMENT RDC - RUSSIE DE SECURITE CIVILE :

L'amitié entre les peuples se nourrit de symboles et d'initiatives concrètes. Pourrait être envisagée une coopération plus étroite entre la Sécurité civile congolaise et le Ministère russe des situations d'urgence. Partage d'expertise et d'expérience, exercices bilatéraux en vue d'interventions conjointes lors de grandes catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, feux de forêt) ou de situations spécifiques (attentats, accidents industriels, évacuation massive de civils) seraient la première étape. La création d'un détachement RDC-Russie en constituerait la seconde.

13.12. RAPPROCHER LES COURS DES COMPTES RDC ET RUSSE :

Contrôler les comptes de l'Etat, veiller à l'efficacité de la dépense publique, lutter contre la fraude, les détournements et la corruption, contribuer à la transparence de l'Etat vis-à-vis de ses citoyens constituent les missions principales des Cours des comptes en RDC et en Russie. Dans nos deux pays, ces institutions connaissent depuis quelques années un renforcement de leur rôle et de leur prestige. Pourraient, dans un premier temps, être mis en place des échanges d'expertise puis de véritables programmes de coopération entre les Cours des comptes congolaise et russe.

13.13. COOPERER EN MATIERE DE POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE :

La santé est une priorité réaffirmée du gouvernement congolais. Le programme du Gouvernement, en matière de santé, a pour objectif global un accroissement de l'espérance de vie et améliorer la santé des congolais. Face à ces besoins immenses, la Russie apparaît comme un partenaire naturel de la RDC. Au-delà des actions concrètes, comme la livraison à la RDC de deux laboratoires mobiles pour la lutte contre les pandémies, en décembre 2019, et des équipements médicaux, en mai 2020, les deux pays devraient coopérer (échanges de médecins et d'étudiants, partenariats hospitaliers et en matière de recherche), notamment pour la prévention des risques. La RDC et la Russie devraient encore davantage travailler conjointement sur des défis communs, tel que le vieillissement de la population, la prévention des pandémies, etc.

13.14. METTRE EN PLACE UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DEFIS MIGRATOIRES :

La gestion des flux migratoires constitue une préoccupation partagée des gouvernements congolais et russe, ainsi que des sociétés de nos deux pays. Parce que ce sujet stratégique, économiquement essentiel, et politiquement sensible ne doit pas faire le jeu de forces extrémistes, il importe de disposer d'une réflexion approfondie sur les questions migratoires et de partager les expériences en matière de politique d'intégration par exemple.

13.15. SE PREPARER CONJOINTEMENT AUX GRANDS EVENEMENTS SPORTIFS :

Outre les coopérations en matière économique (infrastructures sportives et de transport), la RDC et la Russie auraient intérêt à travailler ensemble sur les aspects sécuritaires de ces grands événements. Des rencontres entre les Maires et les Gouverneurs des provinces des villes concernées par les grands événements sportifs pourraient également être organisées dans le cadre de la coopération décentralisée RDC-Russie.

13.16. FEDERER LES ASSOCIATIONS, GROUPES ET ONG LIEES A LA RDC EN RUSSIE ET A LA RUSSIE EN RDC :

De nombreuses associations, groupes et ONG œuvrant dans des domaines très divers (enseignement, culture, humanitaire, etc.) participent déjà à la relation russo-congolaise. Elles sont cependant en petit nombre et très dispersées. La création d'une plate-forme, qui fédérerait les différents acteurs en RDC et en Russie, permettrait de tisser des réseaux utiles pour l'action, le rayonnement et l'influence de nos pays. Cet effort pourrait porter, dans un premier temps, sur les étudiants qui suivent ou ayant suivi une formation en Russie et en RDC. La diaspora congolaise en Russie a également vocation à jouer un rôle important dans le dialogue entre les sociétés de nos deux pays.

13.17. COORDONNER NOS EFFORTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DE LA SADC ET DE LA REGION DES GRANDS LACS :

Plusieurs pays membres de la SADC et de la région des grands lacs sont en proie à l'instabilité et à des conflits internes et externes. Cette situation est aggravée avec les pandémies telles que Ebola et, maintenant, le Covid 19. Les trafics illicites en tous genres, notamment des ressources minérales et de la drogue ne sont pas en reste.

La lutte contre la pauvreté et le développement de ces pays sont la clé du problème. La Russie pourrait contribuer aux programmes d'aide à ces régions. Ces programmes gagneraient en efficacité à être coordonnés, conjointement, dans leur conception et leur mise en œuvre.

13.18. ŒUVRER CONJOINTEMENT A LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE :

La Russie est une grande productrice et exportatrice de produits agricoles. La RDC, comme la Russie, dispose de grandes étendues arables. Les évolutions démographiques mondiales font de la sécurité alimentaire l'un des défis globaux les plus importants. La Russie et la RDC peuvent œuvrer conjointement à la valorisation du potentiel agricole congolais, et ainsi à la stabilité des marchés alimentaires. Concrètement, cette coopération peut se mettre en place aussi bien dans un cadre bilatéral que dans le contexte régional, avec les autres pays de la sous-région des Grands lacs et de la SADC. La RDC a également intérêt à une coopération approfondie avec la Russie en vue de la modernisation de son agriculture et de l'amélioration de ses chaînes logistiques notamment.

13.19. METTRE EN PLACE UN DIALOGUE SUR LA STABILITE STRATEGIQUE :

La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, et la RDC, actuellement à la vice-présidence, puis, en 2021, à présidence de l'Union Africaine, chacune de son côté, devrait ouvrir un dialogue sur des questions relatives à la stabilité stratégique avec les principaux acteurs des relations internationales. Un dialogue permanent entre la RDC et Russie, au niveau des experts, pourrait être mis en place, pour harmoniser leurs points de vue sur les grandes questions stratégiques liées à la stabilité et à la sécurité de nos Etats.

13.20. INVITER LA RUSSIE AUX GRANDES CEREMONIES COMMEMORATIVES EN RDC :

La participation des représentants de la Russie, aux grandes cérémonies commémoratives de la RDC serait un symbole fort. Et vis-versa. Elle rappellerait la fraternité et l'amitié entre nos deux peuples et permettrait de renforcer les liens qui existent entre les deux pays depuis 60 ans.

XIV. QUELQUES ACCORDS SIGNES OU EN PERSPECTIVES ENTRE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LA FEDERATION DE RUSSIE :

I. Sur le plan politique et diplomatique :

	DATE	ACCORDS	OBSERVATIONS
1.	1/04/2009	Protocole entre le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la RDC et le Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie relatif à l'organisation des consultation politique, signé à Moscou, le 1/04/2009 ;	Les dernières consultations politiques se sont tenues à Kinshasa, lors de la visite de Mr KRATCHENKO, Directeur du Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères, du 6 au 10/11/2020 ;
2.	21/09/2010	Accord entre l'Académie Diplomatique congolaise et l'Académie Diplomatique du Ministère russe des Affaires Etrangères du 21/09/2010.	20 fonctionnaires du Ministère congolais des Affaires Etrangères sont attendus en 2020 à Moscou pour suivre un séminaire sur les techniques de négociation. L'Ambassade pourra assurer l'accompagnement administratif des candidats retenus.
3.	27/07/2023	Accord sur l'exemption des visas pour les passeports diplomatiques et de service	Les détenteurs de ces passeports bénéficient de 90 jours sans visa sur le territoire russe

II. Sur le plan économique et communication :

2.1. Economique :

Nº	DATE	ACCORDS	OBSERVATIONS
4.	10/12/1976	Accords de navigation maritime du 10/12/1976.	A réactualiser en cas de nécessité
5.	10/12/1976	Accord de coopération économique, scientifique, technique et culturel du 10/12/1976.	A réactualiser en cas de nécessité
6.	07/04/1974	Accord aérien du 07/04/1974.	A réactualiser pour contribuer à l'augmentation des échanges entre les deux pays.
7.	25/05/2010	Accord de coopération entre la FEC et la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Fédération de Russie du 25/05/2010.	- Deux Forum Economiques se sont tenus ; le premier, à Moscou, le 06/04/2009, lors de la visite de S.E. Monsieur Alexis TAMBWE MWAMBA, Ministre des Affaires Etrangères, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires ; le deuxième, à Kinshasa, du 24 au 25/05/2010. A l'issue de ces Forums l'Accord a été signé - Il y a lieu d'envisager des rencontres entre les deux Chambres de Commerce pour redynamiser les échanges commerciaux entre les deux pays.
8.	23/10/2019	Mémoire de coopération entre la compagnie des « Chemins de fer de Russie » et le Ministère des Transports et des Communications. Le 23/10/2019	Une délégation russe du secteur des chemins de fer était attendue en janvier 2020 à Kinshasa, à l'invitation du Ministère des Transport de la RDC. A actualiser.

9.	En projet	Projet d'Accord sur la Promotion et la Protection réciproques des investissements	Le contre-projet congolais a été transmis à la partie russe par note verbale №131.8.3.1/00271/2009 du 23/12/2009 La partie russe nous a informé que le contre-projet est en examen par les Ministères russes des Affaires Etrangères et du Développement Economique (cfr Msg №132.48/02/097/2018 du 05/07/2018).
10.	En projet	Projet d'Accord de coopération dans le secteur minier	A l'examen par la partie congolaise depuis 2014 ; Il semblerait que le Ministère des Mines a signé le 17/02/2017 un protocole avec une société sud-africaine «X-CALIBUR holding » spécialisée dans les études géophysiques du sous-sol.
11.	En projet	Mémorandum d'entente entre les Ministères des Ressources Naturelles et de l'Ecologie de la Fédération de Russie et le Ministère des Mines de la RDC sur la coopération dans le domaine géologique et dans l'utilisation des ressources naturelles.	A l'examen par la partie congolaise
12.	En projet	Accord de coopération entre Roscongress et l'ANAPI.	A obtenir de la part des autorités de la RDC
13.	En projet	Accord de coopération entre Roscongress et la FEC.	A obtenir de la part des autorités de la RDC
14.	En projet	Projet de mémorandum d'entente entre le Ministère des Affaires Etrangères de la république démocratique du Congo et le comité de coordination pour la coopération économique avec les pays africains (AFROCOM), de la Fédération de Russie	A obtenir de la part des autorités congolaises

2.2 Communication et médias :

№	Date	ACCORDS	OBSERVATIONS
15.	25/05/2019	Accord de coopération entre l'Entreprise Fédéral Unitaire d'Etat, Agence d'information » Rossiya Segodnya International Information Agency et la Radio-Télévision Nationale Congolaise (RTNC).	Deux journalistes russes, ANTONOV Aleksandr et AFANASYEVA Anna se sont rendus à l'invitation de la RTNC, en octobre 2019 à Kinshasa. Plusieurs ateliers de renforcement de capacité ont eu lieu entre les deux structures, avec le concours de l'Ambassade de la Russie à Kinshasa.

III. Sur le plan culturelle et scientifique :

	DATE	ACCORD	OBSERVATIONS
16.	10/12/1976	Accord de coopération économique, scientifique, technique et culturel entre l'URSS et la République du Zaïre	Les deux parties doivent se réunir pour donner du contenu à cet accord

17.	14/04/1988	Protocole de coopération culturelle et scientifique entre l'URSS et la République du Zaïre	Il était convenu de l'octroi de 30 bourses d'études aux congolais. Aujourd'hui la Russie octroie 60 bourses d'études à la RDC ;
18.	01/08/2012	Accord de coopération entre l'UNIKIN et l'Université russe de l'amitié des peuples	Plusieurs délégations se sont rendues à Kinshasa, notamment à l'Université Libre de Kinshasa
19.		Projet de convention d'accord-cadre de coopération proposé en son temps par le Ministère de la coopération internationale	

IV. Sur le plan de la Sécurité et des affaires humanitaires :

4.1. Sécurité :

	DATE	ACCORD	OBSERVATIONS
20.	21/07/1999	Un accord en vigueur : Convention de coopération militaire et technique entre la RDC et la Fédération de Russie	la Convention de Coopération Militaire et Technique, signée le 21 juillet 1999 entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et celui de la République Démocratique du Congo, ratifiée par le Parlement congolais et dont la Loi N°18/008 du 09 juillet 2018 promulguée par le Président de la République, avait été publiée dans le Journal Officiel, sous le numéro spécial du 23 Juillet 2018 Les Chefs d'Etat, S.E.M. TSHISEKEDI TSHILOMBO et S.E.M. Vladimir Poutine, ont discuté de la mise en œuvre de cette convention le 23 octobre 2019 à Sochi et chargé leurs Ministres de défense à définir le modus operandi ; C'est dans cet élan qu'un accord de livraison d'armes et munitions a été signé en juillet 2020 et la livraison est intervenue en janvier-février 2021 Il y a lieu également de noter la formation des pilotes militaires et des policiers en 2019. Au chapitre des visites, le Ministre congolais de la Défense était venu à Moscou, accompagné de sept généraux en 2018. Des experts militaires russes ont été également en RDC en 2021.
21.		Un accord en élaboration : Accord de coopération militaire nouvelle génération :	Les travaux d'élaboration entre les experts du Ministère congolais de la défense et l'attaché militaire russe à Lagos qui a Kinshasa sous sa juridiction avaient débuté ont débuté en 2020 et évoluent bien
22.		Projet d'Accord sur l'extradition	Le contre-projet congolais a été transmis à la partie russe par note verbale №130.04/0594/2010 du 26/11/2010
23.		Un accord en négociation : Projet d'accord de coopération entre le Ministère de l'Intérieur de la RDC et celui de la Fédération de Russie.	La partie russe a soumis à la partie congolaise ce projet d'accord en 2019 pour contre-proposition. La partie congolaise y travaille.

4.2. Humanitaire :

	DATE	ACCORDS	OBSERVATIONS
24.	23/10/2019	Un accord dans le domaine sanitaire signé entre le Ministère congolais de la santé et le service fédéral de Contrôle de la Sécurité des Droits des Consommateurs et de la Prospérité de l'Homme, signé le 23 octobre 2019 à Sotchi.	1.1. Livraison par la Russie à la RDC des deux laboratoires mobiles le 23 décembre 2019 ; 1.2. Visite des experts épidémiologies russes à Kinshasa 1.3. Visite en perspectives à Kinshasa d'ici novembre 2022, des médecins spécialistes russes pour former leurs homologues congolais. Il s'agit de : 1.3.1. Urgentistes des hôpitaux ; 1.3.2. Urgentistes des catastrophes ; 1.3.3. Traumato-orthopédistes ; 1.3.4. Chirurgiens

XVI. QUELQUES ENTREPRISES RUSSES INTERESSEES A INVESTIR EN RDC

Elles sont 15 entreprises russes à avoir manifestées l'intérêt d'investir en Rd Congo. Certaines de ces entreprises se sont déjà positionnées en Afrique pour exploiter les opportunités d'affaires de ce continent, surtout dans les pays à fortes potentialités.

1. Groupe GAZPROM : Groupe international russe d'entreprises engagés dans des projets pétroliers et des ressources minérales à travers le monde, notamment en Afrique, Amérique du Sud, et dans le Moyen-Orient, il constitue l'une des structures sur lesquelles l'État russe, qui y exerce un grand contrôle, et s'appuie pour construire une relation économique et industrielle avec les pays où elles s'installent. Partout où il s'implante, GAZPROM se fait accompagner de sa branche financière GAZPROMBANK, pour sécuriser ses investissements sur le plan financier.

2. Banque VTB : Cette banque nourrit des ambitions pour la RDC. C'est la plus grande banque russe d'investissement. Fournisseur mondial de services financiers, VTB a plus de 20 établissements de crédit et sociétés financières opérant dans tous les domaines clés des marchés financiers.

3. Russia Calling : Cette société aide à créer des conditions qui permettent aux sociétés russes de continuer à bien fonctionner sur les marchés globaux, aussi bien à préparer le terrain pour les investissements des sociétés multinationales en Russie.

4. Ulyanovsky Avtomobilny Zavod (UAZ) : Ce constructeur automobile est le fabricant russe des légendaires SUV UAZ, véhicules utilitaires légers et fourgonnettes. Il a acquis sa renommée de fournisseur digne de confiance en matière de défense dans de nombreux pays.

5 United Wagon Company : C'est le fabricant des wagons pour le transport des marchandises, notamment en ce qui concerne l'augmentation de la capacité de charge et l'amélioration de la sécurité ferroviaire.

6. Baldraga Ltd : C'est une société spécialisée dans les travaux de génie hydraulique, de dragage et de remise en état en Russie et dans le monde depuis 1996. Cette société a une expérience dans le dragage des canaux d'accès, des ports, dans les travaux de rotation, d'entretien et de remise en état de nouveaux territoires. Elle possède également une expérience de dragage dans des projets tels que la construction de ponts et de gazoduc (formation de tranchées et remblayage).

7. Zarubezhneft Joint Stock Company : C'est la société pétrolière et gazière publique. Elle est active dans la production de pétrole et de gaz depuis plus de 50 ans. Zarubezhneft regroupe aujourd'hui une vingtaine d'entreprises modernes, notamment des entités scientifiques, de recherche et de conception spécialisées dans le développement de champs de pétrole complexes et matures avec une production en déclin.

8. Kamaz : C'est l'entreprise qui fabrique des véhicules automobiles très solides. Elle veut ouvrir une filiale en RDC, en vue de faire bénéficier directement à la population et aux institutions de ces véhicules, au lieu de passer par d'autres pays non fabricants.

9. Rusmedlab : Fourni des médicaments, des vaccins, des équipements médicaux et des consommables de haute qualité (plus de 3 000 articles) made in Russia. Elle possède une expérience variée dans la fourniture des produits médicaux, la prestation de services de conseil et la formation du personnel sanitaire dans de nombreux pays, notamment les pays de la CEI, le Liban, la Syrie, le Yémen, la Libye, le Soudan, le Mali, l'Indonésie, etc.

10. RossoboronExport : Société anonyme, spécialisée dans l'import-export de la gamme complète de produits et services du matériel militaire et à double usage : l'hélicoptère Mi-171CH destiné aux opérations spéciales et antiterroristes. RossoboronExport est prête à organiser une présentation et des consultations techniques en RDC en cas d'accord avec les dirigeants du pays. En cas de demande officielle, la société présentera une offre commerciale correspondante et le projet du contrat.

11. Alrosa : Ce groupe de sociétés d'extraction des diamants est le premier dans le monde en termes de production. Le groupe ALROSA est actuellement présent dans neuf pays et dix régions de la Russie.

12. Rosatom : C'est la seule société au monde à proposer des solutions intégrées d'énergie propre dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement nucléaire, y compris la conception, la construction et l'exploitation de centrales nucléaires, l'extraction, la conversion et l'enrichissement d'uranium, la fourniture de combustible nucléaire, le déclassé et le stockage de combustible usé. Elle évolue également dans le transport et l'élimination sûre des déchets nucléaires.

13. Skolkovo : Ce Centre scientifique et technologique russe d'innovations est spécialisé dans le développement et la commercialisation des technologies de pointe. Le système d'innovation de Skolkovo comprend l'Institut des sciences et technologies de Skolkovo (SkolTech), créé en partenariat avec le MIT, des centres de R & D d'entreprises, des pépinières d'entreprises, des fonds d'amorçage et de capital-risque privés et des entreprises en démarrage, ainsi que des espaces résidentiels et des infrastructures sociales.

14. National Guild of Producers and Importers : Elle facilite les contacts avec les opérateurs économiques de la RDC, notamment dans la préparation d'une mission commerciale à l'horizon 2020.

15. Gaz International : Il est le premier producteur russe de véhicules utilitaires : véhicules des charges légère et moyenne, camions poids lourd, autobus, moteurs et plus de 500 types de véhicules spéciaux.

CONCLUSION

XV. DISPOSITIONS CONCLUSIVES :

Comme indiqué en liminaire de cet ouvrage, j'ai voulu publier, sous la forme d'une compilation, quelques-uns des articles que j'ai rédigé au cours de ces dix dernières années à l'attention des décideurs congolais, qui renseignent sur la politique africaine de la Fédération de Russie, en général, et sur ses relations avec la République Démocratique du Congo, en particulier.

Pour ce faire, il me paraissait important de présenter en première partie un aperçu des relations qui existent entre les deux pays, marqué par deux temps forts : la participation du Président de la République Démocratique du Congo au 1^{er} Sommet Russie-Afrique de Sotchi, en octobre 2019, ainsi que la participation de SE Madame la Ministre d'Etat Thérèse Kayikwamba à la Première Conférence Ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique qui s'est tenue du 9 et 10 novembre 2024 à l'Université Sirius, sur le territoire fédéral de Sirius, le plus grand complexe de congrès et d'expositions du Territoire de Krasnodar et le lieu des plus grandes rencontres russes et internationales

J'ai bon espoir que les informations contenues dans mes publications ont pu éclairer, d'une manière ou d'une autre, les décisions des autorités qui en ont pris connaissance. A travers les documents publiés, en annexe, j'ai voulu apporter les preuves supplémentaires qui attestent que depuis l'accession de la RDC à la souveraineté internationale, les deux pays ont maintenu une relation saine qui n'a jamais faibli, en dépit de la faiblesse, par moment, de la représentation congolaise en Russie.

Au moment où la RDC est à la recherche des partenaires pour développer son potentiel économique, je suis persuadé que les informations contenues dans toute cette documentation peuvent aider à la définition et au renforcement d'un partenariat d'avenir entre la RDC et la Russie. Elles ont le mérite d'éclairer le lecteur sur ce qui pourrait constituer les grands axes du futur Programme Indicatif de Coopération entre les deux pays. Mon objectif étant de contribuer efficacement à la mise en œuvre de tous les accords qui ont été signés entre les deux parties, d'aider à leur actualisation, pour qu'ils répondent aux attentes actuelles des deux peuples ; et surtout, pour permettre de rendre plus concrète la promesse faite par les deux Chefs d'Etat, Vladimir Poutine et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, à Sotchi, en octobre 2019, en marge du 1er Sommet Russie-Afrique, et par SE Madame la Ministre d'Etat, Thérèse Kayikwamba, en novembre 2024, de mettre à un bon niveau des relations entre les deux pays.

La prise en compte des 20 propositions, ci-haut évoquées dans la quatrième partie du présent ouvrage, permettra, à coup sûr, de porter à un très haut niveau les liens entre les deux pays, dans tous les secteurs de coopération, politique, économique, socio-culturel et scientifique. A cela pourrait s'ajouter la mise à disposition de part et d'autre d'un gage de souveraineté, par exemple de plusieurs carrés miniers et/ou un bloc pétrolier, comme d'autres l'ont fait avant nous et ont vu leur ardoise envers ce pays effacée. Les deux pays

peuvent également procéder à mise à disposition à titre gracieux de part et d'autre d'immeuble pour abriter les locaux de leurs missions diplomatiques, etc...

15.1. Placer l'Ambassade de la RDC à Moscou dans de bonnes conditions de travail

- Une chancellerie convenable qui réponde aux normes et usages de notre MINAFET ;
- Des résidences aux normes pour loger dignement l'Ambassadeur et les diplomates ;
- Des véhicules de fonction pour la Mission Diplomatique

Le tout dans un environnement qui prend en compte les impératifs de prestige et de dignité qui conviennent à la République Démocratique du Congo, et à la nécessité de porter à un très bon niveau les relations entre notre pays et la Fédération de Russie. Cela, même s'il faut recourir à des structures privées, à la condition toutefois, sous peine de déguerpissement forcé à tout moment, d'un paiement régulier des frais de location.

La Fédération de Russie est un pays avec lequel la RDC peut compter pour son développement, dans tous les secteurs de la vie nationale, en plus d'être un partenaire politique et géostratégique très important sur la scène internationale, qui permet à la RDC de maintenir un équilibre raisonnable dans ses relations avec les autres régions du monde, qui sont souvent tentées par un interventionnisme pernicieux, sans que des réalisations concrètes profitent à la population congolaise.

15.2. Quelques de principes directeurs :

Pour ne pas retomber dans les erreurs du passé et l'amateurisme, la République Démocratique du Congo doit notamment :

1. Définir clairement ses sollicitations vis-à-vis de la Fédération de Russie ;
2. Affecter les ressources (humaines – profils/nombre adéquats-, matérielles et financières) à la hauteur des ambitions d'un grand pays qui tient à jouer un rôle important sur la scène internationales ;
3. Définir clairement le gage de souveraineté que la République Démocratique du Congo pourrait assurer à la Fédération de Russie en contrepartie de cette sollicitation ;

Par exemple :

Poser des actes qui, tout en bénéficiant à la RDC, correspondent aux objectifs stratégiques d'une Russie, grande puissance mondiale, impliquée présentement, avec grand impact et même succès dans plusieurs situations internationales.

4. Réactiver rapidement les Consultations Politiques, ainsi que tous ses dépendants, seul cadre formel d'échange qui existe entre les deux pays, en dehors des Ambassades résidentes ;
5. En vue d'aider les opérateurs russes, dans tous les domaines, nous proposons que soit installée à Kinshasa ou à Moscou **une plateforme (cellule d'appui et d'accompagnement)** pour faciliter les échanges entre les deux pays (tourisme, économie,

culture, etc.) pour accompagner et informer (dans la langue russe) les hommes d'affaires sur toutes questions liées aux investissements en RDC, tant pour les grandes entreprises que pour les entreprises de taille moyenne. Il s'agira en l'occurrence de :

1. Traduire dans la langue russe et porter à la connaissance des potentiels investisseurs les informations utiles pour leur permettre une meilleure connaissance des règlements et procédures en mesure de leur faciliter leur installation en RDC.
2. Accueillir et faciliter le séjour des hommes d'affaires et autres opérateurs (culturels et scientifiques) désireux de nouer avec les Congolais des partenariats économiques, culturel et scientifiques.
3. Porter à la connaissance des milieux d'affaires congolais les informations sur la production industrielle et commerciale de la Fédération de Russie, ainsi que des nouvelles technologies dont la Fédération de Russie est productrice.
4. De mettre à la disposition des autorités de la RDC les informations pertinentes sur les secteurs d'activités de la Fédération de Russie susceptibles de contribuer à la réussite du programme du gouvernement de la RDC.
5. Cette structure souple et dynamique répondra au besoin actuel du renforcement des relations entre les deux pays, comme le font la plupart des pays occidentaux, avec leurs agences de développement pour accompagner leur pays en Afrique, au moment où se met en place une nouvelle évolution mondiale avec la « route de la soie ». cette plate-forme pourrait travailler en partenariat avec les structures et institutions de la Fédération de Russie, parmi lesquelles on peut citer les suivantes :
 - L'Institut pour les études africaines de l'académie des sciences de la Fédération de Russie
 - La Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie
 - La Chambre de commerce et d'industrie de la Région de Moscou
 - La Fédération des entreprises du Congo (FEC)
 - L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements en RDC (ANAPI)

Je souhaite que les quelques informations que j'ai eu l'opportunité de porter à la connaissance des lecteurs du présent ouvrage pourront alimenter la base des données du Ministère des Affaires Etrangères de la RDC, et s'inscrire dans une démarche prospective pour servir de base à un **Programme Indicatif de Coopération RDC/RUSSIE** qui constituerait la charpente autour de laquelle les échanges entre les deux pays évolueraient vers une nouvelle ère de coopération que je souhaite fructueuse pour les deux pays.

Fait à Moscou, le 8 juillet 2026
Joseph KINDUNDU MUKOMBO
josephkindundu@hotmail.com
Téléphone : +79850626254



AU SUJET DE L'AUTEUR

Monsieur Joseph KINDUNDU MUKOMBO est Enseignant, Diplomate, Homme de science et poète. Il est actuellement en poste en Fédération de Russie. D'abord en 2015-2016, puis à partir de 2018. Il a été chargé de cours à l'Enseignement Supérieur et Universitaire, principalement au sein de l'Université Chrétienne Cardinal MALULA à KINSHASA, en République Démocratique du Congo, de 2001 à 2015, où il a eu à assumer successivement les fonctions de

Doyen de la Faculté des Relations Internationales, puis de Secrétaire Général Académique. En tant qu'Expert en Relations Internationales et Libre-Penseur, Il anime et intervient, sous la forme de séminaires ou d'ateliers, sur toutes les questions suivantes : Organisations Internationales Africaines, Droit International Privé, Histoire des Relations Internationales, Politique Internationale de la République Démocratique du Congo, Introduction aux Relations Internationales, Ethique et déontologie des fonctionnaires internationaux, Développement et analyses institutionnelles, ainsi que sur les relations Civilo-Militaires. Consultant et Formateur Mobile, il a eu à travailler, de 2008 à 2015, avec l'Union des Travailleurs du Congo (UNTC), la Coopération Technique Belge (CTB) et le Bureau pour la coopération militaire au sein de l'Ambassade des Etats-Unis en RDC.

De 1986 à 2000, il a été Chef de Service Commercial au sein des Filatures et Tissages de fibres à KINSHASA (TISSAKIN).

Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur les thèmes les plus divers (relations internationales, poésie, spiritualité) parmi lesquels on peut citer : « Discours sur la dialectique et les relations internationales » ; « Elément de compréhension du conflit israélo arabe : une tragédie qui perdure » ; « Comment créer une espace économique viable par la relance de la CEPGL », « Il est grand le mystère de la foi » ; « La réforme agraire au Zimbabwe et son impact sur les relations internationales : ingérence ou démocratie » ; « Visages multiples 2006 », de l'importance de l'enseignement supérieur dans le développement économique de l'Afrique ; villes et migrations internationales : Comment utiliser l'immigration pour le développement économique croisé , etc.

Monsieur Joseph KINDUNDU MUKOMBO est marié, et vit Moscou, en Fédération de Russie.